

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LA  
PETITE CULTURE  
EN TUNISIE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le samedi 8 novembre 1902, à 8 heures*

PAR

ETIENNE ACCARY

---

*Président : M. ESTOUBLON.*

*Suffragants : { MM. LÉVEILLÉ,  
SOUCHON, } professeurs.*

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1902







THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

LA  
PETITE CULTURE  
EN TUNISIE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le samedi 8 novembre 1902, à 8 heures*



PAR

ETIENNE ACCARY

---

*Président : M. ESTOUBLON.*

*Suffragants :* { MM. LÉVEILLÉ, } *professeurs.*  
                              SOUCHON, }

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

---

1902



## BIBLIOGRAPHIE

*Ministère des affaires étrangères.* — Rapports annuels au Président de la République.

*Régence de Tunis.* — Bulletin de la Direction de l'agriculture et du commerce.

**Picard (J.).** — Notice sur la Tunisie. Tunis, 1899.

**Bourde (Paul).** — Rapport sur les cultures fruitières et en particulier sur la culture de l'olivier. Tunis, 1899, J. Picard.

**Minaugouin (N.).** — Culture de l'olivier dans le centre de la Tunisie. Tunis. Imprimerie rapide, 1900.

**Wolfrom (Gustave).** — Manière d'acquérir une propriété habous en Tunisie. Tunis, Imprimerie générale, 1901.

— Exemple de combinaisons agricoles applicables en Tunisie. Tunis, Imprimerie générale, 1901.

*Prospectus de la Direction de l'agriculture et du commerce.* — Comment on peut acquérir une propriété en Tunisie.

**Saurin (Jules).** — L'invasion sicilienne et le peuplement français en Tunisie. Paris, Challamel, 1900.

— Le peuplement de la Tunisie par les Français. Paris, Challamel, 1899.

**Saurin (Jules et Cie).** — Société des fermes françaises de Tunisie. Prospectus et contrats de métayage.

*Comité du peuplement français de la Tunisie circulaire.*

**Zolla (D.).** — La colonisation agricole en Tunisie. Paris, Imprimerie de la Cour d'appel, 1899.

*Revue générale des sciences.* — 15 décembre 1896 et 15 juillet 1900.

*Quinzaine coloniale.* — Nos 120, 121, 122.

**Poiré (Eugène).** — La Tunisie française. Paris, Plon et Nourrit, 1892.

**Faucon.** — La Tunisie, Paris, Challamel, 1893.

**Leroy-Beaulieu (Paul).** — Algérie, Tunisie. Paris, Guillaumin, 1897.

**Artaud (Adrien).** — Défendons-nous. Marseille, Flammarion, 1901.

**Théry (Edmond).** — Faits et chiffres. Paris, *Economiste européen*, 1899.



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                              | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION . . . . .                                                                       | 1     |
| CHAPITRE PREMIER. — <b>Acquisition du sol</b> . . . . .                                      | 17    |
| § 1. — <i>Terres Melk.</i> . . . . .                                                         | 18    |
| a) Régime local. . . . .                                                                     | 18    |
| b) Régime de l'immatriculation. . . . .                                                      | 20    |
| c) Valeur vénale. . . . .                                                                    | 22    |
| § 2. — <i>Biens habous</i> . . . . .                                                         | 22    |
| § 3. — <i>Terres domaniales</i> . . . . .                                                    | 32    |
| CHAPITRE II. — <b>Examen des cultures auxquelles peut se livrer le petit colon</b> . . . . . | 49    |
| § 1. — <i>Culture maraîchère.</i> . . . . .                                                  | 49    |
| § 2. — <i>Elevage, céréales, vigne.</i> . . . . .                                            | 56    |
| a) Elevage . . . . .                                                                         | 56    |
| b) Céréales . . . . .                                                                        | 58    |
| c) Vigne . . . . .                                                                           | 66    |
| § 3. — <i>Ecoulement des céréales et du vin</i> . . . . .                                    | 75    |
| a) Céréales . . . . .                                                                        | 75    |
| b) Vin . . . . .                                                                             | 77    |
| CHAPITRE III. — <b>Étude d'une petite exploitation</b> . . . . .                             | 89    |
| § 1. — <i>Le faire-valoir.</i> . . . . .                                                     | 89    |
| § 2. — <i>Le fermage</i> . . . . .                                                           | 100   |
| § 3. — <i>Le métayage.</i> . . . . .                                                         | 106   |
| § 4. — <i>Examen des combinaisons agricoles officielles.</i> . . . .                         | 123   |
| a) Combinaison A. Contrat de métayage . . . . .                                              | 124   |
| b) Combinaison B. Exploitation par colon possédant 5,600 francs. . . . .                     | 126   |

|                                                                                          |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE IV. — <b>Rôle de l'État dans la colonisation tunisienne.</b> . . . . .          | 138 |
| § 1. — <i>Ce que le protectorat a fait en faveur de la colonisation</i> . . . . .        | 138 |
| § 2. — <i>Ce que le protectorat pourrait faire</i> . . . . .                             | 147 |
| CHAPITRE V. — <b>Du crédit agricole</b> . . . . .                                        | 155 |
| CHAPITRE VI. — <b>Considérations générales.</b> . . . . .                                | 565 |
| CHAPITRE VII. — <b>Les Italiens en Tunisie. Le petit cultivateur sicilien.</b> . . . . . | 172 |
| CONCLUSION . . . . .                                                                     | 203 |

---

# LA PETITE CULTURE EN TUNISIE

---

## INTRODUCTION

### I

La Tunisie rentre dans la catégorie de ces colonies que les géographes ont appelées colonies de peuplement par opposition à celles où la race colonisatrice ne peut s'établir à demeure ni s'acclimater aisément. Pour justifier cette appellation, il faut qu'une telle colonie offre des facilités et conditions d'existence plus aisées que celles de la Métropole, autrement le peuplement ne se fera sûrement pas.

C'est un lieu commun de constater qu'en dehors des professions libérales, les habitants d'un pays vieux ou neuf devront y vivre sur l'une des trois branches d'activité : commerce, industrie, agriculture. Le commerce et l'industrie se développent en quelque sorte sur la classe qui exploite les ressources naturelles du pays et ne peuvent exister sans s'appuyer sur cette dernière. Si les ressources naturelles ne sont pas exploitées, il ne saurait y avoir d'intermédiaire pour les mettre en circulation.

On objectera que le commerçant peut trafiquer sur les produits de l'exploitation du sol par l'indigène, même si cette exploitation n'est pas faite par des colons européens. Mais dans ce cas, il n'y a que le grand commerçant qui puisse trafiquer. Seul il centralise dans les comptoirs les produits qui lui sont transmis par le petit commerce, lequel reste forcément entre les mains des indigènes, car le petit trafic appartient toujours à une classe très proche ou pour mieux dire, issue de la classe productive. Les factoreries disséminées que peut établir le commerçant, résidant très rarement lui-même, ne sauraient arriver à constituer un peuplement, fût-il minime.

En dehors des produits à tirer du sol, une région nouvelle offre les ressources de son sous-sol. Celui de la Tunisie n'est pas riche dans son ensemble. Dans le Nord, les gisements de calamine, dans le Sud les phosphates. On y trouve bien en outre des affleurements de fer, de cuivre, de plomb argentifère, mais trop pauvres ou coûteux à exploiter, sauf l'importante mine de plomb de Djebel Reças. Mentionnons encore quelques carrières de marbre, calcaire veiné, plâtre, pierre à chaux pour la fabrication de chaux hydraulique et de ciments, capables de créer sur des points déterminés de petites agglomérations.

Quant aux carrières de phosphates, il en est parfois de très riches comme celles de Metlaoui, qui en 1900, quatre ans après l'obtention de la concession, employaient

1.300 ouvriers. Mais tout en aidant puissamment au développement du pays, elles sont d'une faible importance au point de vue du peuplement français, car les directeurs d'exploitation se servent uniquement de terrassiers et ouvriers arabes, soudanais et italiens, plus durs aux travaux miniers et bien moins chers que le français. Ils n'ont recours à ce dernier que comme employé de bureau, et assez souvent comme contre-maître. De plus, les produits en sont directement dirigés vers la France sans donner lieu, ni à un commerce local, ni à une industrie parallèle de transformation. Ils ne peuvent être traités en Tunisie où fait défaut l'élément essentiel de la grande industrie : la houille, et, où l'on ne trouve pas pour y suppléer en partie ce que l'on a appelé la houille blanche, les chutes hydrauliques (1).

(1) Pour être complet, nous citerons encore deux branches dont l'exploitation est moins une culture qu'une industrie, les forêts et l'alfa.

La Tunisie possède une superficie forestière officielle de 500.000 hectares appartenant en entier au Domaine. Mais on sait que l'Administration dénomme forêt en Tunisie et en Algérie, toute partie de son domaine, même très vaguement couverte de buissons nains, qu'elle a l'intention de reboiser, ou qui fut boisé avant quelque incendie qui a dénudé le sol, ou encore simplement susceptible de boisement. En fait, en Tunisie moins du quart de la surface officielle est exploitable et l'exploitation est faite directement par l'Etat, éclairé par l'exemple de l'Algérie, où les concessions trentenaires ont donné de si mauvais résultats. La main-d'œuvre employée est indigène, et, en fait de peuplement, la forêt ne fait que fixer quelques personnages administratifs, et des gardes forestiers.

Dans le Centre et dans le Sud, une source de revenus a longtemps été l'alfa. Cette plante est une graminée croissant spontanément et sans culture dans certains terrains où la chaleur et la sécheresse et

Quant à la moyenne et à la petite industrie et spécialement ces opérations industrielles qui se rattachent de près à l'agriculture, telles que huilerie, minoterie, etc., établissements qui sont, en fait, des dépendances et prolongements agricoles, elles ne peuvent se développer du premier jour et il faut que l'agriculture les précède. Lorsque la production agricole dépasse les besoins de la consommation locale et que la densité de la population est assez grande, l'industrie apparaît avec ses usines, sa machinerie, ses transports, en un mot toute sa mise en œuvre perfectionnée exigeant les concours les plus divers. Le peuplement agricole la développerait rapidement, surtout la petite industrie destinée à pourvoir aux besoins locaux (1).

souvent l'imprégnation de magnésie ne permettaient à aucune autre végétation de venir à bien. Les savanes du centre de la Tunisie, les Hauts-Plateaux sis à l'Ouest de Kairouan, et entre cette ville et Gafsa en produisent sur une très grande étendue. Son principal débouché a été la fabrication du papier : des nomades le cueillaient et le transportaient par caravanes aux ports de Sousse, de Sfax, de Statira et de Gabès. Aujourd'hui le papier de bois d'un prix inférieur de revient a détrôné le papier d'alfa. L'exploitation s'en est très réduite, jusqu'à ce que les forêts soient épuisées et ne puissent plus suffire à la consommation. Alors ces espaces improductifs seront de nouveau mis à contribution, comme auparavant, grâce à la main-d'œuvre indigène, qui pourra être surveillée par des contre-maîtres français ne séjournant sur les « chantiers d'alfa » que pendant la cueillette ; ou bien des employés envoyés sur place achèteront leur récolte aux arabes travaillant pour leur compte. Le peuplement en retirera des résultats pour ainsi dire nuls.

(1) Mais pour cela il ne faut pas qu'elle soit entravée par les mesures douanières de la Métropole. Ainsi, antérieurement à la loi actuelle sur l'admission temporaire, le blé tunisien, entrant en fran-

Nous concluons donc avec M. Zolla (*La colonisation agricole de la Tunisie*) :

« L'industrie locale en Tunisie sert et servira surtout à transformer les matières premières que l'on tirera du sol ; le commerce ne peut être prospère, comme l'industrie, que si les échanges sont actifs et portent sur une masse de denrées de plus en plus grande ; de même pour les transports ; leur importance dépend du chiffre, des transactions commerciales dont les produits agricoles et leurs transformations industrielles seront l'objet. Enfin l'industrie comme le commerce ne pourra trouver et des produits à exporter et des consommations sur place que si la production agricole se développe. Les commerçants ne trouveront le placement de leurs marchandises que si les agriculteurs peuvent les échanger contre des denrées agricoles. L'agriculture est et sera la première et prin-

chise en France, était traité comme étranger à la sortie de ses produits, semoule, farine, pâtes, etc. Dans ces conditions et par la négociation anormale de l'acquit à caution, la minoterie tunisienne était complètement arrêtée, malgré l'existence de moulins installés, au profit de la minorité marseillaise. Au moment de l'incident de Fashoda, l'intendance militaire remarqua avec stupeur qu'en cas de conflit les troupes avaient quatre semaines de farine, à un moment où les transports par mer menaçaient d'être interceptés et ceux par voie ferrée impossibles à cause des transports militaires sur le seul chemin de fer qui relie la Régence à l'Algérie. La loi de 1901 sur l'admission temporaire des blés a mis un terme à cette situation. Mais auparavant l'administration de la guerre avait dû recourir à un forfait onéreux dans la prévision d'une pareille éventualité. Un traité par lequel elle s'engageait à garantir la rémunération du capital avait permis à une grande minoterie de se créer et de fonctionner.

cipale source de richesses en Tunisie. La colonisation agricole française développée pourra seule entraîner le développement parallèle de l'industrie et du commerce français.

« Sans doute il existe des mines de zinc et de phosphate en Tunisie. On y trouve aussi du plomb, du cuivre, du fer, du plâtre. Mais ces richesses naturelles, peu abondantes globalement, et susceptibles d'épuisement, ne sont pas comparables à celles, toujours renaissantes, que l'on tirera du sol par la culture.

« C'est le colon agriculteur qui assurera la prospérité de la Régence. »

## II

Généralement, aux colonies, l'agriculture est exploitée par des capitalistes qui y voient une opération financière plus fructueuse que celles offertes par l'industrie ou le commerce dans leur pays. Il y a aussi le vrai cultivateur, quelquefois au service du premier, plus souvent s'attachant à une portion du sol. Il en retirera, outre l'intérêt des capitaux trop restreints pour le faire vivre et qu'il y a incorporés, le salaire de sa propre main-d'œuvre et de ses peines. C'est à ce dernier que nous consacrerons l'objet de cette thèse ; seul il concourt sérieusement au peuplement du pays, il y a donc un intérêt capital à rechercher la mesure dans laquelle le Français peut y concourir.

Jetons un coup d'œil rapide sur l'ensemble du sol tunisien qui, loin d'être homogène, offre selon ses régions des ressources agricoles différentes. Les agronomes l'ont partagé à ce point de vue en trois parties caractéristiques.

Au Sud, s'étend la région du dattier. Les pluies trop rares se refusent non seulement à y faire croître les céréales, mais même à y permettre les cultures arbustives peu exigeantes comme humidité. Seul le palmier y jaillit de sables stériles en apparence, pourvu que sa végétation soit entretenue par les sources des oasis. Disons tout de suite que sous son ombre se développent les cultures les plus diverses, blé, maïs, orge, sorgho, vigne, oranger, grenadier, pistachier, pastèque, cactus, henné. Mais ces cultures intercalaires forcément sont trop restreintes. Elles assurent simplement la consommation locale. Seul le henné voit la sienne s'étendre à la majeure partie de la Tunisie, mais l'emploi de cette substance, bien que général, n'en exige que des quantités très minimes.

Pour en revenir au dattier, une fois planté il ne réclame comme soins culturaux que l'entretien des canaux qui conduisent l'eau à son pied. La cueillette des dattes est faite très économiquement par l'indigène.

La plantation du dattier demande une avance de capitaux improductifs avant la quinzième année. Sa croissance lente et sa pleine production retardée jusque vers la trentième année en font une opération réservée au capitaliste ou à une société financière. Nous verrons sous

leur initiative forer un puits artésien, se créer un oasis où s'établiront un régisseur et peut-être un nombre très restreint d'employés. Mais c'est tout : le dattier ne peut en somme concourir à l'agglomération européenne, et la région dont il est la seule ressource agricole est impropre au peuplement européen déjà peu favorisé par le climat indispensable à cette production.

Si d'Hammamet à Tébessa on tire une ligne passant par le pied des plateaux, le pays compris entre cette région et les oasis est constitué de coteaux de tuf calcaire très pauvres en terre et de plaines d'une composition uniforme. Le sable y domine, la chaux y est en forte proportion. Ce sol léger, fréquemment teinté de rouge par l'oxyde de fer, est ordinairement de l'aspect le plus maigre. L'humus, l'azote, l'acide phosphorique que réclament les céréales sont partout en faible quantité. Aussi, avec les pluies rares, les récoltes sont-elles incertaines ; elles ne reviennent qu'une année sur trois dans la meilleure région, celle de Sfax, et une année sur quatre ou cinq dans les territoires de l'intérieur. Elles ne peuvent dans ces conditions être rémunératrices, et les céréales ne sont cultivées sur une médiocre échelle par l'européen que pour faire face au besoin de paille pour le bétail et de grains pour les chevaux. De même la vigne donne des rendements dont la moyenne couvre tout au plus les frais de culture.

S'il ne pleut généralement pas assez pour assurer une récolte de céréales, il tombe cependant une quantité

habituellement suffisante d'eau pour qu'en hiver et au printemps le sol se recouvre d'une végétation herbacée plus ou moins abondante selon l'intensité et la répartition des pluies, mais très nutritive. Elle plaît particulièrement au mouton. Mais les troupeaux doivent pratiquer la transhumance et remonter l'été vers le Nord, tout au moins être établis sur des propriétés de vastes parcours, cela pour changer de pâturages à mesure qu'ils ont épuisé chaque territoire et afin de pouvoir faire des réserves pour l'été et les années de grande sécheresse où l'herbe peut faire totalement défaut. Viennent ces années-là, malgré les précautions prises, le déchet est encore énorme. Fortes avances pour parer aux mauvaises années, troupeaux nombreux pour répartir sur un plus grand nombre de têtes les frais de gardiennage, grandes propriétés dans une région où toute parcelle du sol a un maître et où on ne peut faire pâturer sur le domaine public trop rare : cet ensemble de conditions demande un gros capital, qui sera administré par un régisseur ayant sous ses ordres des bergers indigènes. L'élevage du mouton est peu favorable au peuplement européen.

Le sol léger du centre est très perméable : on y voit peu d'oueds ; aussitôt tombée la pluie est absorbée. Le pays offrant un grand développement de plaine, l'eau ainsi emmagasinée y demeure. Sous une surface aride et grillée par le soleil, le sous-sol à une certaine profondeur reste frais. Les cultures arbustives réussissent quand leurs racines verticales sont assez développées

pour aller chercher l'humidité souterraine. Les arbres fruitiers, le pêcher, l'abricotier, le pommier, le grenadier, viennent bien, et y donnent des fruits assez abondants. Mais ces fruits très inférieurs à ceux de l'Europe ne sauraient donner lieu à une exportation et ne sont pas susceptibles d'une exploitation développée.

L'amandier et l'olivier jouissent dans cette région d'une prospérité de venue toute particulière et produisent des fruits de très bonne qualité.

Mais l'amandier commence à produire quelques amandes seulement vers la cinquième année et ne doit pas être considéré en plein rapport avant la quinzième. L'olivier donne ses fruits à l'âge de six ou sept ans, il n'offre un rendement appréciable qu'à la douzième année, et sa production sérieuse commence vers la vingtième. Faute de pluies suffisantes, le sol occupé par ces cultures arbustives, n'offre pas la ressource des cultures intercalaires. Là encore les capitaux engagés doivent attendre de longues années le rapport de l'intérêt, sans qu'il soit possible de suppléer à l'absence de tout profit et de demander au sol d'assurer autrement l'existence du cultivateur peu fortuné. Aussi y retrouvons-nous le grand propriétaire, le capitaliste qui n'a eu somme toute en vue qu'une opération à long terme. Il pratique l'absentéisme, et les chefs de culture sont clairsemés sur de grands espaces. La région de l'olivier est peu favorable au peuplement. Sa culture très simple se borne à exiger quelques travaux pour tenir le sol propre de végétation her-

bacée et en maintenir la surface friable. La taille et la cueillette sont des opérations économiquement confiées aux arabes, ainsi d'ailleurs que la plantation même. Cependant l'olivier adulte contribuera dans une certaine mesure à peupler le pays parce que l'olive crée un développement industriel, moulins à huile, usines à grignon, etc., ces petits centres ne se formeront pas avant la quinzième année de colonisation.

Nous arrivons maintenant à la Tunisie du Nord, c'est sur cette partie de la Régence, où céréales et vignes réussissent dans de bonnes conditions, que va s'arrêter notre étude.

Cette région par de grandes exploitations, fournit aux capitaux engagés un intérêt qui, dans de bonnes conditions de mise en valeur et de direction, peut devenir assurément supérieur à celui que donnent les grands domaines de France. Mais le propriétaire, en règle pour ainsi dire absolue, n'y réside jamais et se contente de séjours d'un mois, ou deux au maximum par an. Allez demander à un capitaliste qui jouit de gros revenus de s'enfermer dans une vie aussi monotone, privée de tous les agréments que la richesse lui procure en France et auxquels il est tellement accoutumé qu'ils sont devenus nécessaires pour lui ! Le régisseur, un ou quelques chefs de culture, surveillants, contre-maîtres sont Français. Le plus souvent ces derniers sont célibataires, ne se sentant pas une position assez assise et stable pour fonder une famille.

Au recensement de 1891, dans le groupe de vignobles du Mornag, où l'on avait déjà planté 1.800 hectares et dépensé 12.000.000, il y avait 99 Français. On en comptait 40 sur le domaine Potin qui avait déjà un vignoble de 450 hectares et où le capital engagé atteignait 3.000.000. Il y en avait 20 sur le domaine de Schuiggui dont deux cents Italiens cultivaient les 300 hectares de vigne et 60 seulement sur les 90.000 hectares de l'Enfida.

Encore le régisseur et les chefs de culture importants sont-ils souvent des algériens français ou algériens espagnols francisés, de sorte que leur présence en Tunisie n'augmente pas la population française du Nord de l'Afrique. Comme le fait remarquer M. Paul Leroy-Beaulieu (*Algérie-Tunisie*, p. 376), « ce n'est pas une mince trouvaille que celle d'un homme ayant de l'instruction générale et une compétence spéciale, s'étendant à la culture, au bâtiment, à la comptabilité, un peu au commerce et surtout au maniement des hommes ; qui ait un caractère ferme et souple, prévoyant et entreprenant ; qui sache tenir en mains et diriger sans les froisser ou les faire fuir, cent ou deux cents ouvriers de nationalités diverses et de tempéraments opposés, qui maintienne tout ce monde en haleine, qui voie à la fois le détail et l'ensemble, qui à la patience et à la persévérance joigne l'entrain. Toutes ces qualités sont nécessaires pour la grande colonisation agricole dans un pays neuf à la culture européenne, et l'on est plus sûr de les trouver chez un fils de

colon rompu déjà à la pratique algérienne, aux conditions culturelles et aux mœurs de l'Afrique, que chez un Français débarquant de France. »

D'ailleurs disons que la création de grands domaines en Tunisie, subit plus qu'un ralentissement, elle marque presque un arrêt. Les premiers capitalistes ont été attirés par un mirage de terres vierges et de cultures à gros rendements pécuniaires qui s'est vite dissipé. La Tunisie n'est pas, avec la vigne, un pays de monoculture puissamment productive, comme jadis les Antilles avec la canne à sucre, comme, avant la crise, le Brésil avec le café, comme la Cochinchine avec le thé et le poivre. Le pays est similaire de certains départements méridionaux, où il faut pour tirer bon parti du sol posséder toutes les connaissances agronomiques et avoir recours à toutes les ressources, car chacune d'elles en particulier peut venir à manquer. Le grand domaine est improductif s'il n'est surveillé de près, et se contente, bien dirigé, de rémunérer d'un intérêt assez élevé les capitaux engagés mais non de les décupler en quelque sorte comme on se l'est imaginé jadis. Or le capitaliste qui a de larges rentes se soucie peu de s'astreindre à suivre et à surveiller un domaine, depuis qu'il s'est aperçu que sa paresse ou son insouciance à s'en occuper très sérieusement le menaient à de forts aléas et qu'en se donnant tout le souci possible il ne pouvait créer la source de richesse en laquelle il avait cru tout d'abord. Sur ces entrefaites la crise vinicole est venue. Les prix de vente du vin se sont

notablement abaissés, tandis que l'écoulement autrefois certain devenait difficile, l'acheteur se montrant plus exigeant pour les qualités et les soins de vinification. De 1896 à 1902 il ne s'est créé qu'un seul grand vignoble, 110 hectares plantés d'un seul coup en 1900 vers la Manouba, par la maison Licari, et encore est-ce par des négociants en spiritueux et liqueurs et distillateurs, qui trouvent dans leur commerce même des facilités de vente et de transformation de produits dont ne jouit pas le cultivateur ordinaire.

Nous voyons donc de proche en proche la question du peuplement français de la Tunisie n'offrir qu'une seule solution : l'installation dans la région du Nord de petits cultivateurs soit par le développement de la petite propriété, soit par des combinaisons de fermage ou de métayage.

Nous nous proposons donc d'étudier quelles sont les conditions d'existence du petit cultivateur français dans la région du Nord de la Régence. Tout particulièrement nous verrons comment le petit colon s'établissant en Tunisie pourra arriver, sinon à la fortune, du moins à une aisance plus large qu'en France. Cette question est importante ; elle nous permettra de déterminer si oui ou non nous pouvons peupler cette Tunisie du Nord où les ruraux sont rares. Dans les premiers temps du protectorat tunisien on s'est volontiers émerveillé sur le mouvement colonial développé. On n'attachait d'attention qu'aux capitaux engagés et à l'immensité des domaines achetés par

des capitalistes qui en laissaient d'ailleurs la plus grande surface inculte. Cependant au bout d'une dizaine d'années, on commença déjà à être frappé du petit nombre de Français établis sur la terre. Poiré écrivait en 1892 (*Tunisie*, p. 288) : « L'immigration française n'a guère profité jusqu'ici qu'aux villes du littoral ; qu'elle ait fourni peu de vrais ruraux à la Tunisie, la preuve manifeste en a été faite par le recensement de 1891. Il n'a relevé, au nombre des 10.030 Français établis ou nés en Tunisie, que 619 « agriculteurs, propriétaires et rentiers », appellation de laquelle on doit déduire que ces agriculteurs sont moins des paysans, faisant valoir eux-mêmes, que de grands cultivateurs, des possesseurs de vastes biens-fonds administrés par des régisseurs. Malgré les apparences de succès qui s'attachent à la colonisation tunisienne, là évidemment est le point faible. L'homme de la terre, le vrai colon sans lequel il n'y a pas de vraie colonie, manque dans le pays. »

En 1896, la *Revue des Sciences* est obligée de constater « que le petit colon français ne vient guère peupler le pays ». En 1898, dans une conférence sur le peuplement français de la Tunisie, M. Saurin disait : « Ce qui frappe le voyageur qui arrive en Tunisie après avoir traversé les plaines algériennes, c'est l'absence de tout groupe important de fermes françaises. De loin en loin, on aperçoit une maison isolée au milieu de l'immense plaine, mais nulle part ces hameaux et ces villages français qui sont une des parures de l'Algérie. Le petit colon, propriétaire

ou fermier du sol qu'il exploite, est encore une exception ; on en compte à peine 150 à 200 dans toute la Tunisie. »

Depuis, l'établissement de petits colons s'est un peu développé grâce aux allotissements offerts par la Direction de l'agriculture avec certaines facilités de paiement ; mais non dans une proportion suffisante pour concourir à un peuplement rural sérieux. C'est à peine si, sur les trois mille Français, familles comprises, répartis sur la surface agricole de toute la Régence, il y en avait en 1902, 600 à 700 vivant sur la petite propriété.

Pourquoi n'y sont-ils pas venus plus nombreux et dans quelles conditions peuvent-ils s'établir, c'est ce que nous allons rechercher en étudiant successivement les procédés de l'acquisition du sol, les cultures auxquelles peut se livrer le petit colon sous les formes du faire-valoir, du fermage et du métayage, le rôle de l'Etat dans la colonisation, l'appui à espérer du crédit agricole, les avantages qu'offre la Régence, le climat, la sécurité, et puisque les Siciliens semblent y réussir mieux que nous dans la petite colonisation : sur quelles raisons se fonde cette supériorité ?

## CHAPITRE PREMIER

### ACQUISITION DU SOL.

Le colon ne pourra devenir possesseur du sol qu'il va cultiver que par achat, car les Français n'ont pas trouvé en Tunisie ces espaces immenses à peine parcourus par de rares tribus nomades que l'immigration a rencontrés en Amérique, en Australie, dans l'Afrique du Sud, et où elle s'est développée au large. Dans la Régence, tout le sol cultivable par des cultures susceptibles de favoriser le peuplement était occupé par une population qui avait ses villes et sa civilisation, et qui, dans les régions les plus fertiles, avait un taux de densité très élevé. La terre vague n'existait franchement que dans le Sud, là où la rareté des pluies rend à peu près toute culture impossible. Partout ailleurs le sol appartenait à un propriétaire qui gardait ses limites avec un soin jaloux, ou bien à l'État ou aux confréries religieuses qui n'entendaient pas s'en dessaisir. La Tunisie rapidement soumise, où nous étions allés d'ailleurs en qualité d'alliés et protecteurs du bey, n'avait pas donné lieu aux confiscations à la suite de révolte qui ont mis en Algérie de si grands espaces à la disposition des colons. Disons aussi qu'elle était proportionnellement plus peuplée d'indigènes que sa voisine.

Le protectorat français a trouvé à ses débuts le Domaine, longtemps dilapidé par les ministres favoris, dans une situation assez compliquée. Il a répugné en principe aux concessions gratuites qui ont donné en Algérie des résultats fort mélangés et très souvent mauvais. Il s'est borné plus tard à des morcellements et des ventes avec facilité de paiement. Il ne peut faire davantage, son domaine étant assez restreint pour devoir s'épuiser assez vite, ce qui le mettra dans la nécessité d'acheter lui-même pour continuer son œuvre. Il faut donc acheter le sol, et nous allons commencer par examiner les avantages de la nouvelle législation foncière tunisienne relativement à l'achat du sol et au crédit foncier.

Il existe en Tunisie deux sortes de propriétés, le *habous* sur lequel le droit du quasi-propriétaire est plus que la détention, moins que la propriété ; nous y reviendrons un peu plus loin ; et d'autre part le bien *melk*, possédé par de pleins propriétaires.

#### § 1. — Terres *melk*.

##### a. — *Régime local.*

Quoique la propriété *melk* soit dans la Régence l'objet d'une fréquente indivision, elle est bien la propriété privée dans toute sa plénitude. En principe la propriété immobilière s'établit à l'égard des tiers, selon l'ancien droit tunisien, par la détention régulière et légitime du titre de propriété, mais dans la pratique l'origine du

titre de propriété complique l'application du principe. Parfois, en effet, les titres remontent à plusieurs siècles, et leur authenticité est plus que contestable, dans un pays surtout où la bonne foi est moins prise en compte que la réussite. Habituellement cependant ils ne remontent pas au delà des premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, et ont pour point de départ soit un acte de notoriété établi par deux notaires à la requête des intéressés, soit un décret de concession beylicale. A défaut de titres de propriété, ou lorsque, égarés ou perdus, ils ne peuvent être présentés, le droit admet, pour y suppléer, l'acte de notoriété connu sous le nom d'outika. Mais une vente sur titre authentique prime une vente même antérieure sur outika, de sorte que le second acheteur d'un propriétaire de mauvaise foi peut déposséder le premier eût-il déjà effectué son paiement.

De plus, la loi musulmane tunisienne donne au voisin limitrophe d'un immeuble le droit de l'acquérir de préférence à tout acheteur : c'est le droit de préemption, la *cheffaâ*, sur lequel pivota le célèbre procès de l'Enfida. Cette complexité s'augmente par l'existence de deux lois en Tunisie, ou plutôt deux rites, puisque la loi n'est autre chose que le commentaire du Coran, le rite Manéki et le rite Hanéfi, sujets à des interprétations de détail différentes.

A cette incertitude des titres, il faut ajouter l'absence de responsabilité des notaires et l'impossibilité d'obtenir une description précise des immeubles, de connaître la

nature et le nombre des servitudes. Particulièrement dans le cas du domaine possédé par indivision, il arrive qu'ayant acheté sur un titre bien net et régulier, on voit surgir d'autres propriétaires insoupçonnés, si bien qu'au lieu d'être seul possesseur comme l'on croyait on ne possède plus qu'une part, et encore cette part ne peut-elle être isolée dans l'immeuble. De cet ensemble il suit que tout achat revêtait un caractère assez précaire et sujet à des surprises désagréables.

b. — *Régime de l'immatriculation.*

Le système de l'immatriculation établi par la France est venu fort heureusement remédier à cet état de chose.

Une loi promulguée le 1<sup>er</sup> juillet 1885, et un décret du 16 mai 1886, ont déterminé le nouveau régime légal de la propriété. L'ensemble des dispositions de ces deux actes est issu directement de l'Act Torrens, et calculé pour donner le plus de sécurité possible aux transactions immobilières. Lorsqu'un acquéreur demande l'application du système de l'immatriculation, on procède au bornage, au relevé du plan et à la description de la propriété. Les charges, hypothèques et autres droits réels donnent lieu à une enquête et à un jugement du tribunal de l'ouzara ou tribunal mixte. La plus grande publicité est faite pour ménager les droits des tiers, les limitrophes sont personnellement avisés, et un délai légal donne tout le temps nécessaire à la production des réclamations. Mais une fois le jugement du tribunal mixte rendu, au-

cune revendication n'est plus admise relativement à des droits antérieurs. L'acquéreur reçoit alors copie d'un titre donnant exactement le bornage, la description, le plan géométrique, et l'énumération des servitudes reconnues par le jugement. L'original en est établi sur les registres de la conservation foncière. Quant aux charges postérieures elles ne vaudront qu'autant qu'elles seront inscrites à la suite sur le titre. De sorte qu'un nouvel acheteur saura exactement ce qu'il a acheté et un prêteur sur hypothèque pourra évaluer avec justesse le crédit que représente le gage.

Cette loi de 1885 est facultative et les transmissions d'immeubles peuvent se faire encore sous l'empire des dispositions anciennes. Cependant les sujets tunisiens eux-mêmes y recourent de plus en plus depuis les simplifications apportées par les décrets des 15 et 16 mars 1892 et la réduction considérable des frais que l'État tunisien prend en partie à sa charge.

Quoi qu'il en soit, le nouveau colon peut toujours et doit y avoir recours, pour être sûr de la sincérité de son vendeur. Le procédé habituel, est, le prix convenu, de le déposer dans une banque et déclarer au propriétaire arabe qu'il le percevra dès remise du titre immatriculé. Ainsi on évite toute surprise possible.

En résumé, l'immatriculation permet d'acquérir avec toute sécurité les immeubles sur titres inattaquables et précis et assure le crédit proportionnellement à la valeur du sol et aux charges qu'il supporte déjà. L'européen

n'a plus à redouter les évictions et les fréquentes contestations antérieures, pour lesquelles il restait justiciable des tribunaux musulmans, ayant un caractère religieux et jugeant sans publicité. Il se trouve posséder un titre à l'abri de toute revendication, parfaitement mobilisable, puisqu'il est susceptible d'être négocié ou engagé à peu près dans les mêmes formes qu'une action nominative. Son bien est désormais soumis à la juridiction française et à une législation simple, claire et précise.

*c. — Valeur vénale de la terre melk.*

Le prix de l'hectare est variable naturellement, selon la situation du terrain, l'importance du défrichement à opérer, la proportion du sol cultivable. De plus, il se produit un enchérissement croissant. Les bonnes terres arables dans un périmètre rapproché de Tunis et présentant de bonnes conditions de facilités de transport, qui pouvaient être acquises entre 50 et 100 francs l'hectare il y a quinze ans, en valent le triple actuellement.

§ 2. — **Biens habous.**

Outre les biens melk, on peut acquérir en jouissance perpétuelle, moyennant une redevance annuelle appelée enzel les biens habous ou de mainmorte, qui sont nombreux dans la Régence. La loi religieuse musulmane autorise et encourage l'affectation par des particuliers de biens immeubles à diverses fondations pieuses ou cha-

ritables, à l'entretien des mosquées, des établissements religieux, des fondations philanthropiques, des marabouts ou chapelles dédiées à un saint vénéré, des écoles, etc... Ces biens sont de deux sortes, les habous publics et les habous privés. Les habous publics sont ceux dont la nue propriété et la jouissance sont affectées sans restriction et dès leur constitution à la personne morale bénéficiaire. Les habous particuliers ou privés sont ceux dont les fondateurs ont réservé l'usufruit à leurs héritiers directs et qui ne font retour aux habous publics qu'après extinction de la descendance des donateurs ou de tous les dévolutaires désignés dans l'acte de fondation.

Les habous sont gérés par un conseil d'administration indigène. La Djemaïa, dont le fonctionnement a été réglé par décret du 8 juin 1874.

D'après le droit musulman, les biens habous sont inaliénables. De ce chef, les terres rurales spécialement, resteraient en friche et seraient d'un revenu nul. La coutume arabe a tourné la difficulté de ne pouvoir céder les habous à titre définitif en autorisant la cession perpétuelle de la jouissance de ces biens moyennant une rente foncière annuelle, fixée une fois pour toutes quelles que soient les modifications de valeur que les circonstances entraîneront dans la suite. Cette cession porte le nom de contrat d'enzel ou de vente à enzel. « Il n'a pas paru à propos, dit le « Rapport sur la situation de la Tunisie » (1881-90, p. 41), de modifier cette organisation qui a un caractère religieux. Mais le gouvernement du protectorat s'est oc-

cupé d'en surveiller le fonctionnement de façon à sauvegarder la valeur du domaine habous, dont les revenus avaient diminué au point de ne plus permettre à la Dje-maïa de faire face aux dépenses qui lui incombait et parmi lesquelles se trouvait, depuis l'établissement du protectorat, le budget du culte musulman.

« Dans un autre ordre d'idées, il était utile de rechercher les moyens de mettre en circulation cette masse énorme de biens immeubles (peut-être le quart du territoire tunisien) (1), que l'inaliénabilité immobilisait sans profit pour le pays et pour la colonisation.

... « Le gouvernement du protectorat trouva établi l'usage de concéder les terrains habous moyennant fixation d'une vente à l'amiable, mais la plupart des immeubles étaient cédés à la faveur, au détriment de l'administration des habous.

« Un décret du 21 octobre 1885 a réglementé le mode de constitution en enzel des immeubles habous. Depuis cette époque, aucun immeuble habous ne peut être cédé à enzel que par la voie des enchères publiques. »

Le détenteur par dernière enchère est libre d'agir comme un propriétaire ordinaire, de faire sur le bien toute modification et de le céder à une autre personne,

(1) On s'est aperçu par la suite qu'il fallait restreindre très fortement et spécialement dans la région du Nord, une proportion qu'on avait crue d'abord si énorme. D'après les derniers documents officiels, les habous, dans la région du Nord, détiendraient 150.000 hectares sur 4.000.000 de superficie.

qui dans ce cas se substituera à lui pour payer désormais l'annuité en enzel. En ce cas, il arrive souvent que le bien, de par les constructions, les amendements, les cultures, a pris une plus-value qui donne lieu au versement d'une somme d'argent proportionnelle par l'acheteur nouveau à l'acheteur antérieur. Enfin si l'enzeliste ne payait plus la rente à laquelle il est engagé vis-à-vis de la Djemaïa, le bien dont il a jouissance serait saisi et vendu aux enchères. Le nouvel acheteur s'engage d'une part à payer chaque année l'enzel primitivement fixé et toujours immuable, d'autre part, il verse une certaine somme sur laquelle vraiment s'établit l'enchère et qui, si elle est suffisante, revient au détenteur, déduction faite des annuités dues et des frais de justice et de saisie.

Cette transformation des biens de mainmorte en simples rentes foncières perpétuelles au bénéfice de la Djemaïa offre au colon l'immense avantage de pouvoir devenir détenteur avec toutes les libertés et tous les droits du propriétaire, du sol qu'il va cultiver, sans qu'il lui soit nécessaire de déboursier le capital d'achat. Mais, en fait, elle favorise bien plus l'établissement de la grande propriété que le petit colon. Celui qui dispose des capitaux nécessairement importants pour cette mise en valeur peut, dans beaucoup de cas, avoir la disposition de domaines de 1.000, 2.000, 3.000 hectares embroussaillés d'ailleurs et aux 9/10 incultes, moyennant 4, 5, 6.000 fr. de redevance annuelle. Mais le habous est habituellement ou important ou très restreint. Quand il est faible d'éten-

due, il l'est au point d'être trop petit pour l'établissement d'une famille française, il est en outre souvent intercalé au milieu de terres arabes sans voies d'accès indépendantes. Il existe sur l'enchor el Hattermine près de Tebourba, de 1.600 hectares de superficie, une parcelle de 17 hectares jadis donnée au Marabout de Sidi Naji, qu'elle entoure, située juste au cœur de la propriété. S'établir dans des conditions pareilles, c'est s'attirer des discussions continuelles avec les voisins arabes ou même français au sujet des voies d'accès, indépendamment de l'insuffisance de la superficie, et surtout de la mauvaise qualité du sol qui constitue ces lots.

Que le bien habous d'une façon générale soit très grand, ou au contraire une parcelle restreinte et de mauvaise qualité, cela s'explique aisément. La Tunisie arabe est un pays de très grande propriété morcelé entre les mains d'une oligarchie riche, qui faisait vivre la population de fellahs généralement détachée du sol, mais attachée à un grand propriétaire un peu sur le modèle de la clientèle antique, par le travail qu'il lui procurait grâce aux contrats de Khammès. Le riche quand il faisait une dotation la faisait importante. Le pauvre fellah, quand il pouvait arriver à devenir très petit propriétaire, était trop attaché au lambeau de sol qu'il possédait pour l'abandonner facilement même par piété, sauf le cas où, possesseur d'un lopin de terre trop ingrat pour en tirer bon parti, il pouvait se permettre un acte de pieuse donation sans éprouver de perte bien sensible.

Lorsqu'on a l'intention d'acheter un bien à enzel, on se rend à Tunis à l'administration de la Djemaïa, où sont relevés tous les lots que celle-ci a de disponibles, et d'après les indications, descriptions et plans approximatifs qu'on y trouve, on choisit un certain nombre de lots qui semblent convenir. Il reste à aller les visiter sur les lieux, par l'intermédiaire d'agents qui relèvent de la Djemaïa et sont répartis suffisamment nombreux sur le territoire de la Régence. Cela imposera au nouvel arrivant une perte de temps et des voyages auxquels celui qui apporte un certain capital ne regardera pas trop, mais qui sont onéreux pour la bourse du futur petit colon.

Quand on a trouvé un lot à sa convenance, on en demande à l'administration la mise aux enchères ; elle se fait dans un délai précis après annonce, sur les lieux, aux indigènes par le caïd, ailleurs par voie d'affiches. Or il arrive que le lot désiré et qui a occasionné des dépenses de voyage et de recherche, est enlevé soit par un autre enchérisseur qui n'a pas eu toutes ces peines, et a connu l'existence du bien par l'annonce de la vente, soit assez souvent par une coalition des indigènes voisins qui veulent empêcher que ce bien à caractère religieux, souvent légué par leurs parents ou leurs ancêtres, tombe entre les mains d'un roumi. L'acheteur du grand enzel est beaucoup moins exposé au premier inconvénient et très peu au second. Les gros capitaux se déplacent bien moins facilement que les petits ; d'autre part, la coalition indigène qui exploitera médiocrement ou pas le lot qu'elle se

fait adjuger par esprit de fanatisme musulman, est incapable de s'engager au paiement annuel d'une rente élevée. Seul le futur acheteur du petit enzel souffrira de cette coalition. Cependant un décret est intervenu le 7 mars 1900 pour essayer de remédier au second inconvénient.

« L'administration, dit une brochure officielle (1), avait remarqué que l'adjudication présentait certains inconvénients, dont le plus fréquent résidait dans la coalition d'indigènes qui faisaient monter les enchères à un prix d'enzel hors de proportion avec la valeur du domaine. Il arrivait aussi que l'aspirant colon après avoir dépensé beaucoup d'argent, à la recherche d'une propriété à sa convenance, après avoir fait l'avance des fonds nécessaires pour la mise en adjudication, voyait au jour des enchères le domaine tomber en d'autres mains que les siennes, ou pour éviter ce mécompte, poussait lui-même et faisait monter l'enzel à un chiffre très supérieur à ce qu'il savait de la valeur intrinsèque de l'immeuble.

« C'est à ces inconvénients qu'a voulu remédier le décret du 7 mars 1900.

« Cette législation dispose en substance que dans le cahier des charges des adjudications, on pourra faire insérer une clause en vertu de laquelle, lorsque, au cours d'adjudication le chiffre de la rente d'enzel aura dépassé de 50 0/0 celui de la mise à prix, les enchères seront ar-

(1) *Manière d'acquérir une propriété habous en Tunisie*, par Gustave Wolfrom (Tunis, 1901), p. 13.

rêtées. Le chiffre de l'enzel sera fixé *ne varietur* à celui de la mise à prix majorée de 50 0/0 ; et les enchères seront ensuite reprises, en capital, pour la propriété être définitivement adjugée au dernier enchérisseur. Un exemple fera comprendre le nouveau mécanisme ; admettons que la mise à prix ait été fixée à 2.000 francs d'enzel, si les enchères atteignent 3.000 francs, elles seront arrêtées et l'enzel fixé définitivement à 3.000 francs, puis les enchérisseurs continueront à miser en capital ; si ces nouvelles enchères s'arrêtent à 8.000 francs, par exemple, l'acquéreur se trouvera avoir acheté, moyennant 8.000 francs, payés comptant, une propriété grevée d'un enzel de 3.000 francs. »

Au point de vue du crédit, le débiteur d'un enzel est dans des conditions évidemment bien inférieures au possesseur d'un bien melk, le gage hypothécaire étant en quelque sorte plus incertain.

Enfin l'impossibilité de rachat dans l'avenir est une situation qui déplaît au petit propriétaire français, si étroitement attaché à la possession de la propriété. Cette rente à payer annuellement et qu'il ne peut racheter pour devenir propriétaire incommutable du fonds selon le mode coutumier de possession, l'agacera, si on peut se servir de cette expression, lorsque sa position lui permettra d'envisager la possibilité qu'il aurait de payer la capitalisation à un intérêt donné de l'enzel auquel il est soumis. Dans le système de l'enzel, le tenancier de la terre ne

peut s'en estimer complètement propriétaire, puisque le jour où il se trouverait empêché de payer l'annuité, il risquerait de se voir dépouillé de son bien.

En fait, à part les petits colons siciliens qui retrouvent dans le bien habous un régime à peu de chose près semblable à celui usité en Sicile, nous n'avons rencontré nulle part de petits colons établis sur des biens habous.

Le bien habous peut encore s'obtenir autrement qu'en moyennant une rente perpétuelle, depuis les modifications à leur régime introduites par les quatre décrets du 31 janvier 1898. « L'administration des habous, lisons-nous dans le « Rapport officiel sur la situation de la Tunisie en 1898 » (p. 13), ne se contente pas de gérer son patrimoine au mieux des intérêts des fondations : sous la haute direction du gouvernement du protectorat, elle poursuit depuis plusieurs années, une série de réformes qui, sans porter atteinte aux principes fondamentaux de l'institution, doivent assurer une meilleure utilisation du domaine habous, en même temps qu'elles favoriseront le développement de l'agriculture et de la colonisation.

« C'est à ce but que tendent les diverses mesures législatives déjà prises en 1888, en ce qui concerne la constitution d'enzels. Des mesures nouvelles, motivées par les mêmes considérations ont fait, à la date du 31 janvier 1898, l'objet de quatre décrets touchant l'échange, la location et l'enzel des biens habous. »

Toute personne qui désire acquérir par voie d'échange un bien habous public ou privé doit en faire la demande

par écrit et sur timbre au directeur de la Djemaïa. L'acceptation est facultative, et il n'y a pas de recours en cas de refus. Une fois l'acceptation prononcée par la Djemaïa (et par les ayants droit s'il s'agit d'un habous privé) il est procédé à des formalités différentes, selon qu'il s'agit d'un échange en nature ou en argent.

A — L'échange en nature se traite de gré à gré, après le dépôt fait par le demandeur d'une somme représentant les frais d'expertise, de passation d'acte, de timbre et d'enregistrement. Des experts font l'expertise des deux propriétés à échanger. L'affaire est ensuite soumise au bey qui accepte ou refuse sans recours. L'immeuble melk donné en échange d'un habous devient habous et réciproquement.

B. — La demande d'échange en argent s'adresse également au directeur de la Djemaïa qui l'admet ou la rejette sans recours. S'il l'accepte en principe, le demandeur est tenu de verser à titre de cautionnement une somme d'argent égale au dixième de la mise à prix que fixe la Djemaïa, augmentée des frais probables d'enregistrement, de timbre et de publicité d'échange. Puis au bout d'un délai de 7 à 8 semaines on adjuge le bien au plus fort enchérisseur. L'argent donné en échange du habous devenu melk est employé à acheter un autre bien qui deviendra habous.

C'est donc un véritable mode d'achat du habous, possible avant sa constitution en enzel. Mais ce système ne va pas sans beaucoup de difficultés. La Djemaïa, par

des procédés détournés, peut créer des obstacles à l'échange. En fait, plutôt que de se prêter à la mise en valeur du sol par des roumis, elle préfère ne tirer de ses biens aucun profit.

### § 3. — Terres domaniales.

Le gouvernement du protectorat s'est également préoccupé de mettre à la disposition de la colonisation les champs, terres neuves et non délimitées faisant partie du domaine de l'État. Nous croyons utile de faire un rapide historique de ce qu'il a fait dans ce sens.

Le bey Mohammed avait dressé en 1860 une liste des terrains du Domaine : elle comprenait plus de 600.000 hectares dans les régions du Nord et du Centre. En 1881, à la suite de dilapidations faites par les favoris, il n'en restait qu'un sixième à peine. Pendant les dix premières années du protectorat l'État n'eut d'autre souci que de reprendre les terres usurpées, et de contrôler sévèrement la gestion du Domaine. A partir de 1891, il mit dans la circulation d'abord les terres Sialines, ainsi appelées parce qu'elles appartinrent longtemps à la famille Siala, plus de 70.000 hectares aux environs de Sfax, offerts à 10 francs l'hectare, avec la restriction qu'ils fussent plantés en essences arbustives, oliviers, amandiers, caroubiers, etc., et dont la grande propriété a déjà acquis la majeure partie. Quelques mois plus tard, une première remise d'environ 6.000 hectares de terres labourables

était faite par l'administration des Domaines à la Direction de la colonisation. « Ces terres, lit-on dans le « Rapport sur la situation de la Tunisie pendant l'année 1891, (p. 7), situées dans les régions de Mateur, Hamman Lif et Ouaten Kebly, sont destinées à être divisées par lots qui pourront être mis en vente et livrés, à des conditions à débattre, aux agriculteurs français disposés à se rendre dans la Régence. »

Ainsi le protectorat, dès le début de la mise au service de la colonisation des biens domaniaux, a décidé de vendre, et non de donner la terre. L'exemple de l'Algérie l'a découragé de renouveler l'expérience des concessions gratuites qui ont coûté si cher à la colonie et donné des résultats si piètres. Ce système avait fourni à l'Algérie des colons ignorants, aussi pauvres d'argent que riches d'illusions, arrivant pleins d'espérance comme à une terre promise, séduits par l'appât de concessions dont ils ne pouvaient même tirer parti faute d'expérience et de ressources et ne retirant bientôt, comme prix de leurs efforts que déboires et misère. Le Nord de la Tunisie est une région de fertilité moyenne et non de grande fertilité. Les cultures dont elle est susceptible ne sont pas de celles qui créent des revenus énormes. Pour tirer bon parti de son sol, il faut, sinon être né dans la classe agricole, du moins avoir la vocation ou si l'on préfère les aptitudes nécessaires à l'agriculture et l'esprit tourné vers elle. L'achat de la terre, dans la pensée de l'administration, devait écarter cette partie de la population

ignorante et incapable qui se précipiterait sur ce qui serait un don gratuit, sans être seulement capable de se plaire et de se plier à la vie parfois austère du cultivateur.

En 1892, il était vendu 21 lots de terre représentant 602 hectares, ce qui donne une moyenne de 31 à 32 hectares par lot. La faiblesse de cette superficie met encore en évidence la pensée qui a présidé au début de ces ventes d'allotissements des biens domaniaux : celle d'offrir au petit colon du terrain et de favoriser son établissement. Le bon marché relatif des lots offerts contribuait d'ailleurs à ce but, mais non le mode de vente au comptant. Une clause de la vente était l'obligation de mettre en valeur, de bâtir et de résider (Rapport sur 1893, p. 8). En 1894, 10 nouveaux lots étaient vendus, représentant 220 hectares. En 1895, deux propriétés domaniales étaient alloties pour être mises à la disposition de la colonisation indépendamment des lots isolés, et sur une troisième 200 hectares étaient défrichés avant la mise en vente à l'aide de la main-d'œuvre pénitentiaire indigène. L'allotissement de grandes propriétés constituait un progrès, puisqu'il devait concourir à former des agglomérations de propriétés françaises, et à mieux tenter les nouveaux colons, séduits par l'avantage d'avoir des Français comme voisins.

« Afin d'aider à l'établissement des petits colons, dit le Rapport sur 1896 (p. 15), des facultés ont été données pour le paiement des lots. La moitié du prix seulement est exigée comptant, le surplus est réparti en deux ver-

sements égaux exigibles l'un après la troisième année, l'autre après la quatrième. De plus, estimant qu'il est parfois difficile d'établir une exploitation complète sur des lots de dimensions trop restreintes, le Service a admis la construction de propriétés pouvant atteindre ou dépasser 100 hectares. » C'était là un progrès important, la propriété moyenne de 22 à 32 hectares des deux premières années étant généralement insuffisante aux nécessités d'un colon français, ainsi que nous le verrons plus loin.

« Songeant aux difficultés de toutes sortes que rencontre le nouvel arrivant pour s'établir sur un terrain vierge, couvert souvent d'une brousse intense qu'il lui faut péniblement détruire avant de se livrer à quelque opération culturale, le Service a expérimenté l'utilisation de la main-d'œuvre pénale pour le débroussement d'un domaine dont les lots seront cédés nets de toute végétation adventice, et susceptibles, par suite, d'être mis immédiatement en valeur. A la fin de 1896, 420 hectares du domaine de Bordj Touta près Tébourba, ont été défrichés, aménagés et allotés. » Il était vendu cette année 16 lots d'une superficie totale de 750 hectares, soit 46 à 47 hectares en moyenne.

Le système admis en 1896 du fractionnement des prix avait été favorablement accueilli. En mai 1897 on inaugura des baux avec promesse de vente pour les immigrants qui, justifiant de la propriété de ressources suffisantes à l'achat, n'en avaient pas la disposition immédiate.

Cette même année des pourparlers étaient engagés pour l'agrandissement du centre de Bordj Touta sur une étendue de 500 hectares. C'était encore entrer dans une voie nouvelle : la Direction de l'agriculture et du commerce songeait à faire au besoin les avances de l'achat des terrains qui seraient propres à la petite colonisation, lorsque le Domaine ne suffirait pas ou lorsque les emplacements seraient jugés très favorables. On pouvait pour ces achats à une caisse qui était créée, sous la dénomination de Caisse de colonisation. Par contre, par un mauvais calcul d'intérêt, on décidait de louer aux indigènes les lots défrichés non encore vendus pour la saison de culture, et par conséquent on retirait à ses futurs acheteurs le bénéfice des premiers rendements du sol vierge. Il eût été préférable de se contenter de les louer comme terres à parcours.

Cependant, « aidée par ces mesures, la colonisation rurale sur les terrains domaniaux suivit une marche ascendante très significative » (Rapport sur 1897, p. 27). Il se fit, en 1897, 24 achats portant sur 2.940 hectares, et 10 baux de 2 à 3 ans, avec promesse de vente, pour 1.118 hectares. Le lot moyen passait ainsi, brusquement, sous l'influence de l'expérience, à 100 hectares et plus.

Cette même année sous l'influence des préoccupations qui avaient déjà percé l'année précédente de ne pas laisser épuiser peu à peu par des ventes successives les ressources que le Domaine pouvait offrir aux colons, paraissait le décret du 1<sup>er</sup> septembre ayant pour objet de mieux

déterminer le fonds de colonisation et de l'utiliser en partie à des emplois domaniaux. Un nouveau décret venait encore au 1<sup>er</sup> décembre préciser les décisions antérieures. Nous le citerons en partie :

« Attendu . . . que le développement de la colonisation comporte des mesures d'ensemble à répartir d'après un même plan entre plusieurs exercices : qu'il y a lieu de pourvoir à la dotation de ce service avec la plus grande fixité ;

« Attendu . . . que les ressources provenant du prix de vente du domaine beylical doivent être considérées comme des ressources extraordinaires, puisqu'elles ne sont pas indéfiniment renouvelables, et qu'il est prudent de ne plus employer désormais ce produit aux dépenses ordinaires ;

« Considérant qu'il y a au contraire avantage, au point de vue de la colonisation, à reconstituer le domaine au moyen de remplois successifs de la majeure partie du prix des ventes, le surplus devant être employé à sa mise en valeur... ;

« En conséquence :

« Les ressources provenant des aliénations seront affectées, à raison des 6/10, au rachat de terres de colonisation. Le surplus sera employé à l'amélioration directe du Domaine, aux frais de la publicité destinée à faciliter l'immigration, à la création de champs d'expériences et à tous autres essais pour la propagation des meilleures méthodes culturales. »

Le Rapport sur 1898 (p. 25) n'indique pas le nombre total des lots vendus pendant cette année, mais nous y relevons l'allotissement nouveau de quatre propriétés domaniales, de 15.000, 4.000, 1.000 et 700 hectares, dont la première et principale, il est vrai, est destinée aux indigènes. « A Bir Mcherga (4.000 hectares) 30 lots ont été vendus à des colons français, ce qui constitue sur ce point un groupement des plus intéressants. A Bordj Touta des colons français sont installés sur tous les lots défrichés ».

Nous extrayons du Rapport sur 1899 ce passage :

« Le Domaine a fait expertiser, pour les offrir à la colonisation, six propriétés domaniales. Chargé par le décret du 13 novembre 1898 de mettre annuellement dans la circulation une certaine superficie de terrains habous, il a fait expertiser, de concert avec la Djemaïa, près de 2.500 hectares situés principalement dans le Nord de la Régence : sur cette quantité 13 propriétés et 21 parcelles, représentant ensemble une superficie d'environ 1950 hectares ont fait l'objet de demandes d'acquisition. A Bordj Touta, tous les lots défrichés par la main-d'œuvre pénitentiaire, à l'exception d'un seul, encore disponible, sont occupés par des colons français. Le défrichement se poursuit régulièrement, 417 hectares de nouveaux terrains achetés par l'administration, en vue de l'agrandissement du centre, ont été allotis. En prévision de nouveaux achats, le Domaine a fait procéder à la reconnaissance et au levé de 936 hectares de terrains avoisinants ».

... « L'administration se préoccupe non seulement d'ouvrir la Tunisie aux capitaux et à la science technique, mais encore d'en assurer le peuplement français par le nombre, c'est-à-dire d'y favoriser, par tous les moyens dont elle dispose, l'établissement de nos petits cultivateurs. A ce point de vue, les progrès accomplis, en 1899, par des vigneron siciliens, ont été et devaient être à la fois un stimulant et une leçon. » En 1900, l'administration prépare des allotissements urbains répondant aux besoins des groupements de colonisation partout où elle a alloué de grandes propriétés, accusant ainsi définitivement la résultante de ses études et de ses vues. On créera des groupes de petites propriétés attenantes, toutes occupées par des Français, dont les besoins attireront des ouvriers de corps de métier, maréchal-ferrant, forgeron, bourrelier, charron, etc. qui, trouvant dans ces groupements l'assurance d'un travail suffisant, s'installeront à demeure et formeront au centre des vingt à cinquante fermes un petit hameau. Dans la suite ce hameau deviendra le pivot industriel et commercial d'une part délimitée de la région et s'agrandira au fur et à mesure de l'installation dans le voisinage de grands ou petits colons qui achèteront des terres avoisinantes, séduits par les avantages d'avoir ces ressources sous leur main.

Remarquons que dans une circulaire officielle de 1900, il est dit que l'Etat découpe, dans les biens domaniaux, « des lots de 50 à 100 hectares environ, suivant la nature et la qualité du terrain », pour les lots ruraux. Ceci marque

encore la suite de l'évolution dans l'estimation du minimum de superficie suffisante à la bonne installation du colon français et qu'on ne croit plus devoir être moindre de 50 hectares d'une manière générale. Nous allons citer le préambule d'une autre circulaire indiquant les conditions d'achats à cette époque des lots mis en vente à la Direction de l'agriculture et du commerce de Tunis, et sur lesquels il est publié chaque année des renseignements pour être envoyés à tous demandeurs :

« L'Etat tunisien ne fait, en aucun cas, des concessions gratuites ; il allotit et met en vente des biens domaniaux situés dans la partie nord de la Tunisie (celle dont le climat se rapproche le plus du climat de la France méridionale).

« Les lots sont de 50 à 100 hectares environ, suivant la nature et la qualité du terrain et sont vendus à Tunis à la Direction de l'agriculture et du commerce (Service des Domaines), rue d'Angleterre, n° 22, à tout moment, à l'amiable, suivant l'ordre des demandes, au prix fixé par une expertise au préalable.

« Moitié du prix est payé avant d'entrer en jouissance avec minimum de 1.000 francs.

« Le surplus se divise en deux termes égaux :

« L'un payable 3 ans après l'entrée en jouissance ;

« Et le dernier après la quatrième année (le tout sans intérêts).

« L'acquéreur peut verser la totalité du prix avant l'entrée en jouissance ; il est fait dans ce cas, une rédu-

tion de 10 0/0 environ, sur le prix fixé par l'expertise si ce prix dépasse 1.000 francs. Les frais de vente, 2 0/0 environ, et en cas d'immatriculation, ceux du titre foncier, 2 francs par hectare, sont payés comptant.

« Toute demande de terrains domaniaux, quels qu'ils soient, non suivie de vente et non renouvelée dans un délai de trois mois est considérée comme retirée.

« Les lots ne contiennent généralement ni arbres, ni constructions, l'eau courante est relativement rare, sauf au nord de la Medjerdah ; mais les puits sont faciles à creuser ; la pierre à bâtir est abondante ; les terres conviennent, suivant les régions, soit aux céréales, soit à la vigne, soit à l'olivier, soit à l'élevage du bétail.

« L'acquéreur doit construire, s'installer ou installer une famille française sur le lot vendu, et mettre ce lot sérieusement en valeur, le tout dans un délai de deux ans à partir du jour de l'entrée en jouissance. Le titre de propriété est délivré après accomplissement de ces conditions et ne comporte comme charge qu'une hypothèque de premier rang pour garantir le paiement des termes non échus. Les versements après l'échéance sont passibles d'un intérêt de retard de 5 0/0, sans préjudice du droit qu'a l'Etat de poursuivre immédiatement le recouvrement.

« En cas d'inexécution des conditions d'installation et de mise en valeur dans le délai fixé, l'Etat reprend les terrains avec les améliorations, s'il y en a, en remboursant les sommes versées, moins une retenue de 5 0/0 du

prix total de la vente pour indemnité d'occupation du sol.

« La vente est faite au premier demandeur inscrit ; les propriétés à vendre sont généralement louées à l'année à des cultivateurs arabes ; l'acquéreur entre en jouissance à la fin de l'année agricole, c'est-à-dire en septembre (à moins d'arrangement de sa part avec le locataire). Il peut soit attendre cette époque pour faire le premier versement, soit l'effectuer le jour de l'acte, il bénéficie alors du prorata de la location restant à courir.

« Dans tous les cas, il peut demander qu'il lui soit livré immédiatement 1.000 mètres carrés pour préparer sa construction.

« Il est également vendu des lots de petite contenance (jusqu'à 5.000 mètres carrés) pour industries et habitations, dans les localités existantes ou à proximité de ces localités.

« Les prix varient suivant situation et contenance, ils sont en principe payables au comptant avec charge de s'y installer dans l'année. »

Ces conditions sont bien en progrès sur les débuts, où l'Etat exigeait un paiement comptant. Cependant elles n'étaient pas encore très libérales. D'une part, la moitié comptant constituait un débours immédiat encore important, d'autre part les délais dans lesquels était exigible la seconde moitié était trop rapprochés. A trois ans la vigne ne paye pas encore ses soins de culture d'une manière générale et il suffit d'une série de deux récoltes

mauvaises, ce qui n'est pas rare, après l'année d'installation où le nouveau colon ne peut et ne doit par prudence semer que très peu, pour que ses ressources, à la fin de la troisième année, se trouvent beaucoup plus diminuées qu'augmentées. Supposons que ses récoltes l'aient favorisé et qu'il puisse assez aisément se libérer; dès l'année suivante, serait-ce une année de sécheresse, l'administration revient à la charge. De sorte qu'il sera prudent pour le nouvel installé de réserver tout d'abord la somme nécessaire pour être sûr de ses paiements. Mais alors il lui est plus avantageux de payer comptant, et le faux libéralisme de cette échéance de trois et quatre ans apparaît. Il a le tort d'engager le colon à venir de France s'il a devant lui suffisamment et pour payer la moitié qu'on exige comptant et pour faire face aux frais d'installation et de mise en marche de sa ferme. Volontiers il se fiera pour parer aux deux échéances postérieures aux bénéfices de ses premières récoltes, qui, déjà problématiques par son inexpérience du pays, sont à la merci d'une mauvaise série sous ce climat variable. Il arrivera alors ce que l'on a vu en 1899 sur l'alotissement de Bordj Touta, où les récoltes dans une année de sécheresse ayant à peine rendu le 1/2 à 3 pour un, certains durent demander de la part de l'administration une mesure de bienveillance et une prorogation de délais, qui fut d'ailleurs consentie cette année-là. Mais ne valait-il pas mieux que l'administration prit les devants et établit ses échéances plus prolongées? D'autant

qu'à vrai dire, le colon lors de la première bonne récolte vinicole qu'il fera et qui se place à la quatrième année, se trouvera engagé dans une dépense supérieure à ce rapport pour établir sa cave et le minimum de vaisselle vinaire dont il a besoin. D'autre part, l'administration qui avait évidemment songé à la plantation rémunératrice de la vigne pour permettre au colon de solder facilement son terrain ne semble pas avoir prévu qu'il est préférable pour un nouveau venu, et lui éviter bien des déboires, de tâter le pays et étudier les méthodes appropriées au climat un an ou deux auparavant. Tandis que s'il engage immédiatement ses capitaux il gaspillera ses ressources et acquerra une expérience bien inutile puisqu'il n'aura plus ses fonds pour en tirer parti.

Aussi les colons et les esprits qui s'occupent des questions coloniales et de la Tunisie réclamaient-ils des conditions de vente plus souples, mieux établies, d'échéance plus prolongée. Ils mettaient en avant la façon de procéder du gouvernement de la colonie voisine pour les terrains domaniaux vendus chaque année aux enchères. Le prix de vente est payable en six termes égaux : 1° au moment même de l'adjudication, ou, si une caution a été fournie, dans le délai de dix jours à partir de la notification de l'approbation de la vente par le gouvernement général ; le 2° deux ans après l'adjudication, et les quatre autres, d'année en année, à partir de l'échéance du deuxième terme. Les cinq derniers termes, s'ils ne sont pas payés à l'échéance, portent intérêt de 5 0/0 par an.

Mais ils demandaient plus de libéralisme encore. Ils faisaient valoir que les colons, quand ils viennent se fixer sur un sol nu, où tout est à créer, et autour duquel manquent les ressources ordinaires de nos villages français, ont à effectuer de très grosses dépenses ; et que c'est seulement longtemps après se les être imposées, qu'ils en retirent un bénéfice. S'il leur faut, avant d'avoir récupéré leurs débours, payer la propriété intégralement, ce peut être leur ruine ; tout au moins ce paiement les empêchera-t-il de consacrer à la mise en valeur du sol les sommes nécessaires.

Un décret tout récent, du 23 juillet 1902, est venu donner satisfaction à leur désir. Nous le citons intégralement.

« Le Directeur de l'agriculture et du commerce,

« Vu les conditions actuelles du versement du prix des terrains domaniaux de colonisation :

« En vue de donner aux acquéreurs de nouvelles facilités d'installation et de paiement,

« Arrête :

1° Tout acquéreur d'un lot rural de colonisation a la faculté, soit d'effectuer le paiement de son prix d'achat au comptant, soit de stipuler la division de ce prix en autant de termes annuels, successifs et égaux qu'il le désire, sans toutefois que le nombre de ces termes puisse dépasser dix. Les termes différés sont garantis par la réserve dans l'acte d'une hypothèque de premier rang sur le territoire vendu.

2° Le mode de paiement est indiqué par le demandeur avant la rédaction du contrat de vente ; sauf ce qui est dit à l'article 4 ci-après, il ne peut être modifié postérieurement au contrat.

3° Le premier versement est toujours payable avant la signature du contrat, laquelle précède obligatoirement l'entrée en jouissance. Si ce premier versement est de la totalité du prix d'achat, il est accordé à l'acquéreur une remise de 10 0/0 sur ce prix.

Jusqu'à la cinquième année exclusivement, les échéances annuelles ne comportent paiement d'aucun intérêt.

Pendant les cinquième et sixième années, les sommes non échues subissent, au profit de l'Etat, une majoration de 2 0/0 ; cette majoration est payable à terme échu au moment de l'échéance annuelle en capital.

Pendant les septième, huitième et neuvième années, cette majoration est élevée à 4 0/0 et est payable comme précédemment.

4° Tout acquéreur peut, à une date quelconque, se libérer de la totalité du capital non échu. Cette anticipation ne donne droit à aucun escompte au profit de la partie versante.

5° Les termes non payés à l'échéance sont passibles d'un intérêt moratoire calculé à raison de 5 0/0 l'an.

6° Les dispositions qui précèdent sont applicables aux acquisitions de lots urbains ou industriels compris dans les périmètres des centres de colonisation, sous la réserve : 1° que le premier versement ne peut être inférieur

à 100 francs ou au prix net total du terrain, lorsqu'il est inférieur à cette somme ; 2° qu'aucune annuité, sauf la dernière, ne peut être inférieure à 20 francs. »

Le domaine de l'Etat se réduit de jour en jour et sera vite épuisé dans le Nord. A tel point que déjà le Gouvernement a dû y réfléchir, et se voit obligé de faire ses achats. La Moruagbia, en 1900, lui a coûté 450.000 francs. S'il ne peut se procurer des terres à meilleur compte que par voie d'achat, auquel cas sa concurrence comme acheteur vient encore faire croître les prix, quel avantage peut-il offrir aux petits acheteurs, si ce n'est d'abandonner tout bénéfice en morcelant et en revendant, et de faire défricher à bon compte par la main-d'œuvre pénitenciaire ?

Il a songé à se procurer des biens habous par voie d'échange. La *Revue des Sciences* écrit en 1900 : « Le Gouvernement parvient en ce moment à mettre la Dje-maïa presque dans l'impossibilité de refuser l'échange. Il a atteint ce résultat fort important que le domaine de l'Etat peut être autorisé par le bey à échanger contre une somme d'argent à emploi immobilier certaines propriétés habous déterminées chaque année par décret. Les immeubles cédés par voie d'échange en 1899 représentent une valeur de 145.840 francs. Le Gouvernement acquiert ainsi la possibilité de vendre ces terres pour la colonisation, après leur avoir substitué des biens urbains. »

Au fond, ceci est un véritable achat dont le seul avan-

tage est de faire rentrer dans la propriété nette une terre propre à la colonisation. Le prix des allotissements offerts par la Direction de l'agriculture varie depuis 40 francs l'hectare pour les terrains non défrichés et un peu éloignés de bonnes routes ou du chemin de fer, jusqu'à 175 francs pour les terrains défrichés complètement par la main-d'œuvre pénitentiaire. Il peut s'élever au-dessus pour des parcelles propres à la culture maraîchère. Nous devons ajouter pour mémoire que la Direction de l'agriculture n'a pas vendu seulement des lots inférieurs ou égaux à une centaine d'hectares et pour la petite colonisation comme il semble ressortir des rapports officiels, mais a fait quelques ventes plus importantes, telle que le domaine de Goussat El Bey appartenant à la Société l'Epargne foncière (550 hectares), situé entre Tébourba et Mateur, et un lot assez important dans le voisinage acquis par M. Hugon, directeur de l'agriculture.

## CHAPITRE II

### EXAMEN DES CULTURES AUXQUELLES PEUT SE LIVRER LE PETIT COLON.

Nous venons de voir quels sont les terrains à la disposition du futur colon et comment il peut les acquérir. Nous allons maintenant passer en revue ce qu'il peut tenter sur ces terrains.

#### § 1.— Culture maraîchère.

La première et principale culture qu'évoque l'idée de petit cultivateur français est la culture maraîchère. C'est d'ailleurs celle qui semble demander le moins de capitaux, soit par la médiocrité des espaces cultivés, soit par celle du cheptel agricole nécessaire. La culture maraîchère a fait la fortune des environs d'Alger et y a localisé un certain développement de population. Elle se pratique dans tout le littoral de ce département, aux alentours de Blidah, et avec beaucoup moins d'importance à Bône, à Oran, à Sidi-bel-Abbès. En Tunisie elle est en grand honneur auprès des indigènes, et Tunis a une ceinture de petits jardins maraîchers. Mais cette culture est aux

maines des Maltais et l'exportation maraîchère tunisienne est comme nulle.

Constatons d'abord que la Tunisie est dans des conditions d'infériorité vis-à-vis de la région Alger-Blidah. La température minima et moyenne dans la vallée de la Medjerdah est inférieure de 1 à 2 degrés dans la saison d'hiver à celle de la Mitidjah, et d'autre part les services de bateaux à vapeur ne partent de Tunis que trois fois par semaine au lieu d'être quotidiens comme à Alger. Enfin certaines années souffrent de légères gelées, soit en janvier, soit en mars.

Cependant le climat et le sol se prêtent bien à la culture en primeur de la pomme de terre, de l'aubergine, de l'artichaut, de la tomate, du petit pois, du haricot vert et particulièrement de l'asperge, témoins les résultats obtenus par la culture maltaise assez primitive. D'autre part, la ferme du Jardin d'essai de Tunis, créée pour étudier les cultures du pays, les cultures qui pourraient y être introduites, les espèces, les amendements et les rendements, a réussi à obtenir des produits remarquables, malgré un sol froid et peu propice, mais faut-il ajouter avec des fumures et de l'eau en abondance. Car ce dernier point est important, la culture maraîchère exige une irrigation assurée. Le Français la fera-t-il par puits comme les Arabes? En Tunisie l'eau de puits a deux défauts : généralement elle est profonde, de 6 à 10 mètres de profondeur ; presque toujours elle est plus ou moins magnésienne. Par suite de la profondeur des

puits, il faut un attelage pour tirer l'eau, un manœuvre pour le conduire, et les frais d'exploitation augmentent d'autant. La magnésie rend médiocres et peu délicats les légumes qui viennent dans un sol qu'elle imprègne et tous ne résistent pas à sa présence. Enfin le puits tend à se tarir et ne reprend son plein d'eau que lentement, procédant d'infiltrations, non de sources. L'espace irrigué doit être restreint pour que le débit que peut donner le puits suffise. Il est inutile de songer à en créer un dans le voisinage, leurs débits seraient solidaires. En définitive un Maltais peut s'accommoder de cette situation, un Français ne pourra en tirer partie.

Mais il existe des régions où les plaines aux dénivelllements insensibles se prêteraient admirablement à des irrigations et où coulent des oueds qui ne dessèchent pas (1). Malheureusement ils sont généralement encaissés par 5 à 8 mètres de profondeur, et soumis au régime torrentiel. Pour puiser directement à la rivière il faut une installation maçonnée, coûteuse, avec mur de soutènement, sur un terrain tout d'alluvion qui s'éboule par tranches dans la rivière devenue torrent lors des grandes crues. Il faut pratiquer une sorte de puits qui s'ensable. Les indigènes eux-mêmes y renoncent, et préfèrent forer à 50 mètres de la rive des puits que la rivière entretient

(1) L'oued Miliane, qui porte à la mer, au travers des plaines du Fas et du Mornag, les eaux descendues du Zaghouan, et surtout la Medjerdah, née en Algérie, dont la vallée aux alluvions profondes est si riche en terres arables.

par infiltrations. Ces puits ne tarissent jamais par les longues sécheresses, mais leur débit est faible.

Il existe à El Bathan, près de Tébourba, deux installations maraîchères irriguées par puisement direct à la rivière, mais elles se trouvent dans une situation particulière, immédiatement en aval d'un barrage qui élève encore l'eau, en son état actuel, de 3 m. 60 et assure en tout temps un niveau minimum et une profondeur d'eau qui ne permet pas de craindre l'ensablement. L'un de ces jardins est entretenu par un escadron du 2<sup>e</sup> chasseur d'Afrique (1) en garnison à la hauteur même de ce barrage, et sur une surface de 1 hect. 1/2. Comme on ne regarde ni au fumier que les écuries fournissent en surabondance, ni à la main-d'œuvre des cavaliers, on arrive à produire de beaux et bons légumes.

Mais ce sont des conditions toutes particulières. L'autre jardin appartient à un petit colon, semi-agriculteur, semi-débitant, maquignon et commerçant. Il l'arrose au moyen d'une pompe à nœuds actionnée par un manège que tourne un cheval ou un mulet. Il ne produit que pour la consommation de la petite ville de Tébourba et se crée un certain bénéfice.

En fait, ces oueds ne sont utilisables pour l'irrigation que par une captation raisonnée et coûteuse, et au moyen d'aménagements, barrages et machines élévatoires. Les capitaux exigés par de pareilles installations seraient

(1) Cet escadron va être remplacé par une section du service de la remonte.

élevés, puis il faudrait poursuivre par la plaine les travaux d'irrigation et aménager les abords. Nous avons vu les devis établis par la Direction des travaux publics pour aménager ce barrage d'El Bathan qui, construit au XVII<sup>e</sup> siècle par des ingénieurs hollandais, se trouve dans un état tout à fait remarquable de conservation, à tel point qu'il n'y aurait pour ainsi dire qu'à rétablir les vannes dans les pertuis. De ce fait les dépenses étaient bien affaiblies ; elles eussent cependant monté à plus d'un demi-million pour assurer le bienfait des eaux aux 1.500 hectares qui étaient susceptibles de les recevoir (240.000 francs pour la mise en état de barrage et l'installation de pompes, turbines et tuyaux de refoulement). Ce serait là l'œuvre d'une compagnie qui se chargerait des travaux, achèterait, nivellerait et allotirait le terrain irrigable, et le vendrait ou l'affermierait, avec assurance d'un débit déterminé par lots de 2 à 4 hectares. Là avec 1.500 francs, pour une modeste habitation et quelques instruments de jardinage, 2.000 francs pour l'achat du terrain, qu'au besoin il pourrait payer par annuités ou même louer et 1.500 francs d'avances, le cultivateur de profession se tirerait aisément d'affaire. La compagnie ferait sûrement une bonne opération financière : la plus-value des terrains serait considérable (aux environs de Maison Carrée les Pères blancs louent leurs terres irrigables 1.000 fr. l'hectare) et la location et la vente sont rapides.

Les capitalistes n'y ont pas songé. Ils n'ont tenté

jusqu'à présent que l'irrigation de la grande propriété. Les études préliminaires faites par la Direction des travaux publics dont nous parlions plus haut, ont été établies par deux fois, d'abord pour un syndicat de trois grands propriétaires exploitant directement, puis pour l'un d'eux seul. Ce dernier, il est vrai, avait la pensée de diviser son henchir en métairies, mais devenu concessionnaire de trois cents litres à la seconde, il a vu sa concession tomber en déchéance faute de capitaux suffisants pour en tirer parti. Le domaine de Sidi Tabeth, appartenant à la Société franco-africaine, irrigue 120 hectares de prairies avec 70 litres d'eau à la seconde puisée à la Medjerdah au moyen d'une pompe à vapeur, en amont d'un barrage qui surélève le niveau. M. Féré, à Souk el Khémis, puise également à la Medjerdah avec une gigantesque noria à vapeur, l'eau qui irrigue 40 hectares de vignes. M. Trouche, à Medjez el Bab, laisse rouiller l'installation qu'il fit pour l'irrigation de ses céréales, qu'il a abandonnée comme trop coûteuse. Enfin, l'Alliance israélite, à Djedeidah, a acheté une propriété jouissant d'une concession d'eau de 40 litres à la seconde, antérieure au protectorat, avec un barrage, une turbine, une pompe tout installés, et l'utilise peu ou point.

En somme, l'essai de culture maraîchère étendue par le grand propriétaire n'a pas été tenté. Or dans cette voie il faut que la grande propriété prenne les devants. La culture maraîchère demande une organisation de transit, d'installations de transports, de commissionnaires,

faute desquels le petit maraîcher à la production restreinte qui tenterait l'aventure serait privé des débouchés de l'exportation, seuls rémunérateurs, alors que le grand propriétaire produisant par quantité suffisante ou réunissant les productions de fermiers, métayers ou cultivateurs établis sur des lots morcelés par lui, pourrait déterminer immédiatement la création de ce mouvement. Nous concluons donc avec la *Revue des Sciences* (15 déc. 1896) : « Il ne semble pas qu'on puisse beaucoup changer l'organisation actuelle de la production maraîchère, à moins d'efforts spéciaux unis à des capitaux élevés (1). » Quoi qu'il en soit, les points où la culture maraîchère devrait être tentée, avec l'aide du capital et de la grande propriété qui en seraient largement rémunérés, sont limités. Ils ne peuvent s'éloigner des lignes de chemins de fer actuels ou en expectative, car le transport rapide au port d'embarquement est une condition abso-

(1) Le gouvernement tunisien ne s'est pas désintéressé de la question des irrigations. Un décret du 16 août 1897, complété par un arrêté du Directeur des travaux publics portant la même date, réglemente les concessions et l'aménagement des eaux dans des conditions qui facilitent l'exécution de travaux hydrauliques dans le but d'irrigations. Une caisse de l'hydraulique agricole, qui doit recevoir des dotations annuelles, a même été créée à cet effet par le décret du 25 septembre 1897. Elle doit faire aux propriétaires intéressés qui se réuniraient en syndicat des avances remboursables en 25 annuités au plus. Cela peut permettre à la moyenne colonisation, c'est-à-dire à une association de colons jouissant d'une partie seulement des capitaux nécessaires, de tenter l'entreprise de la mise en valeur de leurs domaines par l'irrigation. En même temps qu'un syndicat pourrait produire assez pour créer le mouvement nécessaire à l'exportation et à la vente des produits.

lue de succès. Et au surplus chaque prise d'eau sur une rivière diminue d'autant les ressources en aval, ce qui fait qu'il ne peut s'en créer qu'un nombre limité (1).

## § 2. — Élevage, céréales et vigne.

En dehors de la culture maraîchère, et des cultures arbustives que nous avons vu être trop exigeantes comme capitaux pour la petite colonisation, l'agriculture tunisienne offre encore les céréales, la vigne, l'élevage.

### a. — *Elevage.*

Nous avons déjà parlé de l'élevage des moutons à propos du Centre. Dans le Nord également il exige la grande propriété et n'est pas à la portée du petit colon, du moins en tant que celui-ci baserait sur l'élevage son exploitation. Il en sera de même à *fortiori* de l'élevage des bœufs, des chevaux, des mulets, qui exigent la grande propriété, des constructions importantes, et un gros débours pour

(1) C'est une des particularités de la Tunisie de se prêter tout spécialement aux cultures retardées. Jusqu'à la fin de décembre les beaux jours persistent tandis que les fraîcheurs peuvent se prolonger tout le mois de mars. L'artichaut, plante originaire de l'Afrique du Nord, nous en offre un exemple dans un détail de culture intéressant. Vers la mi-juin on coupe ses feuilles et on ne l'arrose plus de deux mois. La sécheresse lui procure un repos forcé dont il ne souffre nullement et qui est l'équivalent du repos hivernal de France. On le réveille à la mi-août par la reprise des irrigations. La végétation reprend, évolue et la plante est prête à fructifier en décembre, janvier et février selon la variété.

Il serait nécessaire d'ailleurs que ces avantages naturels ne fussent pas contrariés dans une large mesure par un régime douanier que nous apprécierons plus loin.

achat des premiers reproducteurs. En dehors de l'élevage proprement dit, la spéculation sur le bétail faite d'une façon éclairée peut être en Tunisie l'une des branches les plus avantageuses de l'industrie agricole. Dans les grandes fermes européennes, on trouve généralement, à côté d'un troupeau de souche diversement exploité, un troupeau de commerce plus considérable destiné à l'engraissement. Celui-ci se fait presque exclusivement au pâturage. On achète maigre, à des époques qui varient avec les régions et les années, et on revend gras au printemps ou dans la première partie de l'été. Ce mode est bien à la portée du plus grand nombre, il réduit les frais au minimum, mais ne donne pas, en raison même de la facilité et de la généralité de son application, des bénéfices constants. A cette époque il y a en effet pléthore d'animaux gras, et d'autre part les grosses chaleurs en rendant difficile la conservation de la viande, font que les bouchers ne recherchent pas les grosses pièces. Reste donc l'exportation pour les gros animaux, là, il faut compter avec les déchets considérables, avec les exigences des compagnies maritimes, avec les bénéfices prélevés par les courtiers, toutes choses qui rendent cette opération presque inabordable à la petite et à la moyenne cultures. Cet ensemble de circonstances pèse lourdement sur les affaires, au point de produire même, certaines années, un avilissement complet des cours, au moment où les engraisseurs sont forcés de réaliser. Il faudrait acheter des bœufs au mois d'août, au cours les

plus bas, les engraisser au moyen de conserves fourragères, et les revendre en hiver aux cours les plus élevés. Mais cette entreprise veut des cultures fourragères étendues, des abris et un fonds important de roulement. Elle n'est pas le cas du petit colon.

Donc les petits colons ne créeront pas d'exploitation d'élevage ou de trafic sur le bétail. Mais forcés, comme nous le verrons plus loin, pour arriver à des cultures rémunératrices, de recourir à des fumures, il leur sera nécessaire d'avoir un cheptel; producteur de ce fumier. Le point de vue changera légèrement. Il leur suffira de ne pas perdre sur le prix d'achat ou de revient de leur bétail pour gagner à l'opération le bénéfice de pouvoir fumer leur sol (1).

b. — *Céréales.*

Reste ce que nous appellerons les cultures communes de Tunisie, les céréales et la vigne. Nous sommes amenés, pour une étude logique, à rechercher d'abord quels sont leurs rendements moyens dans la région du Nord, afin de déterminer l'importance de la superficie nécessaire pour faire vivre et prospérer dans une certaine mesure le nouvel établi. C'est là une question préjudicielle importante, car il est évident que là où la terre a des rendements doubles ou moitié moindres, il faut, pour arriver au même résultat de récolte, cultiver moitié ou dou-

(1) Nous croyons inutile de rappeler que la prairie naturelle toujours verte, où l'herbe repousse pendant l'été et l'automne, n'existe pas en Tunisie.

ble de terrain : et pour parvenir au même résultat de bénéfice, puisque les frais d'exploitation diminuent ou augmentent avec les superficies exploitées, on doit cultiver moins de la moitié ou plus du double de terrain.

Examinons d'abord les céréales. Une publication officielle, *Notice sur la Tunisie*, assigne au blé des rendements de 8 à 12 quintaux, sauf restriction pour les années de sécheresse qui abaisse fortement la moyenne. Comme il y a dans la vallée de Medjerdah une année de sécheresse sur quatre au moins, le rendement s'abaisse dans une proportion importante. M. Saurin, dans le *Manuel de l'émigrant*, indique que le rendement varie de 3 à 16 quintaux. La publication officielle *La Tunisie*, s'exprime en ces termes :

« A quel résultat la colonie agricole est-elle arrivée dans la culture des céréales ?

« Il est assez difficile de répondre à cette question.

Les rendements ont été très inégaux. Ils ont varié suivant la perfection des premiers labours, la qualité initiale des terres mises en valeur, et ont atteint leur maximum sur les parties nouvellement défrichées.

« On peut admettre que pour le blé (la céréale qui restera encore longtemps, comme en France, la plus intéressante), la moyenne du rendement des terres soumises à l'assolement biennal indigène, mais labourées à la charrue française, est de 8 quintaux à l'hectare au début. Cette moyenne va en s'abaissant et tend à tomber au-dessous des rendements obtenus par les cultures arabes (5 pour 1 d'après la même publication).

« Ces résultats s'expliquent facilement.

« Comme nous l'avons déjà dit, la profondeur des labours et surtout un ameublissement parfait de la terre permettent aux racines des plantes cultivées de pénétrer facilement partout, et, après quelques récoltes successives, d'enlever au sol la presque totalité des éléments nécessaires à la formation des végétaux.

« Dans les terrains où la charrue est ramenée à des intervalles plus éloignés et où quelques fumures ont lieu accidentellement, le rendement moyen se maintient à 8 quintaux.

« Les champs soumis à un assolement rationnel, comportant des restitutions au fumier de ferme, donnent un rendement de 10 quintaux, avec tendance bien accusée à une augmentation, au fur et à mesure que la sole ramène la fumure sur la sole destinée à la porter. »

Suivent des considérations basées en partie sur des expériences faites à la station agronomique de Chartres sur la végétation du blé. On en tire des conséquences « probables » pour la Tunisie, en partie sur des hypothèses, en partie sur deux ou trois observations de rendements en Tunisie, dans des conditions toutes spéciales, pour établir que l'on peut « espérer arriver, année moyenne, à des rendements de 15 à 18 quintaux » en Tunisie. Une discussion approfondie de ces opinions nous détournerait trop du sujet de cette thèse et nous nous bornerons à deux considérations. Evidemment l'emploi de fumures naturelles relèvera le taux du rende-

ment. D'abord par suite, comme l'indique l'auteur anonyme, de la restitution des éléments azotés au sol, éléments que la plante et le sol puisent en majeure partie dans l'air, sous un climat où l'activité de la nitrification est très remarquable, et qui de plus s'élabore dans le sol les années de jachère verte grâce à l'abondance des légumineuses dans le fourrage de Tunisie. Ensuite et surtout, point qui est complètement passé sous silence, par suite des meilleures conditions qu'offre un sol fumé aux plantes sous un climat très sec et inégal. Déhéraïn a montré que les plantes non fumées évaporaient 400 à 620 kilogr. d'eau pour élaborer un kilogramme de matière sèche, et les plantes fumées 220 kilogrammes seulement. Donc une récolte non fumée a besoin, pour donner le même rendement, d'être en puissance d'évaporer deux fois plus d'eau qu'une récolte fumée. D'autre part, il a été établi qu'une terre sèche en humus absorbe deux fois plus d'eau qu'une terre qui en est pourvue, et la retient bien mieux.

L'auteur remarque encore que le sol de la Tunisie, variable comme teneur d'acide phosphorique 0 gr. 05 à 2 grammes par kilogramme de terre analysée, est en moyenne très pauvre, et ajoute que le jour où l'on voudra dépasser 10 quintaux à l'hectare il faudra employer les superphosphates. « Or, dit-il, de ce côté encore l'agriculture tunisienne se trouve favorisée. Car sans parler des gisements considérables des environs de Gafsa, qui attirent en ce moment l'attention du monde agricole et du monde financier, la Tunisie renferme d'autres gisements

importants répandus dans toutes les régions. L'acide phosphorique ne nous reviendra donc jamais à un prix supérieur à celui auquel nos concurrents les plus favorisés pourront se le procurer. » Il y a exagération à parler de gisements importants dans toutes les régions. Le même ouvrage, à l'article Mine, n'en énumère que cinq suffisamment étudiés et de rendement assez importants, et tous au sud de Kairouan. De plus, actuellement, les phosphates naturels, non assimilables, qui doivent être transformés en superphosphates pour le devenir, sont transportés en France afin d'y subir cette opération. En sorte que le colon tunisien les paye au moins aussi cher quand ce n'est pas davantage que l'agriculteur français, ayant la charge d'un fret de retour que l'autre ne supporte pas. Enfin l'emploi des engrais artificiels ne donne pas à beaucoup près en Tunisie les résultats certains qu'on en recueille en France.

Dans les régions agricoles de France le régime pluvial présente une certaine régularité, et comme intensité, et comme époques. L'assimilation des engrais et spécialement du superphosphate, qui demande une certaine humidité, et cependant point d'excès d'eau qui délayerait le sol et entraînerait dans les profondeurs la fumure, y est assurée pour l'agriculteur qui escompte à l'avance dans une certaine mesure le temps habituel, et il n'y a jamais de récoltes mauvaises. En Tunisie, tantôt la sécheresse rend le superphosphate inutile faute d'eau dans le sol pour l'élaborer, tantôt les pluies diluviennes l'entraînent rapi-

dement à travers un sol arable qui a dans la vallée de la Medjerdah jusqu'à dix mètres de profondeur et encore repose souvent sur des bancs de sable ; la récolte n'en profite pas.

Certains colons ont pensé que si les superphosphates restaient inutiles dans une année de sécheresse, la dépense engagée ne serait pas perdue parce que la récolte suivante l'utiliserait. Des expériences ne leur ont pas donné raison. Ainsi sur le domaine St-Joseph à Tébourba, les champs qui avaient été superphosphatés en 1899 dans une année de sécheresse, où on recueillit le 2 pour 1, ne donnèrent pas en 1900 de rendement supérieur aux champs qui n'avaient pas reçu, l'année précédente, le même amendement.

L'emploi régulier des superphosphates n'est cependant pas à rejeter par le colon qui est obligé avec les céréales de compter sur les années extraordinaires pour réaliser un bénéfice sérieux, et doit tout préparer pour que ces années éventuelles soient les plus prodigues possible. Les années moyennes, il ne manque pas non plus d'avoir, grâce au superphosphaste, un certain surcroît qui épuise moins le sol.

Au reste, l'auteur de l'étude laisse apparaître à la fin une pointe de scepticisme sur ses propres considérations.

« Nous avons, dit-il, dans le cours de ce travail, trop souvent appuyé nos hypothèses sur des probabilités et posé des points d'interrogation restés sans réponses. Les

circonstances agricoles ne sont pas les mêmes sous notre climat qu'en France, et telle théorie, qui là-bas est parfaitement assise, avant d'être admise en Tunisie comme vraie, a besoin d'être contrôlée et souvent modifiée. Les agriculteurs eux-mêmes ne sont pas d'accord sur les meilleures pratiques. »

Nous serons cependant tout à fait d'accord avec lui pour « ne pas compter, dans un avenir plus ou moins éloigné, sur des récoltes de 25 à 30 quintaux à l'hectare » (1), comme on en voit dans les meilleures régions de la France, mais nous en donnerons les raisons qu'il n'indique pas. D'une part, c'est l'influence des années de sécheresse qui parfois semblent s'abattre par période sur la Tunisie. Le Rapport officiel sur la Tunisie, en 1898,

(1) M. Edouard Théry, prenant les chiffres de la statistique officielle de notre ministère de l'agriculture, a dressé le tableau comparatif suivant sur la production du blé (faits et chiffres, p. 75).

| Années | Hectares<br>ensemencés | Production<br>totale en hectol. | Rendement moyen<br>à l'hectare<br>en hectolitres. |
|--------|------------------------|---------------------------------|---------------------------------------------------|
| 1898   | 6.862.680              | 131.050.220                     | 19                                                |
| 1897   | 6.583.776              | 86.900.028                      | 13.5                                              |
| 1896   | 6.870.352              | 119.742.446                     | 17.4                                              |
| 1895   | 7.001.669              | 119.967.745                     | 17.1                                              |
| 1894   | 6.991.449              | 122.469.207                     | 17.5                                              |
| 1893   | 7.073.050              | 97.792.080                      | 13.8                                              |
| 1892   | 7.106.000              | 117.490.000                     | 16.4                                              |

La moyenne des rendements moyens annuels à l'hectare est de 16 hect. 15, soit 13 quintaux  $1/2$  environ. Le rendement le plus bas a été 13 hect. 5, soit 11 quintaux  $1/4$ .

Les statistiques de l'enquête agricole française de 1892 indiquent que le rendement le plus bas depuis 1850 a été en 1853, 10 hect. 26 ou 9 quintaux  $1/2$ ; quant au prix de vente du blé français, il gagne toujours sur le prix tunisien l'écart du fret.

constatant « que la récolte des céréales et de la vigne a été presque partout au-dessus de la moyenne », commence par ce préambule : « Après trois années de sécheresse, les agriculteurs tunisiens avaient quelque droit à une compensation ». En second lieu, les chaleurs d'avril et de mai surprennent les céréales au moment où elles forment leur épi et précipitent la maturité en restreignant le temps de l'élaboration. La chaleur dessèche le sol et la plante. La migration des éléments des feuilles et des tiges vers le grain se trouve rapidement arrêtée. La paille est très abondante et l'épi relativement pauvre. Une enquête en Tunisie, auprès des colons réputés comme bons agriculteurs, a permis de constater que si, avec les meilleurs soins de culture, ils sont arrivés des années exceptionnelles à obtenir le 18 pour 1, le rendement moyen décennal des exploitations les mieux menées ne serait pas supérieur à 8. Nous devons ajouter, après avoir attiré l'attention sur l'importance des fumures par fumier de ferme, que les colons de Tunisie se trouvent à ce sujet dans des conditions bien inférieures à celles des agriculteurs français. Ils n'ont pas dans le « bled » la ressource des fumiers et gadoues provenant de centres urbains nombreux, et leurs champs donnant un rendement moindre, ils auraient, s'ils en avaient les ressources, de plus grands espaces à fumer.

Les promoteurs de la colonisation tunisienne mettent volontiers en parallèle le prix bas de la terre en Tunisie, avec le prix de la terre française de Beauce par exemple.

Pour équilibrer le rapprochement, il serait nécessaire qu'ils posassent à côté ce principe : le sol Tunisien produit deux fois et demi moins de blé que la Beauce. Donc pour équivaloir à un hectare de Beauce, il semble qu'il faille deux hectares et demi de bonne terre tunisienne, et réellement il en faut davantage, puisque les façons sur deux hectares et demi au lieu d'un viennent en déduction.

Le rendement de l'orge est estimé varier à l'hectare par M. Saurin de 6 à 18 quintaux, celui de l'avoine de 7 à 20. Les publications officielles ne donnent pas de moyenne. D'après les estimations des colons eux-mêmes, la moyenne décennale pourrait être pour les cultures parfaitement soignées de 9 quintaux pour l'une et l'autre céréales. Nous sommes loin, là encore, des rendements de France. La *Revue générale des Sciences* dit, en 1900 : « On ne saurait trop insister sur ce point, en Tunisie, la fertilité du sol est en général très médiocre ; sur quatre années on en compte une excellente, deux passables et une où la récolte est presque nulle. » A ces taux de rendements nous sommes loin des sols vierges des États-Unis, qui ont attiré et enrichi un flot d'émigrés par la monoculture de la céréale, et l'écart entre le prix de revient et le prix de vente n'est pas suffisant pour déterminer un courant d'émigration par la céréale seule.

c. — Vignes.

Les gros rendements que nous ne trouvons pas avec les céréales, les aurons-nous avec la vigne ? Pour déter-

miner cette question, nous avons dressé le tableau suivant, avec les chiffres des rapports officiels depuis 1892, c'est-à-dire depuis 10 ou 12 ans après les premières plantations de vignobles en Tunisie, et à une époque où déjà les premiers tâtonnements avaient été effectués.

| Années   | Surfaces en rapport | Rendements totaux | Rendements moyens à l'hectare    |
|----------|---------------------|-------------------|----------------------------------|
| 1891 (1) | 3.745               | 105.142           | 28                               |
| 1892     | 4.320               | 94.859            | 22                               |
| 1893 (2) | manque              | 116.831           | manque                           |
| 1894     | 4.502               | 170.863           | 38                               |
| 1895     | 5.475               | 190.000           | 34 hect. 70                      |
|          |                     |                   | Chiffre officiel                 |
| 1896     | 5.900               | manque            | 25                               |
| 1897     | 6.000               | 180.000           | 30                               |
| 1898     | 5.900               | manque            | 25                               |
|          | Surface totale      |                   | chiffres donnés par les rapports |
| 1899     | 3.988               | 200.000           | 28 hect. 72                      |
|          | Surface totale      |                   |                                  |
| 1900     | 11.374.75           | manque            | 31 hect. 33                      |

Ce qui donne comme moyenne de la décade un peu moins de 27 hectolitres à l'hectare. Ce sont là les chiffres officiels. Mais le rendement réel n'a-t-il pas été inférieur ?

Une taxe dite phylloxérique, prise pour couvrir les dépenses de l'organisation contre le phylloxéra, fixe un droit de 3 francs par hectare de vigne et cela seul, si fai-

(1) « La vendange a été très belle, nous dit le Rapport. Un des grands vignobles des environs de Tunis a donné 54 hectolitres à l'hectare. »

(2) « Le maximum de rendement a été obtenu dans un vignoble du Mornag, où il a été de plus de 78 hect. 30 à l'hectare. »

ble que soit ce droit, peut conduire un certain nombre à déclarer des superficies inférieures à celle du vignoble véritable. D'autre part, avant l'apparition des droits sur l'alcool, l'alcool arrivait en franchise de Sicile à des prix excessivement bas de bon marché, et les colons des environs de Tébourba citent volontiers un grand vignoble de la région dont les caves sont munies de vastes citernes à eau et vers lequel à l'époque des vendanges s'acheminaient maintes charrettes qui y transportaient des futaillies pleines, alors qu'on devait plutôt s'attendre à voir celles-ci s'essaimer du domaine même. Les vins de Tunisie fortement chargés en couleur et en extrait sec, se prêtent admirablement à l'opération appelée vinage. Depuis, l'établissement de forts droits sur l'alcool et la baisse non moins forte du prix du vin a rendu l'opération bien moins avantageuse. Mais si elle a existé dans les grands vignobles qui formaient presque à eux seuls le vignoble tunisien, il y a eu de ce fait accroissement de production apparente.

Dans ce même domaine on a pu constater également qu'on laissait aux vignes sept et huit porteurs, alors que l'expérience du pays a indiqué qu'en laisser plus de trois à quatre sans fumures intensives était épuiser rapidement la culture. Sur la réflexion qui en a été faite au régisseur il a répondu : « Quand ces vignes seront épuisées, nous en planterons d'autres, le terrain ne fait pas défaut. » C'est là un raisonnement applicable aux grands domaines de 2.800 hectares comme est celui-là, où de grandes par-

ties des terrains servent uniquement au parcours et où on peut se permettre d'épuiser pour la culture directe successivement tels et tels espaces qui restant ensuite quinze ou vingt ans en friche se reconstitueront en quelque sorte. Mais le petit colon sans grosses ressources, et réduit par son capital à acheter strictement l'espace nécessaire, ne peut utiliser cette faculté, et devra, ayant planté sa vigne, la maintenir en bon état et ne pas se permettre ce que nous pouvons appeler la surproduction.

Ajoutons que, devant les frais de plantation de vigne et le capital immobilisé pendant les quatre années qui s'écoulent avant son arrivée à une production normale, on ne saurait établir avec précision si vraiment le grand propriétaire gagne davantage, en une longue période de temps, à cette exploitation à outrance de la vigne, qu'à une production régulière. Ce que l'on voit clairement, c'est l'intérêt manifeste du régisseur à le conduire à ce mode de culture, quand il a comme sur cette propriété un contrat qui lui donne un très fort pourcentage sur toute la récolte au delà d'un minimum déterminé.

Enfin, le plus grand vignoble de Tunisie, qui dépasse 500 hectares et plusieurs autres de moindre importance, fument leurs vignes avec les boues, fumiers et gadoues de la ville de Tunis (200.000 habitants), avantage qui doit influencer notablement sur le rendement et dont ne jouiront pas les petits colons pour leurs vignes.

Nous ne pouvons citer ce vignoble sans dire qu'il est resté dix ans sans donner un centime d'intérêts, ce qui

ne peut indiquer des rendements bien forts. Nous devons cependant faire remarquer que dans la statistique dressée il n'est pas tenu compte de l'âge des vignes, que sans doute celles-ci sont en production à la 4<sup>e</sup> année, mais que cette production croît jusqu'à la 9<sup>e</sup> ou 10<sup>e</sup> année. Ces chiffres officiels, englobant dans la surface en rapport les vignes à partir de la 4<sup>e</sup> année, doivent donner de ce côté-là un taux de rendement moyen inférieur à celui qui sera obtenu quand toutes les vignes considérées atteindront dix ans d'âge. Le chiffre de 27 hectolitres qui serait peut-être pour les raisons que nous avons énumérées un peu surélevé, serait pour ce motif là trop faible dans une proportion dont il faut tenir compte. Il faut d'autre part remarquer aussi que les superficies indiquées englobent les vignobles du centre, peu nombreux, il est vrai, mais où la production est moindre que dans la région du nord, et qui viennent donc réduire encore un peu la proportion que l'on obtiendrait pour ceux-là seuls.

D'ailleurs, comment les rendements des vignobles en Tunisie pourraient-ils être bien élevés ? Les sécheresses à craindre rendent nécessaire l'écartement des pieds qui varie de 1 m. 50 à 2 mètres, tandis que nous les voyons dans l'Hérault à 0 m. 60 et 0 m. 80. Ainsi la vigne peut pomper l'eau sur une plus grande surface, mais d'autre part le nombre de pieds à l'hectare est très notablement inférieur.

La vigne, établie sur des racines plus développées et

plus puissantes, ramifiées à travers le sol pour profiter de toute l'eau répandue, a un cep vigoureux et porte force bois et feuilles, un peu aux dépens des raisins.

Nous devons dire que soit les brochures officielles, soit les auteurs qui ont écrit sur la Tunisie, indiquent pour la vigne des rendements plus élevés.

M. Saurin dans le *Manuel de l'émigrant en Tunisie* (p. 24), écrit : « La production varie de 40 à 100 hectolitres à l'hectare. « La Notice » officielle sur la Tunisie (p. 27), dit : La vigne rapporte de 35 à 50 hectolitres par hectare et donne même davantage dans certaines exploitations. » M. Leroy-Beaulieu n'hésite pas à écrire dans l'*Algérie-Tunisie* (p. 271) : « L'expérience aujourd'hui acquise après une quinzaine d'années de culture de la vigne en Tunisie permet de se prononcer maintenant sur cette culture. Les rendements sont abondants, du moins dans les plaines des environs de Tunis et dans les vallées et sur les coteaux de la Medjerdah et de ses affluents. Dans cette région les vignes bien cultivées donnent facilement, même dans les plus grands vignobles 60 à 70 hectolitres à l'hectare, parfois même on arrive à 80 ou 100 ; mais ce dernier chiffre ne peut être considéré comme une moyenne pour un grand domaine. »

Nous trouvons dans la publication officielle *La Tunisie* (p. 209) : « A notre avis, dans des vignobles de 8 à 10 ans composés de plants ordinaires la moyenne varie de 70 à 80 hectolitres à l'hectare. Dans certains vignobles bien défoncés, nettoyés de chiendent, soigneuse-

ment cultivés et fumés, la production pourra s'élever entre 100 et 120 hectolitres. Lorsqu'il s'agit de plants fins la moyenne paraît être plus près de 35 que de 40 hectolitres ». Narcisse Faucon, dans son ouvrage sur *La Tunisie* (p. 27), distingue trois catégories de vignes : « Celles qui ne peuvent produire que 40 hectolitres à l'hectare, celles dont la récolte peut arriver à 80 hectolitres et celles qui, plus généreuses encore et plantées dans des alluvions très riches, peuvent atteindre et dépasser 150 hectolitres. » Enfin nous citerons encore M. Bourde dans un article paru en 1896 dans la *Revue générale des Sciences* et non dépourvu de son optimisme habituel. » D'après le président de la Chambre d'agriculture, la moyenne du rendement dans les vignobles de 8 à 10 ans est actuellement de 70 à 80 hectolitres. L'écart entre ces chiffres et le rendement de 100 hectolitres représente la marge ouverte aux améliorations culturales. Car de nombreux exemples l'ont déjà prouvé, ce rendement de 100 hectolitres peut toujours être atteint sur un sol convenable dans l'Afrique du Nord. » Il est vrai que M. Bourde préconise la taille laissant huit et dix porteurs, ajoutant que cette taille généreuse n'épuise pas les vignes et dans l'hypothèse semble-t-il où la vigne n'est pas fumée régulièrement, puisque deux lignes au-dessous nous lisons : « M. Grellet aux environs d'Alger, va jusqu'à douze et quinze porteurs, il est vrai qu'il fume régulièrement. » Au reste, l'exemple de M. Grellet n'est pas probant pour la Tuni-

sie. Il a toutes les ressources de fumier, son vignoble est dans cette région du département de l'Algérie si proche comme sol de celui de nos départements vinicoles du Midi où nos vigneronns arrivent avec l'irrigation à trois cents hectolitres, et dont le sous-sol contient l'eau à 2 mètres seulement de profondeur. Grâce à une humidité suffisante, en restituant au fur et à mesure avec richesse au sol tous les éléments qu'en retire la vigne, on peut arriver aux rendements intenses. Mais la Tunisie n'offre ni le régime d'eau favorable du Tell alentour d'Alger ni la possibilité de fumures intenses, ni le régime régulier de pluies qui permettent de tirer bon parti des engrais chimiques.

En fait, nous admettons que dans les conditions où sera placé le petit colon ne pouvant fumer régulièrement ni recourir aux tailles susceptibles de gros rendements mais en même temps d'épuisement assuré puisque la restitution n'aura pas lieu, on ne peut espérer trouver dans le nord de la Tunisie une production moyenne supérieure, avec des cépages de rendement élevé et dans les meilleures conditions de culture possible, à 40 hectolitres. Or l'avis des économistes agricoles est celui que M. Théry exprime en ces termes (*Faits et chiffres*, p. 155) : « De l'avis de tous les viticulteurs, l'exploitation de la vigne — sauf pour les vins supérieurs et les grands crus — n'est aujourd'hui rémunératrice en France qu'avec des rendements de 30 à 40 hectolitres par hectare. » Le rendement en Tunisie n'égalant que le rendement minimum

en France pour avoir un bénéfice, ne saurait être enrichissant.

Il y a bien le point d'interrogation du phylloxéra, apparu déjà dans la vallée de Medjerdah, en Algérie, aux alentours de Souk Arbas. L'ouvrage officiel *La Tunisie*, optimiste comme la plupart des ouvrages issus de l'administration tunisienne, imprime complaisamment en italiques (p. 215) : « La Tunisie a un avantage qui à lui seul surpasse tous les autres. Elle est le seul pays viticole qui soit indemne du phylloxéra » et elle ajoute :

« On nous objectera peut-être que malgré tous nos efforts le fléau finira par arriver jusqu'à nous ? Pourquoi donc ? Notre situation géographique nous protège : d'un côté des massifs montagneux couverts de forêts, de l'autre, la mer nous sépare des pays contaminés et nous n'avons pas à craindre que le phylloxéra vienne de lui-même, car il lui faudrait traverser de trop grands espaces où il ne pourrait pas trouver sa nourriture.

« C'est par l'homme que le phylloxéra a été introduit en Algérie : les enquêtes faites dans le département de Constantine et d'Oran l'ont démontré. Il importe donc d'exercer aux frontières une surveillance attentive, et de ne laisser pénétrer aucun végétal pouvant servir de véhicule au terrible insecte.

« La loi phylloxérique est suffisamment sévère : un syndicat de cultivateurs obligatoire, veille à ce qu'elle soit appliquée d'une façon rigoureuse. Ce syndicat fait, chaque année, visiter par ses agents tous les vignobles

de Tunisie. Supposons que, malgré les précautions prises, le phylloxéra soit introduit dans la Régence. Il n'y aurait encore rien de perdu. Les plantations se trouvent, sauf sur quelques points plus colonisés, généralement trop éloignées les unes des autres, pour que la défense ne soit facile à organiser : et quand on a l'exemple de la Suisse où, dans ces vignobles qui se touchent, le fléau est si bien combattu qu'il ne gagne pas de terrain, on envisage sans trop d'inquiétude l'hypothèse d'une lutte qui serait moins redoutable en Tunisie que partout ailleurs. »

Ne nous illusionnons pas. Le phylloxéra peut arriver quelque jour, ne serait-ce que par la vallée de la Medjerdah. Mais avec un syndicat et des moyens de défense bien organisés, une caisse de secours et d'indemnité déjà prête, la lutte peut s'engager sérieuse, et la reconstitution se faire au fur et à mesure des vignes sacrifiées. Seulement il faudra que l'association commune fasse tous les sacrifices nécessaires pour tirer de l'embarras le petit colon atteint, qui d'ailleurs sera aidé par ses céréales.

### § 3. — Écoulement des céréales et de la vigne.

Le rendement est un des éléments à considérer en première ligne dans une exploitation, l'écoulement et le prix de vente des produits en est un autre.

#### a. — Céréales.

La Tunisie en fait de blés produit presque uniquement

du blé dur, qui sert à la fabrication des semoules. La France n'en produit pour ainsi dire pas, et les grands pays exportateurs de céréales, Russie et Amérique, qu'une faible quantité. Il en vient surtout des régions d'Orient, d'Asie-Mineure, de Constantinople. La France étant dans l'obligation d'en acheter pour sa minoterie, l'entrée en franchise fait aux blés durs de l'Afrique française une situation privilégiée qui en assure l'écoulement à un prix plus élevé que celui du marché mondial, tant que le régime protectionniste persistera. Les tuzelles qui pourront être produits avec avantage dans certaines parties du nord, Kroumirie, Cap-Bon, trouveront leur écoulement immédiat dans la minoterie du pays renaissante et développée par la suppression pour les blés tunisiens du régime de l'admission temporaire en France.

L'orge est d'une consommation intérieure très forte, elle est aussi très estimée des brasseurs et recherchée sur les marchés de la bière. Les malteries de l'Est mélangent communément  $\frac{2}{3}$  d'orge de Beauce avec  $\frac{1}{3}$  d'orge d'Afrique. L'avoine rouge d'Afrique est moins estimée que l'avoine grise de France et son cours lui est toujours inférieur de 2 francs environ. Cependant elle a l'avantage de se récolter quelques semaines avant celle de France et de faire primeur sur le marché des grains, ce qui à l'époque de son apparition en relève le cours de 1 franc environ. L'écoulement de l'avoine se fait d'une façon sûre, grâce à l'entrée en franchise, dans les départements du midi de la France qui en font peu et ne suffisent pas à leur consommation.

L'orge et le blé, comme l'avoine, font prime sur le marché et jouissent quelques jours d'une surélévation de prix. Mais il faut ajouter que le bénéfice de cet avantage auquel s'ajoute celui de vendre le grain contenant encore toute son eau de végétation, plus lourd, et par conséquent plus cher, échappe au petit colon. Il faut récolter rapidement, battre aussitôt et livrer un grain très propre que le négociant-acheteur puisse expédier à son tour comme marchandise de premier choix. Le grand domaine, pourvu de machines, possédant plusieurs moissonneuses-lieuses, une batteuse à vapeur, et à qui il ne coûte pas plus, si la moisson et le battage exigent cinq cents journées de manœuvre, de les faire faire en 10 jours qu'en un mois, peut opérer avec la rapidité nécessaire. Le petit colon récolte, bat lui-même, aidé de deux ou trois manœuvres, une bonne part du bénéfice consistant à faire la plus grande partie de la besogne par lui-même. Il a pour battre des procédés plus primitifs, beaucoup plus longs et rendant un moins joli travail qu'une batteuse à pétrole ou à vapeur de 8 à 12.000 francs, si bien qu'il traîne en longueur et ne peut livrer à l'époque favorable.

b. — *Vin.*

Examinons maintenant la question de la vente du vin. Au moment où nous nous établissions en Tunisie, la plus grande partie du vignoble français venait d'être détruite par le phylloxéra, l'élévation des prix des vins était la conséquence de cette destruction. La culture de la vigne était

devenue depuis 1879 l'objet d'un véritable engoûment en Algérie. La nouvelle colonie offrait des conditions de climat et de sol identiques, elle en profita. Des colons de la première heure disposant de gros capitaux, espérant trouver des avantages plus grands en un pays plus neuf, acquirent de grandes étendues en Tunisie et se consacrèrent presque exclusivement à la viticulture. La plupart ne s'en étaient jamais occupés et payèrent leur apprentissage. Les dépenses excessives du début, les fautes commises lors de la plantation ont pesé lourdement sur beaucoup d'exploitations viticoles. Entre temps, le vignoble français se reconstituait grâce aux plants américains, et un abaissement général des prix en fut la conséquence. Il y eut un moment de désespoir parmi les colons, quand ils virent en 1893-94 l'hectolitre de vin de 25 francs tomber à 12, à 10 francs. Depuis les prix se relevèrent, jusqu'en 1900 où survint une crise plus terrible encore. Sous l'empire de la nécessité, on s'est efforcé d'améliorer les procédés d'exploitation, d'augmenter la quantité et la qualité des vins et on a fini par se convaincre que les vins de Tunisie riches en alcool et en couleur garderont sur le grand marché des vins un débouché privilégié et une vente assurée dans des conditions acceptables.

Nous admettons donc que le vin de Tunisie primerait sur le marché, grâce à sa qualité. Mais celle-ci dépend de la vinification. Les vins tunisiens bien réussis sont hauts en couleur, riches en alcool, d'une saveur franche et agréable à la bouche ; en un mot, ils ont toutes les

qualités que le commerce recherche dans ce qu'on appelle les vins marchands et les vins de coupage. Seulement la vinification rencontre des difficultés particulières au climat. Nous sommes amenés à en dire quelques mots à un double point de vue. D'une part, parce que le vin se vendra mal sans une bonne vinification, d'autre part, parce que celle-ci exige des installations coûteuses peu à la portée du petit colon abandonné à ses seules ressources. On sait que la fermentation est déterminée par des êtres vivants qui ont leurs conditions d'existence propres. Très actifs dans un moût jusqu'à 35° de chaleur, ils dépérissent au-dessus et meurent à 42°. Or, si les ferments s'arrêtent avant que le sucre du moût soit complètement transformé en alcool, ils laissent le vin inachevé encore pour ainsi dire, sucré et trop doux au goût, n'ayant pas de solidité et sujet à s'altérer très vite : c'est du vin voué aux maladies.

Or, comment empêcher les moûts de monter au-dessus de 35° dans un pays, où, au moment des vendanges, le siroco porte quelquefois la température à 40° à l'ombre ? D'abord on espéra y arriver en creusant profondément les caves. Mais la pratique révéla promptement qu'on faisait ainsi fausse route. La chaleur résultant de la fermentation, se combinant avec la chaleur externe, finissait par porter ces caves souterraines à un haut degré de température, et, comme on ne pouvait aisément les aérer une fois chaudes, il n'y avait plus moyen de les rafraîchir. L'expérience a conduit au contraire, à substituer

aux caves proprement dites, des chais largement construits, au-dessus du sol, et ayant de larges baies permettant de renouveler l'air très vite : on les ouvre le soir pour faire pénétrer à l'intérieur la fraîcheur de la nuit et on les ferme le matin.

Si évidente que soit la supériorité de cette construction cela ne suffit pas cependant pour assurer une bonne fermentation. Les colons ont déployé beaucoup d'ingéniosité dans la recherche d'un moyen pratique de maintenir les moûts à une température avoisinant 35°. Les uns exposent les raisins vendangés dans les paniers sur des claies pendant une nuit. Ils se refroidissent, et quand, de grand matin, on les jette dans la cuve, ils ont emmagasiné une certaine quantité de fraîcheur. D'autres surveillent la fermentation, et dès que le moût atteint une température de 35° ils le soutirent et le versent dans une cuve fraîche. D'autres entourent les cuves de linges mouillés, que l'évaporation fait descendre à un degré assez bas de température et qui les rafraîchissent par contact. Un colon a même imaginé de faire construire des cuves en fer, matière plus facile à rafraîchir de cette manière que le bois. D'autres enfin ont inventé des réfrigérants, consistant généralement en serpentins refroidis extérieurement au moyen d'ablutions et dans lesquels on fait circuler le moût.

Les expériences faites en Algérie, par un grand nombre de viticulteurs, ont démontré qu'avec de l'eau à volonté et des réfrigérants on peut toujours obtenir des

fermentations complètes. On est maître d'elle et on la règle. C'est donc le système le meilleur, le plus complet, et qui donne au viticulteur le plus de sécurité.

Malheureusement les appareils sont d'un prix élevé et exigent à côté deux jeux de pompe, l'une pour pomper et y refouler le vin ; l'autre pour pomper l'eau qui le rafraîchit. Ces pompes à leur tour demandent un moteur-manège ou un moteur à vapeur ou à pétrole. Tout cela est coûteux, le petit colon ne peut guère faire les frais d'une pareille installation pour 10 hectares de vigne. D'autre part sa cave est forcément petite, renferme un maigre cube d'air, et même ouverte toute la nuit reprend aux premiers feux du jour la température extérieure. Même dans les grandes caves actuellement, pour assurer le rafraîchissement nocturne, on a soin de faire pénétrer l'air extérieur par un ventilateur mécanique qui le fait passer sur l'eau avant de l'introduire. Le petit colon n'a pas ces ressources.

Le vin fait dans de bonnes conditions, il s'agit de le vendre. Nous ne sommes certes plus au temps où les vins faibles des environs d'Alger trouvaient des débouchés à 50 fr., ni même à celui des débuts de la colonisation tunisienne où les caves se traitaient couramment à 35 francs l'hectolitre. L'Algérie a 100.000 hectares de vignobles, la Tunisie 12.000 déjà, la France a presque autant de superficie de vignes qu'avant le phylloxéra, avec des rendements à l'hectare bien supérieurs à ceux qu'elle obtenait alors. Le

marché est désormais trop alimenté pour que les prix remontent.

Mais nous avons dit que le vin de Tunisie, d'une abondance limitée, présentait des qualités de richesse en couleur, en extrait sec et en alcool. Les vins rouges titrent de 10 à 13°, les blancs de 11 à 14°. Ils peuvent concurrencer les vins de coupage dont la France était tributaire en majeure partie de l'Espagne, et aussi de l'Italie, ce qui leur assure des conditions favorables sur le marché des vins si troublé depuis trois ans. En 1900, alors que les vins du midi de la France trouvaient un écoulement difficile ceux des environs d'Alger variaient de 6 à 8 francs, ceux de la province d'Oran plus forts et plus riches qu'autour d'Alger, de 9 à 14 francs. Les récoltes de la Tunisie ont pu s'écouler de 15 à 17 francs l'hectolitre, nous dit le Rapport officiel sur cette année, en réalité dans une moyenne probable de 13 francs, le prix de 17 francs ayant été tout à fait rare et cité par la *Dépêche tunisienne* comme très remarquable pour avoir été obtenu par la récolte d'ailleurs restreinte de huit hectares de vignes sur la propriété de M. de Givenchy, sise à la Sébala, sur la route de Bizerte.

Nous venons de dire que la position des vins de Tunisie susceptibles de se substituer aux vins de coupage achetés en Espagne et en Italie, leur assure un écoulement. Mais nous devons ajouter dans les conditions douanières actuelles : à l'exportation en France, les vins de raisins frais, d'origine et de provenances tunisiennes, sont sou-

mis au régime de la loi du 19 juillet 1880, suivant laquelle ces raisins paient à leur entrée en France, un droit de 0 fr. 60 par hectolitre, tant que leur degré alcoolique ne dépasse pas 11,9. Ceux dont le titre dépasse 11,9 paient une taxe supplémentaire de 0 fr. 70 par degré. Ce traitement de faveur est subordonné à la condition que les vins à exporter soient accompagnés d'un certificat d'origine, délivré par le contrôleur civil de la circonscription, conditionnellement à l'exécution des formalités de déclaration dans les délais voulus des surfaces plantées de vignes, et des quantités de vin récoltées par les viti-culteurs. Faute d'avoir rempli ces formalités, les producteurs tunisiens exportateurs se verraient appliquer le tarif minimum. Conformément au décret du 8 octobre 1890, il est perçu en plus une taxe de 0 fr. 05 par chaque hectolitre déclaré pour l'importation.

Or, la France a porté (décret du cadenas du 21 novembre 1898, régularisé par la loi du 1<sup>er</sup> février 1899) notre tarif minimum sur les vins à 12 francs par hectolitre pour les vins titrant 12° et au-dessous, avec augmentation, par chaque degré ou fraction de degré en sus, d'une taxe de douane égale au montant du droit de consommation sur l'alcool. Le 8 février, l'amendement Piou ajoutait : « Les vins étrangers entrant en franchise ne pourront être en France, coupés ou mélangés, ni faire l'objet d'aucune manipulation », amendement qui fit fermer les entrepôts spéciaux où la douane permettait de mélanger, pour la réexportation, 50 0/0 de vins étran-

gers, en franchise de droit, à autant de vins français. Du même coup les vins de coupage tunisiens se sont trouvés dans une situation privilégiée, entrant eux en franchise.

Mais l'Italie a admis les vins français au tarif de 5 fr. 77 l'hectolitre, en même temps qu'elle a conservé des dépôts francs où dans certains cas elle reçoit les vins destinés à être mélangés en franchise. L'Espagne, plus libérale encore, a, par décret royal du 4 avril 1900, accordé l'entrée en franchise dans la Péninsule aux vins français destinés à la réexportation après coupage avec les vins espagnols. Qu'ont fait les exportateurs français ? Ils sont allés de Bordeaux à Passajez et de Cette et Marseille, à Barcelone, Valence et Gênes, ou plus simplement ont expédié des ports étrangers ci-dessus désignés sans se déranger de leur domicile français par l'intermédiaire de négociants étrangers. Ainsi la situation privilégiée de la Tunisie pour le débouché d'exportation est tombée à néant par rapport à l'Espagne et à 5 fr. 33 par rapport à l'Italie, sauf l'avantage réel de pouvoir faire les manipulations en France. N'oublions pas que même pour les consommations locales, quand le change espagnol monte à 40 0/0, comme il est arrivé en 1897 et 1898, la majeure partie du droit de 12 francs peut se trouver annihilée.

Il est à croire que l'on reviendra sur l'amendement Piou. L'exode des maisons de commerce françaises à l'étranger qui en est résulté, est allé apprendre à celui-ci nos débouchés et notre commerce et nous nous som-

mes créé en quelque sorte une concurrence. En plus, l'expédition par des ports étrangers constitue une atteinte grave à notre industrie générale. La barrique de vin prise à Barcelone ou à Gênes (Adrien Artaud, *Défendons-nous*), une fois fret payé, vaut de 70 à 95 fr.

Le prix de revient se décompose ainsi : 30 à 40 francs de vin, 5 à 8 francs d'alcool, 15 à 18 francs de futaille, 5 à 6 francs de manutention, 10 à 20 francs de fret, autrement dit la proportion du coût est la suivante :

|                                |             |
|--------------------------------|-------------|
| Vin. . . . .                   | 30 à 40 0/0 |
| Alcool : environ . . . . .     | 8 0/0       |
| Futaille. . . . .              | 22 0/0      |
| Manutention et frais . . . . . | 8 0/0       |
| Fret . . . . .                 | 22 0/0      |

Dans ces conditions, le coupage des vins français fait à l'étranger, atteint à la fois notre distillerie, notre tonnellerie, notre main-d'œuvre et notre marine. L'intérêt économique bien entendu de la nation, exige que l'on revienne à l'intermédiaire des entrepôts francs. Les vins tunisiens supportent un fret plus éloigné, donc plus élevé. Ils garderont leur situation privilégiée seulement pour les coupages destinés à la consommation inférieure de la France.

Si nous insistons sur cette question de coupages, c'est que le vin tunisien, qui ne manque pas de qualités ne plaît pas, brut, au goût français, et ne trouverait pas son écoulement dans la vente directe sans manipulation (1).

(1) La fabrication des vins de liqueurs est facile en Tunisie et le

Il est non seulement difficile, mais téméraire de prévoir à quel prix s'établira dans un avenir prochain la vente du vin commun, et en particulier du vin tunisien. La crise du vin est une question complexe qui demanderait une étude approfondie dans laquelle nous ne pouvons entrer. Cependant nous croyons que le vin de Tunisie soigné et bien fait trouvera des débouchés sûrs dans les 10 francs l'hectolitre.

Le petit colon a plus de difficultés pour la vente que le grand ; le négociant en vins ayant plus d'avantages à traiter directement l'achat d'une grande cave que celle d'une quantité de petites, opération qui se fait d'ailleurs par l'intermédiaire de courtiers qui prélèvent leurs bénéfices. Eloigné des questions commerciales, le petit colon est moins au courant des fluctuations de prix du marché et un peu à la merci de ses hauts et de ses bas. En 1900, dans le chef-lieu d'un des trois départements d'Algérie, une campagne fut organisée dans les causeries agricoles des journaux par deux ou trois gros propriétaires pour persuader que la mévente était fictive et que les achats, si les producteurs tenaient bon, allaient se traiter ferme sous d'excellentes conditions dans un certain délai. Le marché resta en observation un temps, et les trois viticulteurs en profitèrent pour écouler leur récolte, aucun

vignoble tunisien produit d'excellents muscats. Cette fabrication pourra devenir très rémunératrice le jour où le gouvernement français n'imposera plus aux vins de liqueur de Tunisie des droits élevés à l'entrée en France.

achat n'étant possible aux courtiers, 1 fr. 50 ou 2 francs au-dessus du prix de l'hectolitre qu'ils auraient obtenu autrement. Alors ils lâchèrent la campagne, et les petits colons forcés par la nécessité de vendre furent exécutés à des prix plus bas que s'ils ne s'étaient pas fiés à une campagne tout intéressée.

Ce qui placerait le colon dans de bonnes conditions, serait d'avoir à côté de lui une grande cave complètement installée qui se chargeât de sa vinification, de l'emmagasinage, des soins à donner à ses vins jusqu'à la vente, et de la vente même, concurremment avec celle des récoltes des autres petits colons voisins. Alors il aurait les avantages de la vinification dans de bonnes conditions et ceux de la vente en gros. Cela lui éviterait la construction d'une cave et l'achat de vaisselle vinaire, soit une dépense de 8 à 10.000 francs pour l'emmagasinage éventuel de 500 hectolitres de vin. Il échapperait ainsi au danger qui menace trop souvent l'agriculteur, de vendre coûte que coûte immédiatement faute d'avances, car l'association ou le grand propriétaire possesseurs de la cave pourraient consentir des avances au prorata des récoltes emmagasinées.

Avec une production de 40 hectolitres à l'hectare qu'il écoulera à 10 francs l'hectolitre, le petit colon ne retirera que 400 francs d'un hectare de vigne. Ce faible revenu montre la nécessité de joindre la culture de la vigne et celle des céréales. Ces deux cultures loin de se gêner s'intercalent, laissant les instruments, les bras et les

attelages libres pour l'une quand ceux-ci sont nécessaires à l'autre. De sorte qu'elles n'exigent pas à elles deux plus d'instruments de labour, d'attelages et de personnel fixe que faites isolément.

## CHAPITRE III

### ÉTUDE D'UNE PETITE EXPLOITATION.

#### § 1. — Le faire-valoir.

Pour les céréales comme pour la vigne, la possibilité de culture suffisamment productive pour être rémunératrice exige la restitution au sol dans la mesure la plus grande possible. On ne peut songer à employer les engrais commerciaux d'un prix très élevé, d'un transport onéreux, d'une teneur et d'une assimilation incertaines sous le climat d'Afrique. Les colons observateurs et instruits par l'expérience sont amenés à utiliser en la transformant en fumier la ressource qu'offre la paille abondante et de peu d'écoulement dans un pays où les centres urbains sont rares et ne font qu'une demande restreinte de cette denrée. Elle se vend en moyenne 1 fr.25 les 100 kilogs sur place, près des voies de communication et au-dessous quand les centres sont éloignés. Il peut arriver cependant des années exceptionnelles, comme la période de février-mai 1900, où la paille a atteint à Tunis le prix de 6 francs la balle de 80 kilogs rendue à domicile.

Mais cette transformation en fumier se fait par le moyen du bétail, et l'élève de bétail n'est possible qu'avec

la création de ressources fourragères. La nécessité de produire du fourrage pour nourrir les animaux a fait réserver au colon une partie du sol destinée à cette production, et il a été naturellement conduit à établir une rotation entre cette partie destinée aux céréales. Un premier assolement, l'assolement biennal, s'est imposé à la grande propriété. Là où le terrain était plus restreint, où l'on ne pouvait abandonner chaque année la moitié du sol cultivable, on a été conduit à une rotation de cultures qui faisant succéder les céréales entre elles épuisait moins que des cultures successives de la même, et dans lesquels s'intercalaient des années de jachère verte régulières. Nous voyons cependant par là le colon conduit à agrandir sa propriété pour y introduire la sole improductive et à acheter du bétail qui sans doute lui donnera dans la suite un rapport mais qui exige une mise de fonds assez importante.

Ni les céréales ni la vigne ne sont en Tunisie des cultures de gros rendement pécuniaire. Le blé avec une moyenne de 8 quintaux à 16 francs produit 128 francs, la vigne avec 40 hectares à 10 francs, 400 francs, il faut nécessairement cultiver une superficie assez importante pour que le petit colon puisse se tirer d'affaire. Nous avons vu que l'administration après des essais et des tâtonnements en était arrivée à se rendre compte qu'une installation susceptible de succès exigeait un minimum de 50 hectares. C'est la surface admise et par M. Trouillet dans une brochure de propagande officielle et par M. Saurin. Quels seront les frais d'installation de cette ferme-type, quel en

sera le revenu ? La solution dépend évidemment de la répartition du sol entre les cultures. Nous allons étudier en premier lieu les calculs de M. Trouillet. Voici quelle est sa répartition :

|                                                                    |          |
|--------------------------------------------------------------------|----------|
| Terres à céréales soumises à l'assolement quadriennal . . . . .    | 35 hect. |
| Pâturages ordinaires . . . . .                                     | 8 »      |
| Pâturages près de la maison . . . . .                              | 1.50     |
| Plantation de cactus . . . . .                                     | 3 »      |
| Ferme, chemin d'accès, jardins, plantations d'eucalyptus . . . . . | 1.50     |
| Vignes . . . . .                                                   | 4.40     |

Cet assolement quadriennal est l'un des assolements que M. Trouillet, dit M. Grandeau dans la *Revue des Sciences*, « a été amené à adopter après quatre années d'expériences, d'observations et de tâtonnements successifs ». Il n'est pas bien clair comment en 4 ans seulement d'expériences, d'observations et de tâtonnements successifs, on peut établir des assolements quadriennaux. Mais passons, cela suffit toujours pour écrire une brochure officielle de colonisation. Le prix d'achat du terrain est laissé de côté. Voici quel serait le capital nécessaire pour assurer la première année l'organisation et le fonctionnement du domaine.

|                                                                                            |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Capital foncier : maison d'habitation, écuries, jardins, magasins, défrichements . . . . . | 3.200 fr. |
| Cheptel, charrue, herse, voiture, instruments, . . . . .                                   | 515 »     |
| Matériel d'intérieur, instruments, brouettes, harnais, colliers, sacs et grains . . . . .  | 360 »     |

|                                                                                                  |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Bêtes de trait et basse-cour : 1 cheval, 4 bœufs<br>jeunes, 10 vaches, 5 génisses, 5 taurillons, |           |
| 1 porc, volaille. . . . .                                                                        | 3.030 fr. |
| Capital de roulement : semences . . . . .                                                        | 452 »     |
| Fourrages, orge, foin, paille . . . . .                                                          | 165 »     |
| Paye des ouvriers, nourriture et imprévu . . .                                                   | 2.278 »   |
| Total . . . . .                                                                                  | 10.000 »  |

Cela cadre bien avec les habitudes des statistiques officielles d'arriver ainsi à un chiffre bien rond et simple.

M. Saurin a dressé pour frais de premier établissement d'une ferme de 50 hectares le bilan suivant :

|                                                 |           |
|-------------------------------------------------|-----------|
| Maison . . . . .                                | 1.500 fr. |
| Ecurie . . . . .                                | 1.700 »   |
| Puits et abreuvoir. . . . .                     | 600 »     |
| Cheptel (6 bœufs, 20 à 25 vaches ou brebis) . . | 2.400 »   |
| Avances diverses . . . . .                      | 800 »     |
| Total . . . . .                                 | 7.000 »   |

auxquels il ajoute 10.000 francs pour l'achat du terrain. Ces deux bilans « se rapprochent beaucoup l'un de l'autre », disent les publications officielles, [bien que cela n'apparaisse pas, à moins que ce ne soit par leur tendance à la simplification. M. Trouillet englobe dans une dépense de 3.200 francs les constructions, les défrichements, les jardins, alors que M. Saurin exige le même chiffre pour les constructions seules. M. Trouillet passe sous silence le puits et l'abreuvoir, de première nécessité pourtant, et d'un prix de revient élevé, mais M. Saurin supprime l'avance de semences de la première année, la

paye des ouvriers, la nourriture, l'orge, le foin, la paille pour le bétail, à moins qu'il n'enferme tout cela dans le chiffre restreint de 800 francs d'avances diverses que M. Trouillet porte en total à 2.915. Ces 800 francs contiennent-ils en outre les 875 francs attribués au matériel par M. Trouillet ?

Dans sa conférence sur le peuplement de la Tunisie par les Français, M. Saurin fait un autre devis avec les prix suivants :

|                                                                                              |                 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Achat du sol : 50 hectares à 150 francs . . . .                                              | 7.500 fr.       |
| Construction : maison de trois pièces, écurie<br>de 20 mètres de long sur 7 mètres de large. |                 |
| Aménagement des eaux . . . . .                                                               | 7.000 »         |
| Cheptel : bœufs de labour, mulets, vaches et<br>taurillons . . . . .                         | 4.000 »         |
| Divers. . . . .                                                                              | 1.500 »         |
| Total . . . . .                                                                              | <u>20.000 »</u> |

D'autre part, la plantation de la vigne introduit des dépenses :

|                                                                          |              |
|--------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Défoncement à l'hectare . . . . .                                        | 300 fr.      |
| Achat de plants . . . . .                                                | 50 »         |
| Extirpation du chiendent, journées d'indigènes .                         | 50 »         |
| Première mise de fonds pour la cave et la vaisselle<br>vinaire . . . . . | 450 »        |
| Total . . . . .                                                          | <u>850 »</u> |

Enfin, voici un compte des dépenses obligatoires des années suivantes :

|                                                   |         |
|---------------------------------------------------|---------|
| 2 ouvriers indigènes pendant 300 jours à 1 fr. 20 |         |
| par jour . . . . .                                | 720 fr. |
| Auxiliaires pendant la moisson . . . . .          | 280 »   |
| Entretien et renouvellement du matériel . . . . . | 300 »   |
| Impôt . . . . .                                   | 50 »    |
| Imprévu . . . . .                                 | 150 »   |

Un an après, dans sa conférence sur l'invasion sicilienne, M. Saurin s'exprime ainsi, mais sans décomposer son calcul. La création d'une ferme de 50 hectares plantée de 10 hectares de vigne exige un capital de 32.000 fr.

A notre tour, nous allons essayer d'établir d'après des constatations, dans le pays même, quelques chiffres.

50 hectares de terrain en sol complètement arable non défrichés, mais susceptibles d'un défrichement n'excédant pas 100 francs à l'hectare, situés dans des conditions de viabilité, telles que le transport des produits ne soit pas trop onéreux pour laisser la culture rémunératrice, valent actuellement dans les 150 francs l'hectare, qui, avec les 100 francs absorbés par le défrichement, font ressortir les 50 hectares à 12.500 francs.

. . . . . 12.500 fr.

Une habitation comportant 3 pièces de 3 m. sur 3 m. peut s'établir pour 2.000 francs. C'est très bien, mais le colon ne saurait se contenter de 4 murs, il lui faut un mobilier, si strict soit-il, qui lui reviendra toujours, avec les ustensiles de cuisine, le fusil, etc., à 500 francs. S'il est éloigné de tout centre, il lui faut un four toujours assez cher à établir, 100 francs environ. Il lui faut le puits et l'abreuvoir, 600 francs. Pour l'écurie-étable,

nous acceptons encore les chiffres de M. Saurin, 1.700 francs. Mais il faut en plus une sorte de hangar-remise, adossé au besoin à la maison, pour mettre à l'abri voiture, charrette, charrues. Construit en bois et en tuiles, il coûtera 600 francs. Soit un total de 5.500 fr.

Voyons maintenant le cheptel.

|                                                                                            |         |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------|------------|
| Charrette-tombereau . . . . .                                                              | 250 fr. |            |
| Harnais . . . . .                                                                          | 80 »    |            |
| Voiture-jardinière sur 1/2 ressort .                                                       | 250 »   |            |
| Son harnais . . . . .                                                                      | 80 »    |            |
| Herse . . . . .                                                                            | 40 »    |            |
| Charrue Dombasle à avant-train. .                                                          | 90 »    |            |
| Charrue légère pour la vigne . . .                                                         | 40 »    |            |
| Instruments, brouettes, sacs, pioches, jougs pour les bœufs, chaînes d'attelages . . . . . | 100 »   |            |
| Moissonneuse-lieuse, ou du moins faucheuse-moissonneuse . . . .                            | 475 »   |            |
| Bétail, 1 cheval . . . . .                                                                 | 200 »   |            |
| 4 bœufs de labour . . . . .                                                                | 1.000 » |            |
| 4 bœufs jeunes. . . . .                                                                    | 600 »   |            |
| 10 vaches . . . . .                                                                        | 1.250 » |            |
| 10 génisses et taurillons . . . .                                                          | 600 »   |            |
| 1 porc, basse-cour . . . . .                                                               | 60 »    |            |
| Total. . . . .                                                                             |         | 5.085 fr.  |
| Semences. . . . .                                                                          | 500 »   |            |
| Fourrages : orge, foin, avoine . . .                                                       | 250 »   |            |
| Auxiliaires indigènes : 600 journées à 1 fr. 20. . . . .                                   | 720 »   |            |
| Nourriture, entretien . . . . .                                                            | 1.500 » |            |
| Impôts divers, avances pour les années suivantes . . . . .                                 | 4.000 » | 6.970 fr.  |
| Total . . . . .                                                                            |         | 30.055 fr. |

Soit une trentaine de mille francs.

Avec un pareil capital, l'agriculteur maître de son métier, pourra s'en tirer avec une quasi-certitude, pourvu qu'il ait en outre des avances suffisantes pour faire face même à trois années de sécheresse. Il pourra ne planter sa vigne que progressivement, au fur et à mesure que de bonnes récoltes le lui permettront et n'aura pas besoin d'une réserve de capitaux pour elle. Voyons quels seront les rendements. Tant qu'il s'en tient aux céréales, nous admettrons son terrain ainsi partagé :

|                          |             |
|--------------------------|-------------|
| Blé. . . . .             | 12 hectares |
| Avoine et orge . . . . . | 6 et 6      |
| Fèves (1) . . . . .      | 6 »         |

(1) Une culture qui a pris un certain développement dans le nord de la Tunisie est celle des fèves. On sait que la farine de fèves entre dans la meunerie pour être mélangée à la farine de blé dans une petite proportion qui rend le pain plus blanc, d'un goût plus agréable, d'une pâte plus fine et mieux levée. Les fèves enrichissent le sol en azote, et d'autre part semées sur un terrain fraîchement fumé ne sont pas sujettes à la verse comme les céréales. Elles entrent donc avantageusement dans un assolement. Elles n'ont que le défaut d'être très épuisantes en acide phosphorique. Leur culture est devenue assez rémunératrice depuis qu'on les a comprises sous le régime des céréales et qu'on leur a donné l'entrée en franchise en France vers 1899. Leur prix est très variable selon l'année, plus que pour les céréales, le marché étant plus limité. Elles se tiennent cependant entre 12 et 18 francs. La moyenne de rendement à l'hectare doit être de huit quintaux. Depuis trois ans une société française qui achetait auparavant les fèves dont elle avait besoin en Egypte fait l'avance à tout colon qui le désire des semences de féveroles dont il a besoin. La féverole est une fève plus petite que la fève de marais, de rendement peut-être supérieur et d'un prix un peu plus élevé. L'emprunteur s'engage à rembourser la semence en nature à la récolte, et de la livrer toute, sauf la semence de l'année suivante

|                                         |            |
|-----------------------------------------|------------|
| Fourrage artificiel . . . . .           | 6 hectares |
| Jachères vertes . . . . .               | 12 »       |
| Ferme, chemin d'accès, jardin . . . . . | 2 »        |

Nous aurons comme produit :

Pour le blé, 12 hectares produisant 9 quintaux donnent 108 quintaux dont nous déduisons 12 quintaux de semence, reste 96 quintaux à 16 francs . . . . . 1.536 fr.

Pour l'avoine, 6 hectares produisant 9 quintaux donnent 54 quintaux dont nous déduisons 5 quintaux pour la semence, reste 49 quintaux à 12 francs. . . . . 588 »

Pour l'orge, *idem*, 49 quintaux à 11 francs . . . . . 539 »

Pour les fèves, 6 hectares produisant 7 quintaux donnent 42 quintaux dont nous déduisons 7 quintaux pour la semence, reste 35 quintaux à 13 fr. 50. . . . . 472 » 50

Total . . . . . 3.135 » 50

Gains sur le bétail, vente des veaux, de 2 ou 3 vaches, environ 400 francs, soit avec les petits profits, œufs, etc. un total de 3.500 francs environ. M. Trouillet évalue à 4.200 francs au minimum la valeur des produits résultant des ventes annuelles. Avec un débours de 1.500 francs pour les frais annuels, le bénéfice se réduit à 2.000 francs.

De plus, le petit colon plantera dix hectares de vigne : à cause des frais entraînés il ne peut le faire que succes-

s'il veut continuer, à la société, pour un prix moyen qui est établi à la signature du contrat. C'est de la part de cette société une initiative très intelligente qui a développé la culture de la féverole en Tunisie et l'amènera sans doute à supplanter, tout au moins en partie, l'Égypte pour en fournir la France.

sivement, deux hectares par deux hectares par exemple. Ces années-là il augmente ses frais de 1.700 francs et diminue ses bénéfices du rapport du sol consacré à la vigne, de sorte qu'il est obligé d'écorner ses avances.

La vigne plantée régulièrement en 5 ans au prix de privations ne sera en plein rapport que 7 ou 8 ans après. Elle donnera alors 400 hectolitres, qui fourniront un produit brut de 4.000 francs. Au bout de 15 ans notre exploitation a donc chance de fournir 7.500 francs de revenu brut, avec une dépense de main-d'œuvre et d'entretien qui pourra absorber la moitié et il restera 3.500 à 4.000 francs pour faire vivre la maisonnée, ce qui à la campagne, constitue l'aisance et permet les économies.

En résumé nous avons constaté comment l'agriculteur de profession, travaillant surtout par lui-même et au courant du pays, pouvait moyennant un capital de 35.000 francs, développer son exploitation et parvenir à une bonne aisance. Mais par agriculteur de profession, nous entendons le paysan de la terre française et celui-là ne possède pas à beaucoup près habituellement une pareille somme. S'il veut la réaliser pour coloniser en Tunisie il perd à la vente et est obligé de posséder des biens d'une valeur supérieure, de 40.000 francs environ. Mais dans le midi de la France un cultivateur travaillant lui-même fait rendre à la terre le 10 0/0 net, soit les 4.000 francs qu'il va chercher en Tunisie. Et il risque dans les conditions actuelles, de n'y retrouver ni sa poste, ni son école, ni son église, tout en perdant le cercle de ses parents et connaissances.

Aussi le paysan de France ne s'est-il pas encore dérangé et n'émigre-t-il pas en Tunisie. Le Rapport sur la Tunisie en 1895 semble s'applaudir de ce que « déjà une quarantaine de familles françaises, appartenant à la classe rurale, se sont établies sur différents points du pays ». Le résultat, au bout de 18 ans de colonisation, nous paraît au contraire maigre, surtout en constatant que sur cette quarantaine de familles la moitié est fournie par les métayers Saurin, et non par des ruraux ayant acheté. Ceux qui ont acheté les lots de la Direction de l'agriculture ou se sont établis sur de petites propriétés sont presque uniquement des gens sortis de classes bourgeoises, nobles, dont les anciennes fortunes se sont émiettées en France, officiers démissionnaires n'espérant plus d'avancement ou retraités, rengagés abandonnant le service après 14 ans et ne sachant où se caser, les jeunes gens de fortunes restreintes et de goûts indépendants, qui avec leur 20 ou 35.000 francs ne sauraient vivre de leurs revenus. Beaucoup vivent, quelques-uns sombrent, parce qu'à ce genre de colons, il faut plus de capitaux que ceux que nous avons jugés nécessaires pour un vrai terrien et qu'assez souvent ils s'engagent avec des illusions basées sur leur courage au travail et sans posséder le levier pécuniaire suffisant.

L'élément parmi les paysans qui peut se déplacer et volontiers ira coloniser est le paysan peu aisé. Il est d'autant plus propre à la colonisation, que vivant sur des ressources plus minimes en France, il est plus frugal, plus

dur à la fatigue et a des besoins moindres. Celui-là dans les conditions que nous venons d'indiquer ne peut réussir par lui-même. Peut-être le peut-il grâce à l'aide du capital.

Supposons qu'un capitaliste ou une société ait acheté un grand domaine alloti par 50 hectares. On pourra sur chaque lot construire les bâtiments nécessaires moyennant 5.000 francs. Chaque ferme défrichée et construite reviendrait à 18.500 francs. Elle pourrait être remboursée à partir de la 5<sup>e</sup> année en 10 annuités de 3.500 francs chaque.

*Avantages* : possibilité des terrains de parcours.

- moindre prix d'achat de la terre par grands espaces.
- établissement d'une cave.
- église et par le concours de l'Etat, poste et école.

Possibilité d'avoir des charrons et réparateurs nécessaires et batteuse à vapeur.

Mais il faut encore des colons possédant 15.000 francs. D'ailleurs leur recrutement pourrait être difficile, car un agriculteur peut hésiter à acheter une ferme toute installée à un prix déterminé sans savoir ce qu'il peut en tirer.

## § 2. — Le fermage.

Beaucoup de nos agriculteurs français sont simplement des fermiers ou des métayers et ne possèdent pas

le sol qu'ils cultivent. Cette situation a de grands avantages pour le travailleur dont les capitaux sont faibles. Il n'est pas obligé d'immobiliser sous forme de capital foncier une partie de son avoir. Il peut cultiver une plus grande étendue en consacrant toute sa fortune au fonds de roulement exigé par l'exploitation du domaine que le propriétaire lui confie.

Le domaine dont il obtient la cession à bail ou en métail est pourvu de bâtiments, de puits, parfois même de bétail. On y trouve des pailles, des fourrages, des fumiers pour pouvoir entrer en exploitation immédiatement. Les chemins, les routes existent, qui servent aux communications extérieures. Au village voisin, l'agriculteur trouvera toutes les ressources dont il a un besoin indispensable et journalier.

En Tunisie que trouve l'acheteur ?

La terre nue, ou couverte de lentisques, de jujubiers, de palmiers nains parfois et d'asphodèles. Des générations antérieures de cultivateurs n'y ont pas encore élevé de bâtiments d'habitations, d'étables ou de granges, ni creusé de puits. Point de réserve de paille ou de fourrage. Point de villages aux environs, et partant aucune de ces ressources que l'on trouve dans le moindre hameau français : boulanger, forgeron, maréchal-ferrant, bourrelier, etc. Tout est à créer, hors naturellement dans le voisinage de villes telles que Tunis et de quelques rares agglomérations dans les campagnes. La route elle-même consiste en une piste, sorte de trace du passage habituel

des bêtes et des gens, remplie d'ornières, sur laquelle les cahots et le tirage rendent pénibles et durs les charrois.

Dans ces conditions on ne trouvera pas de locataires du sol tel quel.

Il aurait à édifier les bâtiments, creuser le puits, défricher le sol, faire des avances notablement supérieures au prix d'achat du sol et représentant plusieurs dizaines de fois son loyer. Comment exposerait-il un capital important sans être sûr de rester toujours fermier ? Comment se déciderait-il à être fermier dans des conditions où le capital d'achat de la terre est un des éléments de dépense, mais non le principal ? Comment assurer avec quelque sécurité l'estimation et le remboursement des améliorations foncières par le propriétaire du sol ?

Il est donc nécessaire que le propriétaire du terrain, avant de songer à l'affermir, y crée au moins les bâtiments et le puits, et le défriche. Si c'est un capitaliste qui ne veut pas exploiter directement, il se résoudrait peut-être à cette sortie de capitaux s'il estimait pouvoir trouver des fermiers. Mais où trouver des fermiers en dehors d'une population d'agriculteurs sédentaires et capables, connaissant suffisamment les ressources du terroir pour débattre et accepter en connaissance de cause les conditions du fermage. Les éléments où pourraient se recruter les fermiers n'existent pas actuellement en Tunisie, et on ne décidera pas le fermier de France ne sachant ce qu'il peut tirer d'une ferme africaine, à venir

l'affermier dans l'ignorance où il est du revenu de l'exploitation comparé à son loyer.

Les exploitations fermières sont assurément très rares en Tunisie.

On n'en cite que deux aux environs de Tébourba et une troisième dans le Mornag. Sur ces trois propriétés, deux appartenaient à des colons ayant fort mal réussi en exploitation directe et qui y avaient renoncé à la suite de déficits successifs d'année en année, dus à une mauvaise direction. Ajoutons que le fermage en Tunisie amènerait la ruine du sol et particulièrement de la vigne, dont le fermier chercherait à tirer le plus possible sans s'inquiéter de son successeur. En France il n'en est pas ainsi, parce que le sol dès longtemps déjà épuisé, produit grâce au fumier annuel dont les éléments sont fournis en abondance par le bétail, par les gadoues, les fumiers d'écurie des villes, la poudrette. Il y a aussi les engrais artificiels. Aussi en Tunisie où ces ressources n'existent pas, faut-il, puisqu'on ne peut restituer qu'imparfaitement, traiter non seulement la vigne « en bon père de famille » selon la clause introduite dans le contrat de fermage, mais également le sol lui-même. Un fermier en France, regardera comme relativement indifférent que son prédécesseur ait cultivé dix années la même denrée sur le même sol. Un fermier en Tunisie, saurait bien que dix cultures successives antérieures de blé sur le même terrain le rendraient impropre durant longtemps à une culture rémunératrice de cette céréale.

La Djemaïa a institué récemment une sorte de location des biens habous ruraux que l'on peut considérer comme une forme de fermage. Elle donne désormais en location, par voie d'enchères publiques et pour des périodes ne dépassant pas dix ans, des terres de ses domaines dont la liste est publiée une fois par an au *Journal officiel*. Les adjudications se font du 1<sup>er</sup> au 30 juin et du 1<sup>er</sup> août au 30 septembre. On peut demander la location d'un bien habous non compris dans la liste en formulant sa demande au moins deux mois avant les adjudications.

Pour les habous publics, les plantations utiles, bâtiments et installations de toute nature, établis à demeure par le locataire sur l'immeuble sont remboursés au prix normal à dire d'experts à l'expiration du bail par l'administration des habous ; sous réserve que la somme à rembourser ne dépasse pas le montant de 5 années de locations. Pour les habous privés aucun remboursement n'a lieu.

L'adjudicataire peut céder son bail avec consentement de la Djemaïa. Au bout de la 9<sup>e</sup> année, le preneur qui aura ainsi livré sa propriété peut obtenir la prorogation du bail pour une nouvelle période de 10 ans moyennant une majoration qui semble élevée,  $\frac{1}{5}$  sur le loyer primitif. La même faculté lui appartiendra au cours de la 19<sup>e</sup> année pour une nouvelle période de 10 ans, en majorant de  $\frac{1}{5}$  le loyer de la seconde période.

Enfin, sauf dans le cours de la dernière année de location, le locataire est garanti contre toute demande de

mise aux enchères pour échange contre argent ou achat à enzel qui serait introduite par des tiers. De plus, le cahier des charges de cette location peut contenir une clause autorisant après 9 ans la transformation de la location en enzel. Cette rente d'enzel est alors fixée à dire d'experts : c'est le seul cas où elle se constitue de gré à gré.

Quels avantages l'administration a-t-elle pensé apporter à la colonisation par cette réglementation un peu compliquée de location ? Nous ne le voyons pas, hors la possibilité par le nouveau venu de prendre d'abord à l'essai pendant dix ans le habous qu'il aura choisi, et encore à ce point de vue ce laps de dix ans est-il trop long. En dehors de cette pensée comment un colon consentira-t-il à créer une ferme sur une terre qu'on lui remet nue et dont les améliorations ne lui seront remboursées que jusqu'à une limite fixée à la fin de son bail ? Certes, si les fermes étaient déjà construites et organisées, cette location serait un simple fermage et serait possible, bien que nous montrerons plus tard que la colonisation de la Tunisie n'est pas assez avancée pour que le mode d'exploitation par le fermage puisse encore se développer. Mais ces fermes n'existeront que lorsqu'un certain nombre de fermiers locataires se seront dévoués à les construire, à creuser des puits, à défricher, etc. Ceux-là ne se décideront pas à une pareille besogne pour le plus grand bien d'autrui, estimeront bien ingrate une clause qui leur interdit par exemple la culture de la vigne.

En effet si l'on faisait sur un habous d'une valeur locative, admettons de 1.500 francs, 10 hectares de vigne dont la plantation sérieuse sur défoncement représenterait un capital de 20.000 francs à l'âge de 6 ou 7 ans, la Djemaïa rembourserait d'après la fixation de son maximum 2.500 francs. On trouvera également fort dur de payer au bout de dix ans d'efforts pour amender le sol un cinquième en plus par an, et il paraîtra de beaucoup préférable d'acheter à enzel perpétuel qui assure une sorte de titre de propriété, un certain crédit et n'impose d'autre part aucune servitude de plus que le simple bail de location (1).

### § 3. — Le métayage.

Nous n'avons pas encore trouvé le moyen d'amener le colon de petit avoir dans le fermage. Ce moyen existe peut-être dans le métayage.

Le métayage a pris naissance dans le pays même

(1) Pour la location des habous comme pour leur achat, les Français se heurtent au mauvais vouloir des indigènes. La *Revue des Sciences* dit en 1900 : « Plusieurs de nos compatriotes ont aussi attiré votre attention sur la résistance que les Musulmans apportent au sujet de la location des habous ou de la vente de cette location. La location de ces biens s'obtient par une adjudication. Or toutes les fois qu'un Français se présente aux enchères, les indigènes se coalisent pour les faire monter; ils les portent à des prix exorbitants; puis, payant ou non la location, ne tirent guère aucun profit de la terre, ne se donnent pas pour ainsi dire la peine de la cultiver. Mais ils arrivent à leur véritable fin, qui est de décourager l'étranger. »

sous la forme du contrat de Khammès, par lequel un indigène pauvre s'engage, moyennant : 1<sup>o</sup> une avance déterminée qu'il remboursera sur sa part de récoltes ; 2<sup>o</sup> la fourniture des instruments et l'attelage, à cultiver en céréales un certain espace, dont il aura comme salaire le 5<sup>e</sup> de la récolte. C'est là le métayage indigène. Il a été préconisé comme susceptible d'offrir des ressources au colon français, mais à la grande propriété seule, et par là n'offre pas d'intérêt pour notre étude. Nous allons donc étudier la question du métayage français en Tunisie.

On ne peut aborder ce sujet sans parler de M. Saurin qui a été le promoteur de l'idée de métayage en Tunisie. Originaire, croyons-nous, du Var, de cette Provence où pendant des siècles le régime du méteil a régi l'agriculture, professeur au lycée de Tunis, il s'est intéressé à l'œuvre de la colonisation et il est arrivé aux conclusions suivantes : « pour réussir en Tunisie, pour faire prospérer une petite exploitation, le paysan doit être un laboureur, conduisant lui-même sa charrue ou sa charrette, maniant la pioche aussi bien que le sécateur, et ne craignant pas de salir ses souliers dans le fumier. Il doit vivre de la vie du paysan. Voyez autour de vous à la campagne comment vivent les cultivateurs. Ils se nourrissent presque exclusivement avec les produits de leurs champs, basse-cour bien garnie, jardin bien tenu, une vache ou une chèvre. Dans un coin de la ferme on entend le grognement du cochon qui fournira la graisse, le lard et le jambon.

« Dans ces conditions, il faut peu de choses pour joindre les deux bouts.

« Le vrai paysan, malgré ses qualités de travail et d'endurance, ne peut pas s'établir en Tunisie avec chances de succès s'il ne dispose pas du capital nécessaire. Il ne peut pas y vivre comme journalier à cause du bon marché de la main-d'œuvre italienne et indigène, il ne peut donc s'y établir que comme maître valet, métayer, fermier ou propriétaire. Quelle que soit la combinaison adoptée, il doit acheter le sol, construire une maison et une écurie, disposer d'un cheptel, des instruments de labour et posséder les avances pour vivre en attendant la récolte. Et pour créer le vignoble indispensable les avances sont encore plus considérables ; durant 3 ans, il faut attendre en travaillant. Quelle grosse dépense que le défoncement ! Car sans un défoncement de 50 centimètres, la création du vignoble est une entreprise médiocre. Aussi, que de paysans ont échoué en Algérie malgré un travail acharné ! On leur avait pourtant concédé la terre pour rien, mais hélas ! ils n'avaient pas le capital nécessaire pour la mettre en valeur : ils empruntaient à gros intérêts et une mauvaise année suffisait à les ruiner.

« Le citadin qui possède le capital est aussi impuissant que le paysan sans capital, s'il ne sait pas s'entourer de bons cultivateurs français. En général, il ignore la culture et il voit germer dans sa cervelle les idées les plus extraordinaires. Tous, même les plus intelligents,

commettront des fautes graves. Je sens d'autant mieux les dangers qui menacent les citadins que j'ai passé moi-même par cet état d'esprit. . . Le citadin qui ne travaille pas lui-même et qui ne vit pas de la vie du paysan aura besoin d'un capital six fois plus important que le cultivateur de profession. Règle générale, il lui faudra au moins 40.000 à 50.000 francs s'il est économe et laborieux. »

Au fond M. Saurin s'est aperçu par sa propre expérience que beaucoup portaient en eux-mêmes un goût et un penchant vers l'agriculture et l'exploitation de la terre. Ces gens n'ont pas toujours tout leur temps à eux pour le donner au sol, ne voulant pas perdre des situations déjà acquises. D'ailleurs dans une culture directe, ils commenceraient, étant inexpérimentés, par accumuler les fausses manœuvres et dépenser bien plus qu'il ne serait nécessaire. Il existe un moyen et de satisfaire leurs goûts et de sauvegarder leurs intérêts, c'est d'installer un mé-tayer dont ils suivront les faits et gestes puisqu'ils partageront avec lui les récoltes, mais qui jouera vis-à-vis d'eux le rôle de « Sénat conservateur », suivant le mot de M. Saurin, quand ils seront portés à faire mauvaise route.

C'est sans doute ainsi que l'entreprise a dû germer dans la pensée de son créateur. Elle lui a vite paru offrir en même temps le moyen de faire venir en Tunisie cet élément qui ne se décidait pas à passer la mer, et pour de bonnes raisons, le petit colon doué de peu de ressour-

ces qui peuplera le pays. Il s'est dit, par suite du développement continu de son idée, que le métayer lui-même trouverait à sa première installation dans une administration bien entendue les conseils et les directions dont il aurait besoin sous un climat nouveau, en même temps que réciproquement il agirait sur les déterminations de cette administration par le poids de son expérience des choses culturelles. Il a pensé que le métayer économe deviendrait par la suite fermier et petit propriétaire. Et son patriotisme éclairé lui montrant l'importance d'un peuplement rural français de la Tunisie, il a consacré désormais son existence à une œuvre qu'il estime et nationale et rémunératrice, pécuniairement parlant. Nous allons l'étudier à deux points de vue successifs.

Quel est le sort du métayer dans cette combinaison ?

Quel profit retire le capitaliste ?

Car l'idée en s'agrandissant a un peu dévié. Ce n'est plus un citadin qui épris de la campagne établit un métayer ou deux, c'est la société financière par actions et obligations qui à une affaire de très bon rapport ajoute la satisfaction d'un intérêt national.

La Société des fermes françaises de Tunisie, Jules Saurin et Cie, en commandite par actions au capital de 500.000 francs, a pour objet l'achat de grands domaines qu'elle morcelle en exploitations de 50 à 100 hectares confiées à des métayers français. Ces fermes sont groupées autour d'un endroit bien choisi, destiné à devenir le centre de la région.

La ferme est donnée en métayage à un cultivateur de profession possédant les avances nécessaires pour vivre pendant un an et pour acheter son matériel agricole. Le métayer a droit à la moitié de tous les produits et à la totalité des petits produits nécessaires à l'alimentation de la famille (jardin, basse-cour, etc.). Sur les fermes où l'on crée un vignoble, la société défonce le terrain à la vapeur et paye au métayer des indemnités de culture jusqu'au jour où la vigne a atteint sa 2<sup>e</sup> feuille. Le métayer est tenu d'apporter ses raisins à la cave commune qui sera outillée suivant les perfectionnements les plus récents.

La société ne confie ses métairies qu'à des cultivateurs de profession n'ayant jamais quitté la campagne, conduisant eux-mêmes la charrue et exécutant tous les travaux des champs.

Les avances nécessaires au métayer futur sont de 1.000 à 3.000 francs en espèces, dit le prospectus, qui ajoute : « Il lui faut acheter son matériel et avoir des avances nécessaires pour vivre pendant un an. » Son matériel agricole comprend : une grosse charrue de 120 à 130 fr., deux petites charrues de 25 francs, une charrette de 300 francs, une moissonneuse-lieuse qu'il peut payer sur trois récoltes et qui lui permet de moissonner seul 50 à 60 hectares de céréales. Les avances nécessaires pour vivre pendant un an varient de 600 à 1200 francs, suivant les goûts et la manière de vivre des familles. Enfin le métayer devra payer ses ouvriers auxiliaires (1 à 2 ara-

bes, payés 1 fr. 20 par jour, sans nourriture). Il faut évidemment ajouter l'achat d'un mobilier. « Le métayer supporte seul tous les frais d'exploitation. Les semences seront payées par moitié. » « Le métayer devra les passer au trieur et les semer au semoir », ce qui introduit l'achat de deux nouveaux instruments.

Les taxes et impôts, tels que l'achour, établis ou à établir sur les terres de culture, les droits de marché, l'assurance du bétail contre l'incendie, etc., sont par moitié à sa charge. Il devra assurer à ses frais son mobilier et ses risques locatifs ; les petites réparations d'entretien sont aussi à ses frais. La société fournit la batteuse à vapeur, le charbon et la moitié du personnel qu'elle emploie.

Pour la vigne, à partir de la quatrième année tous les soins culturaux sont du ressort du métayer, et le propriétaire est en droit de les faire faire lui-même en régie, aux frais du métayer, si ces travaux n'étaient faits en temps voulu.

Les bénéfices et pertes sur le bétail sont partagés par moitié.

Le vin est partagé par moitié : le propriétaire fournit paniers, banastes et comportes moyennant une rétribution du métayer de 5 francs par hectare de vigne et par an. Il supporte tous les frais de cave, de vaisselle vinaire et de vinification moyennant une indemnité de 0 fr. 40 par cent kilogrammes de raisins payée par le métayer sur sa part de raisins aussi bien que sur celle du propriétaire. Cent kilogrammes de raisins donnent en moyenne en

Tunisie soixante-cinq litres de vin, donc ces 0,40 représentent pour le métayer un débours de 1 fr. 23 par hectolitre de vin de sa part. Les lies et les marcs appartiennent au propriétaire seul.

Si par la vente des céréales et animaux, par les indemnités de la vigne et par sa part dans la plus-value du bétail, le métayer n'obtient pas durant l'année agricole une valeur de 1.000 à 2.000 francs, selon le contrat le propriétaire est tenu de parfaire cette somme de ses deniers personnels.

M. Saurin estime le revenu brut de la métairie à 10.000 francs avec 10 hectares de vigne, à 12.720 fr. avec 15 hectares. Il escompte une production de vin de 60 hectolitres à l'hectare se vendant 12 francs l'hectolitre, ce qui lui donne comme revenu de la vigne 7.200 francs dans le premier cas, 10.800 dans le second. Voilà et une production et un prix pour l'avenir qui risquent de se réduire à 40 hectares en moyenne et 10 francs l'hectolitre ; alors nous tombons à 6.000 fr. et 4.000 francs, et en acceptant ce rendement, nous nous croyons plus sûrs d'éviter des mécomptes. Il compte 6 quintaux de blé à 20 francs, alors que le blé se tient ordinairement dans le prix moyen de 18 francs (En 1898, il est monté momentanément à 26 fr. mais sous l'influence de causes particulières, il est retombé aussitôt) et 10 quintaux d'avoine à 12 francs, qu'il serait plus sûr de coter peut-être un peu plus bas. Les céréales lui donnent ainsi le chiffre surélevé de 2.120 fr. Nous nous croyons plus près de la vérité avec 1.800 fr.

Enfin M. Saurin escompte à 400 francs le bénéfice sur le bétail, bénéfice sur lequel il est difficile d'établir une règle bien fixe avec les variations des prix, les aléas des sécheresses et les différences d'aptitudes spéciales qu'exigent chez le métayer la connaissance du bétail, pour l'achat et la vente. En définitive, nous croyons devoir réduire le produit brut moyen de la métairie entre 6.000 et 8.000 francs, dont 3 à 4.000 francs pour la part du métayer. Or il a pour 1.500 francs de dépense pour les achats à moitié, les journées de manœuvre et les frais de vinification. Ainsi sur ses 15 hectares de vigne produisant la moyenne que nous admettons, 40 hectolitres, il doit payer 75 francs de droit fixe et  $600 \times 1 \text{ fr. } 23 = 738$  francs, soit 813 francs, plus la moitié de la taxe viticole, 3 francs par hectare, 45 francs en tout, 22 fr. 50 pour sa part, soit 835 fr. 50. De plus, le métayer doit fumer la vigne, tous les ans, de la façon suivante : fenu grec semé en octobre et enfoui avant la fin janvier ; engrais divers achetés par moitié, 50 francs au minimum par hectare (superphosphates, fumiers arabes, tourteaux). La semence de fenu grec et toutes les fois que la production dépasse 40 hectares, un achat de fumier représentant pour les 15 hectares 375 francs pour la part du métayer, viennent encore s'ajouter à ses 835 fr. 50. Et qu'on ne dise pas : il récupérera ses 375 francs avec l'excédent de récolte sur la moyenne de 40 hectolitres qui sert de base à nos chiffres antérieurs, car cet excédent ne viendra que suppléer aux années où la récolte aura été inférieure.

Donc le métayer, selon l'importance de la métairie, ayant engagé un avoir de 1.000 à 3.000 francs, retirera un produit net de 1.500 à 2.500 francs. Il n'a pas de loyer ; le jardin et la basse-cour, un porc engraisé subviennent à une bonne partie de sa nourriture. Suivant ses goûts et sa manière de vivre, son entretien et celui de sa famille peuvent varier de 900 à 1.500 francs ce qui lui assure la possibilité d'économiser. Il est à l'abri des mauvaises années par le minimum de 1.000 à 2.000 francs qui lui est assuré. La situation est très sortable une fois la vigne en rapport. Quelle est-elle avant que la vigne soit en rapport ?

Pendant les trois premières années en dehors des 1.000 francs qu'il peut tirer en moyenne des céréales et du bétail, il ne touche rien de la vigne qui est en formation. Mais il reçoit pour les travaux qu'il est obligé d'y faire des indemnités de 56 francs par hectare, plus 22 fr., la première année, soit pour 10 hectares, 780 francs et pour 15, 1.150 francs la première année, 560 et 840 les deux autres. Il a à recourir pour ces travaux à peu de main-d'œuvre étrangère. La troisième année il peut à la rigueur avoir un très maigre produit de la vigne. La taxe viticole et la taille ressortent du propriétaire.

La quatrième année les indemnités sont supprimées et la production ne fait que débiter. Aussi le propriétaire abandonne tout le vin au métayer tant que la vigne ne produit que 8 hectolitres et au-dessous. Le surplus revient au propriétaire, jusqu'à concurrence de 8 hectolitres.

Ensuite le partage a lieu par moitié. Cette période de transition est la plus désavantageuse, au moins vers les quatrième, cinquième et sixième années au métayer dont le bénéfice sur la vigne est fort réduit, malgré la clause qui lui assure toute la récolte tant qu'elle est infime.

Voyons maintenant le profit du capitaliste. La première mise de fonds pour une exploitation de 50 hectares, comportant 15 hectares de vigne, serait d'après les calculs qui semblent bien établis par M. Saurin de 36.000 francs et sa mise totale de 40.000 francs. Le produit brut à l'époque du plein rendement serait, nous l'avons vu, de 12.920 francs dont 6.460 pour sa part. Il faudrait déduire 460 francs pour la nourriture des animaux de labour et divers, et il resterait net 6.000 francs.

Les résultats seraient bien beaux : l'intérêt serait de 15 0/0, mais il faut en rabattre. Nous avons déjà réduit la part de 6.460 francs à 3.500. Reste à rechercher si les frais ne montent qu'à 460 francs.

Cette société a un directeur résidant à Tunis, un bureau, des employés, des frais d'administration dont il n'est pas parlé, et qui sont à récupérer sur les bénéfices.

Elle supporte dans les années de production inférieure à 40 hectolitres à l'hectare, l'achat de 750 francs de fumier pour la vigne et de 375 francs dans les années de production supérieure. En outre elle a à sa charge la demi taxe sur la vigne, soit 22 fr.50, la moitié des achats de soufre et de sulfate de cuivre, des superphosphates ou autres engrais pour les céréales, des frais de nourri-

ture du bétail. Pour les battages elle fournit la machine, le charbon et une partie du personnel. Pour la vendange, le personnel de vinification, et toute la vaisselle vinaire susceptible d'usure. Il est vrai que de ce chef le métayer lui paie 738 francs en moyenne, mais tous les soins du vin, soutirage, etc., lui incombent à elle seule. De plus, les mauvaises années, lorsque la part du métayer et par conséquent sa propre part, tombent en dessous de 1.000 à 2.000 francs, elle doit lui parfaire cette somme de ses deniers. Ces années-là elle a supporté intégralement les 750 francs de fumure de la vigne, et elle peut se trouver à découvert de 1.500 à 2.000 francs. Les débours moyens annuels de la société dans une décade pour une métairie comprenant 15 hectares de vigne, inclus l'amortissement du gros matériel, machines à vapeur, batteuses, réfrigérants et pompes de la cave, etc. peuvent être évalués à 1.200 francs. Alors des 3.500 francs, produit brut moyen, il ne reste donc que 2.300 francs nets, ce qui représente pour rémunérer le capital de 40.000 francs un intérêt de 5 fr. 75 0/0.

Cet intérêt ne sera retiré qu'à la période de pleine production de la vigne. Les premières années, les frais de plantation et de constitution de la vigne absorbent, et au delà les revenus. M. Saurin le reconnaît, puisqu'après avoir établi la première mise de fonds à 36.000 francs, il ajoute que la mise totale de 4.000 francs de débours sera en plus dans les premières années. Si nous capitalisons l'intérêt non rendu pendant cette période et l'ajoutons

au capital, nous tomberions à 5 0/0. C'est là le résultat qui nous paraît devoir être attendu de cette combinaison. Elle offre donc des éléments sérieux de bénéfice, un intérêt pour le capitaliste qui sans être brillant est appréciable, une garantie du capital par l'existence de domaines fonciers, et, pour le cultivateur non fortuné, la possibilité d'une existence assez aisée pour lui permettre des économies.

Cette société est en pleine activité. Elle a un premier centre à Saint-Cyprien, situé à 18 kilomètres de Tunis, sur la grande route du Kef, où elle a créé, sur 980 hectares dont 910 labourables, 10 fermes qui sont en exploitation et 94 hectares de vigne. Elle pourra y ensemençer chaque année 400 hectares en céréales. Elle est en création d'un second centre à Munclar près Béza, sur une superficie de 630 hectares dont 600 labourables, de six grandes fermes et de 60 hectares de vigne. Elle a à la Manouba, près de Tunis, deux fermes de 100 hectares. Elle a construit à Saint-Cyprien et à Munclar des chapelles. Cette dépense qui est intelligemment faite pour faciliter la venue du cultivateur n'en est pas moins un nouveau débours qu'il faut faire entrer proportionnellement dans le capital de création des métairies. L'Etat a construit à Saint-Cyprien et construira à Munclar une ferme-école.

La société a encore acheté près de Munclar 300 hectares. Elle possède actuellement 20 familles de métayers. Elle fait des conditions toutes particulières pour faciliter

leur venue. Elle offre pendant un mois le logement et la nourriture en échange de 5 journées de travail par semaine aux cultivateurs sérieux qui veulent étudier le pays avant de prendre une ferme. Elle permet même de prendre à l'essai pour un an l'une de ses fermes. Elle garantit cette première année un minimum de produits bruts variant suivant l'étendue de la ferme, et si l'on ne veut pas continuer le bail, après l'année d'essai, elle rachète le matériel au prix de facture diminué de 10 à 20 à raison de l'usure. Faisant des baux de 3, 6 et 9 ans, elle engage vivement les cultivateurs disposant du capital nécessaire pour acheter un domaine à prendre au début une ferme en métayage. Ils apprendront ainsi à connaître le pays et achèteront dans de bonnes conditions deux ou trois ans après, tandis qu'ils courent le risque de se tromper et de faire des écoles coûteuses en s'établissant comme propriétaires aussitôt après leur arrivée en Tunisie.

Ce sont là des mesures bien prises pour rendre service au peuplement français. Mais il reste une question : le recrutement même des métayers. S'il ne se fait rapidement à mesure qu'une ferme est créée ou libre, c'est une perte d'intérêt pour la société, et d'ailleurs le bétail existant et la vigne constituée ne peuvent s'en accommoder. S'il se fait avec de mauvais éléments, la vigne tout au moins qui représente un capital foncier important peut en souffrir et le rendement général être réduit ou annihilé. Les métayers ont besoin d'être surveillés continuel-

lement à ce point de vue, d'où la nécessité d'employés de l'administration soit toujours sur route, soit résidant sur place, comme cela a lieu à Saint-Cyprien. M. Saurin raconte ainsi lui-même ses déboires avec son premier métayer (Conférence faite à Paris, sous la présidence de M. Bonvalot, sur le peuplement français de la Tunisie).

« Restait à trouver de bons métayers : il n'y a pas de paysans français en Tunisie, il fallait donc les faire venir de France. Mon premier métayer fut un ancien huissier. Quelques mois après la conclusion du contrat, il m'envoyait du papier timbré. Le second était un cultivateur du Jura ; le curé et l'instituteur m'avaient fourni d'excellents renseignements : la femme s'approchant des sacrements, le mari était apte à tous les travaux des champs ? Que Dieu leur pardonne à tous deux leurs réticences ; ils avaient voulu débarrasser leur commune d'un mauvais sujet. C'était un ivrogne incorrigible, battant sa femme et ses enfants, et incapable d'un travail sérieux. Trois mois après son arrivée, le fils aîné et la mère firent un véritable coup d'état ; un beau soir on ferma la porte au nez de l'ivrogne, et il partit pour la France me laissant sur les bras ses six enfants, dont trois en bas-âge. Je ne me décourageai pas pour cela. Je bouclai ma valise et vins moi-même en France pour y chercher des cultivateurs. A trois reprises différentes je parcourus les pays qui fournissent le plus d'émigrants, je me créai partout des relations et je trouvai enfin de bonnes familles qui me donnent satisfaction. En même temps quatre chefs

de culture établis depuis plusieurs années en Tunisie disposant de modestes capitaux, s'installaient chez moi en qualité de métayers. Rien de plus difficile que de décider, dans un village, la première famille à venir en Tunisie ; mais une fois la première partie, d'autres viennent la rejoindre facilement... Une petite commune des environs de Montauban a déjà fourni quatre familles à la Tunisie ; une autre des environs de Nantes m'a fourni des cultivateurs pour quatre fermes. Dans quelques années, quand ces cultivateurs seront arrivés à une large aisance, nous trouverons de nombreuses familles disposées à suivre leur exemple, et les propriétaires de Tunisie, qui voudront créer des fermes n'auront que l'embarras du choix... J'ai eu des ennuis et des déceptions de toutes sortes... »

Voilà bien le premier inconvénient du système : on ne peut prendre ou faire venir en France les premiers venus comme métayer. Il faut choisir avec soin des hommes énergiques et autant que possible pourvus de famille en état de travailler. Il est nécessaire de les recruter soi-même sur place sans se fier absolument aux renseignements fournis soit par des propriétaires, soit par d'autres répondants. Aller vérifier en France si l'aspirant métayer possède toutes les qualités requises, et le choisir parmi des hommes énergiques, pères d'une nombreuse famille aux habitudes suffisamment primitives pour résister à l'isolement relatif et au manque des ressources ordinaires de leur village qui les attendent en Tunisie, est un

système non seulement excellent, mais c'est encore le seul qui évite le mieux à l'entreprise les aléas du métayage. Mais ce procédé sans être à l'abri des erreurs, entraîne des frais et des démarches dont il serait juste de tenir compte dans l'établissement du produit net. De même sur les vingt ou trente métairies, il faudrait décompter les vacances de métayers par suite de départ ou de décès et les mauvaises exploitations. En 1899 M. Saurin disait : « Je n'ai pas encore eu de ferme vacante pendant plus de trois mois. » Il n'empêche que ces vacances, même de trois mois, diminuent d'autant les estimations de rapports moyens.

Certes à mesure que la colonisation se développera on trouvera davantage dans le pays même des éléments parmi les chefs de culture et les petits régisseurs, et l'auto-recrutement se fera par lui-même ; une famille venue de France réussissant en attire d'autres. Mais au début l'œuvre supportera des frais et des risques qu'il faut faire entrer en ligne de compte, et toujours elle exigera plus de soin dans le choix des sujets que s'il s'agissait de fermiers, car ce dernier peut bien ne pas payer mais il ne gaspillera pas les avances à lui faites.

Nous avons exposé le système actuel de M. Saurin. Il y est arrivé par des tâtonnements successifs. Au début de ses essais la céréale était la base de son exploitation. C'est alors qu'il écrivait dans son *Manuel de l'émigrant en Tunisie* (éd. de 1896), des renseignements un peu optimistes sur les cultures de l'Afrique du Nord, notam-

ment sur les sept suivantes, qui, d'après lui, réussiraient d'une manière constante au nord de la Tunisie : l'avoine, l'orge, le blé, le lin, les fèves, les vesces, le fenu grec. Avec ces sept plantes on établissait un assolement avantageux. Bonne partie des terres était consacrée à l'alimentation du bétail, et tous les ans on introduisait une sole de légumineuses. Telle était la base de l'exploitation. On y joignait quelques arpents de vigne et quelques cultures arbustives.

L'expérience lui montra par la suite son erreur. Il avait compté sans l'irrégularité de la récolte des céréales en Tunisie. De plus, il ignorait les termes précis d'un bon contrat de métayage, enfin le recrutement trop hâtif de ses collaborateurs lui avait causé des déceptions. Nous croyons son œuvre actuelle, qui n'est pas encore arrivée à l'expérimentation complète appelée à se perfectionner par la pratique.

#### § 4. — Examen de combinaisons agricoles officielles.

En 1900 la Direction de l'Agriculture a lancé une brochure intitulée :

« Exemples des combinaisons agricoles applicables en Tunisie. »

Combinaisons dont les caractères communs sont les suivants :

1<sup>o</sup> Union du capital et du travail ;

2<sup>o</sup> Avances faites par le propriétaire pendant la pre-

mière année ou pendant un certain nombre d'années ;  
 3° Culture simultanée de la vigne et des céréales et  
 élevage d'un certain nombre d'animaux.

Il n'y a là pas autre chose que les idées de M. Saurin. Quatre combinaisons-types sont exposées. Nous allons en passer rapidement en revue deux au hasard, les deux premières par exemple.

a. — *Combinaison A. — Contrat de métayage.*

Le propriétaire donne à métayage à un fermier une propriété de 50 hectares toute agencée, c'est-à-dire dont il a acheté le sol et sur laquelle il a construit une maison, une écurie et creusé un puits. Il fournit le cheptel, les semences pour la première année et il a fait défricher 15 hectares pour la vigne.

**Dépenses du propriétaire.**

Achat du sol, construction :

|                                                                                                           |            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 50 hectares à 200 francs. . . . .                                                                         | 10.000 fr. |
| Maison de trois pièces, écurie de 20 mètres de long sur 7 mètres de large. Aménagement des eaux . . . . . | 7.000 »    |
| <i>Cheptel.</i> — 4 bœufs de labour, 10 vaches, 5 taurillons . . . . .                                    | 2.000 »    |
| <i>Semences.</i> — Paille et fourrage pour la première année et divers . . . . .                          | 1.000 »    |
| Total . . . . .                                                                                           | 20.000 »   |

Rendements :

*Céréales.* — 17 hectares 1/2 sont consacrés à cette culture et peuvent donner un produit moyen

de 80 francs à l'hectare (déduction faite des semences, de la moisson et du battage), soit 6 quintaux de blé à 20 francs ou 30 quintaux d'avoine à 12 francs. 17 hectolitres 1/2 à 80 francs. . . . . 1.400 »

*Fourrage et bétail.* — 17 hectares 1/2 consacrés au fourrage ou au pâturage, ce qui permet d'entretenir 20 bêtes à corne donnant un produit moyen annuel de 20 francs . . . . . 400 »  
Total . . . . . 1.800 »

Sur cette somme, 900 francs reviennent au métayer et 900 au propriétaire, ce qui fait plus de 4 0/0 du capital qu'il a engagé.

Mais au bout de quatre ans, la vigne rapporte et la situation est alors la suivante :

#### Dépenses pour la plantation de la vigne.

La création d'un vignoble (extirpation du chiendent, défoncement à la vapeur à 50 centimètres, entretien du vignoble pendant trois ans, cave, cuves en maçonnerie) exige une dépense supplémentaire de 2.000 fr. à l'hectare, soit pour un vignoble de 15 hectares. . . . . 30.000 fr.

Qui ajoutés au 20.500 fr. nécessaires à la création de la ferme . . . . . 20.500 fr.  
Donnent comme dépense totale. . . . . 50.500 fr.

*Rendement.* — Produit du vignoble, 25 hectolitres de vin vendu à 15 fr. = 375 fr. à l'hectare, soit 5.625 francs dont pour le propriétaire. . . . . 2.812 fr. 50  
Qui ajoutés aux. . . . . 900 »  
Du produit des céréales et de l'élevage donné. . . . . 3.712 fr. 50

Soit pour le propriétaire un revenu de  
$$\frac{3.712,50 \times 100}{50.500} = 7 \text{ 0/0 environ.}$$

Par la suite, lorsque le vignoble sera en plein rapport, vers la sixième ou septième année, le rendement sera le suivant :

|                                                           |           |
|-----------------------------------------------------------|-----------|
| Produit du vignoble, 50 hectolitres de vin,               |           |
| vendu à 15 fr. = 750 fr. à l'hectare, soit                |           |
| 11.250 fr. dont pour le propriétaire . . .                | 5.625 fr. |
| Qui ajoutés aux. . . . .                                  | 900 »     |
| Du produit des céréales et de l'élevage don-              | 6.525 »   |
| nent $\frac{6.525 \times 100}{50.500} = 12\ 0/0$ environ. |           |

Nous ferons à cette combinaison la critique suivante :

Les prix du blé et de l'avoine sont surélevés légèrement, de même que le rapport des bêtes à corne, emprunté aux chiffres de M. Saurin, est trop sujet à des variations. Le produit du vignoble, 50 hectolitres à l'hectare, surtout le prix de 15 francs sont trop élevés. Nous aurons 40 hectolitres à 10 francs, soit 400 francs à l'hectare, 6.000 francs pour 15 hectares. Au fond, nous ne retrouvons là que la métairie, type Saurin, avec 15 hectares de vigne, dans laquelle une plus grande superficie est réservée aux fourrages. Le chiffre de rendement est donné plus bas pour le vin, mais le prix de vente est relevé. L'intérêt supposé de 12 0/0 est basé sur l'évaluation du produit brut sans tenir compte d'aucune des dépenses qui incomberaient au propriétaire, ni des frais de culture.

b. — Combinaison B. — Exploitation par colon possédant de 5 à 6.000 francs.

*Conditions.* — Achat par le propriétaire d'un domaine de 50 hectares. Construction d'une maison, d'une ferme

et d'un puits. Défoncement à la vapeur de 14 hectares pour la plantation de la vigne, location du domaine à un fermier qui paye au propriétaire 50 0/0 des capitaux engagés, fournit lui-même tout le travail et le cheptel nécessaires à l'exploitation du domaine et plante à ses frais 14 hectares de vigne en cépages désignés par le propriétaire.

Au bout de 5 ans la vigne entre en sérieux rapport : le propriétaire prend pour lui 10 hectares et en laisse 4 au fermier qui en devient propriétaire. A partir de cette époque, le propriétaire peut ou s'occuper directement de ses 10 hectares de vigne ou les faire valoir par le fermier comme vigneron à moitié.

Ce mode d'exploitation ne peut convenir que pour un terrain à peu près complètement défriché.

Nous allons voir que la construction d'une telle ferme coûtera au capitaliste un peu plus de 21.000 francs, c'est-à-dire qu'avec un capital de 200.000 francs environ, on peut, tout en retirant le 5 0/0 de son argent pendant les quatre premières années et bien davantage par la suite, établir dix fermes soit dix familles françaises, c'est-à-dire 50 à 60 compatriotes.

I. — *Dépenses incombant au propriétaire.*

|                                                    |            |
|----------------------------------------------------|------------|
| Acquisition de 50 hectares à 200 francs . . .      | 10.000 fr. |
| Construction d'une maison d'habitation . . .       | 4.000 »    |
| Construction hangar et écurie. . . . .             | 1.000 »    |
| Puits . . . . .                                    | 1.000 »    |
| Défoncement de 14 hectares à 300 fr. l'un (1). . . | 4.200 »    |
| Total . . . . .                                    | 21.000 »   |

(1) Ce prix de 300 francs, est peut-être un peu faible, il serait pré-

Intérêts à 5 0/0 de 21.200 francs ou fermage = 1.060 francs (1).

Il reste au fermier à cultiver en dehors de la vigne  $50 - 14 = 36$  hectares, sur lesquels il suivra l'assolement suivant :

12 hectares jachère et plantes sarclées, fourrages verts, etc., etc. ;

12 hectares de blé ;

12 hectares avoine fauchables.

Dans la sole de la jachère il labourera toute l'année, pour les nettoyer, les parties envahies par les mauvaises herbes ; dans les parties propres il fera des fèves, des fourrages verts, etc.

Les 14 hectares de vigne seront plantés par le fermier, à trous ou à barre à mine, en boutures dont les cépages lui seront indiqués par le propriétaire.

II. — *Dépenses et recettes du fermier.*

a) Dépenses incombant au fermier pendant la première année.

féral de compter 350 francs, ce qui augmenterait la location de la ferme de 35 francs par an.

(1) Il est à remarquer que ce fermage ne monte qu'à 21 francs par hectare (location de la maison comprise), et que le propriétaire peut encore le réduire en se contentant, dans l'intérêt de son fermier, du 4 0/0 du capital engagé.

|                                                  |               |
|--------------------------------------------------|---------------|
| <i>Achat du matériel. — 2 charrues à</i>         |               |
| 40 et 60 francs.. . . .                          | 100 fr.       |
| 2 herses à 30 et 40 francs. . . . .              | 70 »          |
| 1 rouleau . . . . .                              | 150 »         |
| 1 houe à cheval . . . . .                        | 70 »          |
| 1 scarificateur . . . . .                        | 150 »         |
| 1 tarare . . . . .                               | 50 »          |
| Instruments divers . . . . .                     | 100 »         |
| 2 arabas ou tombereaux et harnais                |               |
| à 180 fr. . . . .                                | 360 »         |
| Achat du cheptel, 4 mulets ou che-               |               |
| vaux avec leurs harnais à 250 fr.                | 1.050 fr.     |
| l'un (1) . . . . .                               | 1.000 » (2) } |
| 10 vaches ou bouvillons à 80 fr . . .            | 800 » }       |
| Nourriture du bétail de travail pendant six      |               |
| mois, à raison de 1 franc par tête et par        |               |
| jour $180 \times 4$ . . . . .                    | 720 »         |
| Fourniture de plants de vigne, à raison de       |               |
| 2.500 boutures à l'hectare : $14 \times 2.500 =$ |               |
| 35.000 à 5 fr. 0/00 . . . . .                    | 175 »         |
| Semences pour 24 hectares à 20 francs par        |               |
| hectare . . . . .                                | 480 »         |
| Fermage . . . . .                                | 1.060 »       |
| Nourriture du personnel : 4 personnes pen-       |               |
| dant 6 mois à 1 fr. 25 par personne et par       |               |
| jour : $180 \times 5 =$ . . . . .                | 900 »         |
| Total                                            | 6.185 »       |

(1) Ce prix de 250 francs est une moyenne, car s'il est trop élevé pour l'achat d'un cheval il n'est pas suffisant pour celui d'un mulet. On peut acheter un cheval pour 150 francs, tandis qu'un mulet coûte de 300 à 400 francs.

(2) Ce chiffre est un minimum, l'intérêt du fermier est d'avoir le plus de bétail possible, et au fur et à mesure que ses ressources en fourrages augmenteront il devra doubler et tripler le nombre de ses animaux.

Dans les dépenses ci-dessus, certaines sont faites une fois pour toutes et ne se représentent plus dans le courant du bail que sous forme d'intérêt, d'autres sont faites pour six mois, tandis que d'autres enfin se représenteront tous les ans.

#### Dépenses fixes.

|                                          |           |
|------------------------------------------|-----------|
| Achat du matériel . . . . .              | 1.050 fr. |
| Achat du cheptel . . . . .               | 1.800 »   |
| Fourniture des plants de vigne . . . . . | 175 »     |
| Total                                    | 3.025 »   |

Ces 3.025 francs devront figurer dans les dépenses des années suivantes sous forme de 5 0/0 d'intérêt + 15 0/0 de frais d'amortissement et d'usure, soit 20 0/0, de sorte que les frais culturaux annuels seront grevés de  $\frac{3.025 \times 20}{100} = 605$  fr. qui ajoutés au fermage représentent 605 francs + 1.665 francs.

#### b) Produits de la première année.

|                                                                                       |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 12 hectares de blé à 10 hectolitres à l'hectare = 120 hectolitres à 16 francs (1) . . | 1.920 fr.   |
| 12 hectares d'avoine à 24 hectolitres à l'hectare = 288 à 7 francs. . . . .           | 2.016 »     |
|                                                                                       | 3.936 » (2) |

(1) Ce rendement est un peu élevé pour certaines régions comme celle du cap Bon, mais il n'a rien d'exagéré pour celles qui sont plus favorisées par les pluies comme Béjà, Bizerte, Mateur, etc.

(2) Dans les calculs précédents on n'a pas tenu compte des produits des menus grains pas plus que de ceux de la vacherie ou de la

|                                                                                                                                                                |               |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Dépenses annuelles à déduire pour chaque année . . . . .                                                                                                       |               |
| Fermage et intérêts, 1.060 plus 605 francs .                                                                                                                   | 1.665 fr.     |
| Semences. . . . .                                                                                                                                              | 480 »         |
| Nourriture du bétail de trait, en grain : 4 kilos par tête et par jour, soit 16 kilos par jour et pour 365 jours, 58 quintaux à 10 francs (1). . . . .         | 580 »         |
| Nourriture de la famille estimée en grain pour faire du pain à raison de 1 kilo par tête et par jour, $4 \times 365 = 1.460$ , à 20 fr. les 100 kilos. . . . . | 292 »         |
|                                                                                                                                                                | <hr/> 3.017 » |

Reste pour le bénéfice de la première année : 3.936 —  
3.017 = 919 francs.

#### Deuxième année.

Les frais et les produits restent les mêmes pendant la deuxième année d'où le bénéfice sera également la deuxième année de 919 francs, mais à partir de la troisième, la vigne commence à donner un faible produit qui ira chaque année en augmentant. On peut adopter les chiffres suivants :

#### Troisième année.

|                                                                            |           |   |                 |
|----------------------------------------------------------------------------|-----------|---|-----------------|
| Produits ordinaires . . . . .                                              | 3.936 fr. | } | 5.616 fr.       |
| Produit de la vigne, 10 hectolitres à 12 fr. = 120 francs, pour 14 hect. . | 1.680 »   |   |                 |
| Dépenses (2). . . . .                                                      |           |   | 3.017 fr.       |
| Bénéfice net de la 3 <sup>e</sup> année. . . . .                           |           |   | <hr/> 2.599 fr. |

basse-cour, on les a considérés comme devant, avec le pain, alimenter le ménage.

(1) L'orge se paie un peu plus cher cette année.

(2) Il n'y a pas à compter de frais pour la vigne (sauf le soufrage et le sulfatage), le fermier travaillant lui-même de ses mains.

## Quatrième année.

|                                                                           |           |   |                  |
|---------------------------------------------------------------------------|-----------|---|------------------|
| Produit des céréales. . . . .                                             | 3.936 fr. | } | 7.296 fr.        |
| Produit de la vigne, 20 hectolitres à<br>12 fr. = 240 fr. pour 1 hectare, |           |   |                  |
| d'où pour 14 hectares . . . . .                                           | 3.360 »   |   |                  |
| Dépenses. . . . .                                                         |           |   | 3.017 fr.        |
| Bénéfice de la 4 <sup>e</sup> année. . . . .                              |           |   | <u>4.279 fr.</u> |

## Cinquième année.

La vigne est en rapport, c'est à ce moment qu'a lieu le partage, à moins que le propriétaire ne préfère laisser la moitié de la récolte de ses 10 hectares. Dans tous les cas, le fermier avec ses 4 hectares ferait la récolte suivante :

|                                                                                 |           |   |                  |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----------|---|------------------|
| Produit de 4 hect. de vigne à 50 hectolitres = 260 hectolitres à 15 fr. . . . . | 3.000 fr. | } | 6.936 fr.        |
| Produit des céréales . . . . .                                                  | 3.936 »   |   |                  |
| Dépenses . . . . .                                                              |           |   | 3.017 fr.        |
| Bénéfice de la 5 <sup>e</sup> année. . . . .                                    |           |   | <u>3.919 fr.</u> |

En résumé, au bout de la cinquième année, le fermier peut arriver à un revenu net de près de 4.000 francs dont il y aurait lieu de déduire quelques dépenses de sulfatage, de soufrage et d'acquisition de fûts pour loger sa récolte de vin. Notons en passant qu'il simplifierait son travail en vendant directement son raisin au propriétaire.

Quant au propriétaire, au bout de cinq ans, il se trouve à la tête de 10 hectares de vigne qui, à 2.500 francs l'hectare, représentent une valeur de 25.000 francs. Sa ferme lui rapporte toujours 5 0/0 et sa vigne de 4 à 5.000 francs net suivant le mode d'exploitation (direct ou à vigneronnage par moitié).

Résumons : le propriétaire ne court pas de risques puisque toutes les avances qu'il a faites restent inhérentes au sol et que, quoiqu'il arrive, son domaine représente toujours les sommes qu'il a dépensées.

Quant au fermier sa situation est excellente, il ne paye qu'un fermage faible et à la cinquième année ses avantages se trouvent considérablement augmentés par la possession et la jouissance exclusive de 4 hectares de vigne.

Cette combinaison appelle l'observation suivante :

Un capitaliste ne se contentera pas du 5 0/0 pour prix de fermage en Tunisie, alors que sa ferme peut rester un certain temps sans être louée et que les bâtiments sont à entretenir au moins dans le gros œuvre.

Les chiffres : 10 hectolitres de blé à l'hectare correspondent à 8 quintaux 33 ; 24 hectolitres d'avoine à l'hectare à 15 quintaux. On ne voit pas pourquoi le rendement moyen qui dans la combinaison A était 10 et 6 devient 8 1/3 et 15 dans la combinaison B. Il n'est pas question de fumure. La vaisselle vinaire, la cave se borne à « l'achat de quelques fûts pour loger la récolte de vin ». C'est trop économique. L'entretien de la famille estimé à 292 fr. ne l'est pas moins.

Nous lisons encore dans la brochure (p. 24) : « *Généralisation du système* : ainsi que nous le disions au commencement, si on suppose un capitaliste possédant 200.000 francs, il pourra acheter 500 hectares de bonnes terres (comme à la Mornaghia par exemple) et créer dix

fermes groupées sur le même. Au bout de cinq ans il se trouverait propriétaire de 100 hectares de vigne valant plus de 200.000 francs. Il pourrait en outre construire un cellier au centre de ses propriétés et travailler lui-même tout le raisin produit sur les  $14 \times 10 = 140$  hectares de vigne répartis dans ses différentes fermes, évitant ainsi à ses fermiers des dépenses d'installation de chais et pouvant obtenir à meilleur compte un vin de bonne qualité. »

Nous répondrons : les dix fermes reviendraient au propriétaire, d'après les calculs précédents, à 212.000 fr. S'il construisait un cellier et le meublait de sa vaisselle, ce qui est nécessaire pour faire du vin de bonne vente, il aurait de ce chef, pour une cave pouvant contenir la récolte des meilleures années des 140 hectares de vigne, soit d'une contenance de  $140 \times 75 = 10.500$  hectolitres, une dépense supplémentaire de 100.000 francs.

On sent dans cette combinaison, sans nous y étendre davantage, les calculs peu pratiques engendrés par les idées de l'agriculteur en chambre qui réfléchit la plume à la main devant une rame de papier. Au bout de ses neuf ans de bail la propriété de 4 hectares de vigne ne permettra pas au fermier de s'y retirer et vivre dessus. Comme il ne pourra acheter de terrain alentour, il sera obligé ou de rester sur sa ferme, ou de s'établir aux environs à distance de sa petite vigne. Quant au propriétaire, il posséderait un domaine semé de 10 enclaves. Certes les chiffres sont beaux. Il toucherait dix fermages

et 1.060 francs, soit 10.600 francs, plus de 4 à 5.000 francs net pour chacune de ses vignes, soit de 40 à 50.000 fr. : en tout de 50 à 60.000 francs pour un capital engagé de 200.000 francs. Mais tous ces chiffres sont surfaits en plus ou en moins. Au fond, son domaine serait constitué de trois éléments : fermes, vignes par exploitation directe ou à moitié, vignes passées aux mains de ses fermiers. En admettant qu'il fit désormais la culture directe de ses vignes, nous ne voyons pas comment il pourrait louer encore des fermes réduites à 36 hectares sans vignoble.

Nous n'examinerons pas les combinaisons C et D qui sont aussi arbitraires et aussi peu pratiques. Nous nous bornerons à cette conclusion :

Les promoteurs du métayage nous disent : le bourgeois possesseur de 30 à 50.000 francs qui veut les consacrer à la culture en Tunisie va les aventurer par la culture directe. Par le métayage il est bien plus sûr de réussir ; l'idée apparaît vraie, mais elle n'est pas complètement pratique. Où ce petit capitaliste trouvera-t-il son métayer ? Ira-t-il comme M. Saurin le chercher en France ? Le suivra-t-il constamment dans ses cultures pour ne pas être trompé et ne pas voir périliter son domaine ? Sera-t-il à même de le diriger ? En fait, l'entreprise ainsi conduite donnerait une trop grande somme de soucis et serait aléatoire. Aussi arrive-t-on fatalement à la conception, ou d'une société comme la société des métairies Saurin ou d'un capitaliste installant une dizaine de métairies. Alors on peut avoir des employés qui surveillent

leur ensemble. Mais une question subsidiaire se pose : l'exploitation par métayage ou par des combinaisons analogues rémunère-t-elle davantage un capital donné que l'exploitation directe ? Nous ne le pensons pas. Si 400.000 francs permettent de créer dix métairies Saurin, rapportant du 50/0, le même capital suffit pour constituer directement un vignoble de 10 hectares établi avec l'appui de 150 hectares de céréales, 50 hectares de culture fourragère ou de jachère verte et une centaine d'hectares de parcours. Un bon régisseur arrivera à amortir les dépenses annuelles au moyen du produit des céréales et du bétail. La vigne qui ne pourra sans doute être fumée donnera en moyenne 30 hectolitres à l'hectare, soit un produit de 30.000 francs. Cela assurera la rémunération du capital engagé : soit un intérêt moyen de 7 1/20/0. Bien entendu dans ce cas, comme dans l'autre, nous supposons les métairies marchant dans de bonnes conditions, et le domaine très bien dirigé, car on trouverait tels vignobles qui n'ont pas donné à leurs créateurs l'intérêt des capitaux qui y ont été consacrés.

Le procédé du métayage Saurin et ses dérivés sont assurément le meilleur mode actuel d'introduire en Tunisie le petit colon. Ils fournissent au capital un intérêt suffisant et donnent au métayer une avance qui lui permet de faire des économies. Un métayer économe peut au fur et à mesure qu'il recueille quelque argent acheter de la terre dans le voisinage (1), l'amender petit à petit, et

(1) Sept des métayers Saurin auraient déjà fait des achats de terre. Mais ils avaient quelques biens dans leur pays.

au bout d'une quinzaine d'années s'y installer comme propriétaire et s'y constituer une ferme. Seulement il faut que le capitaliste prenne en main cette entreprise, et nul n'ignore que le capitaliste est surtout guidé par l'intérêt.

## CHAPITRE IV

### RÔLE DE L'ÉTAT DANS LA COLONISATION TUNISIENNE.

L'État peut exercer une influence réelle sur la colonisation. Nous allons examiner maintenant ce que le gouvernement du protectorat a fait en faveur de la colonisation en général et ce qu'il serait à souhaiter qu'il fit pour aider dans la plus large mesure possible la petite colonisation en particulier.

#### § 1. -- Ce que le protectorat a fait en faveur de la colonisation.

Nous avons déjà vu comment il avait heureusement renouvelé les bases de la législation foncière et comment il avait mis les terrains domaniaux à la disposition de la colonisation. En outre, dans le but de rendre service aux colons qui sont à la recherche d'une propriété, la Direction de l'agriculture et du commerce tient à la disposition du public les listes des propriétés particulières à vendre ou à louer.

Le gouvernement tunisien a installé en 1896 un service de renseignements généraux à Paris, au siège d'une société bien connue et qui fait une très active propagande, l'union coloniale.

Il a fait édicter toute une série de brochures, contenant, il est vrai, la plupart des chiffres erronés et des mirages de cultures peu pratiques (cactus sans épine, etc.), comme en peuvent établir des fonctionnaires étrangers à la pratique ou guidés par les résultats d'expériences faites aux frais du budget, c'est-à-dire dans lesquelles on n'a pas à compter avec les prix de revient.

Il a créé une école coloniale d'agriculture qui attire un certain nombre de jeunes élèves dont une partie se fixe dans le pays.

Il a fait mettre dans les gares du Midi de la France des affiches indiquant les ressources agricoles et minières de la Tunisie, les branches de production et les procédés d'achat du sol.

Il fait obtenir d'importantes réductions de prix, sur les lignes de chemins de fer d'intérêt général, sur les paquebots de la Compagnie Générale Transatlantique et de la Compagnie de Navigation Mixte, aux personnes qui se trouvent dans l'un des cas ci-dessous indiqués :

1° Personnes ayant obtenu d'un propriétaire ou d'un commerçant tunisien une promesse de travail ou d'emploi ;

2° Personnes ayant acheté, loué ou pris en métayage des terres dans la Régence ;

3° Ouvriers ou employés déjà engagés en Tunisie ou disposant d'un capital net et liquide d'au moins 1.000 fr. leur permettant d'attendre jusqu'au jour où ils auront trouvé du travail ou l'emploi désiré ;

4° Personnes allant en Tunisie pour acheter ou louer des terres et disposant d'un capital suffisant.

A l'appui de la demande on doit joindre une pièce authentique quelconque qui sera immédiatement rendue à l'intéressé : contrat d'achat, de location de métayage ; promesse de travail ou d'emploi, extrait de compte courant dans une banque ou certificat de notaire.

La réduction accordée aux émigrants est de 50 0/0 sur les chemins de fer. Pour la traversée de la Méditerranée ils ont droit à un tarif spécial très peu élevé.

Ces réductions de tarifs ne sont applicables qu'à la 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> classe pour la traversée. Chaque billet ne doit être utilisé que par son titulaire.

Depuis 1900 le gouvernement a pris des mesures pour favoriser encore davantage l'introduction de travailleurs français. « Sur les crédits de publicité et de propagande, lisons-nous dans le « Rapport Officiel sur 1900 », la Direction de l'agriculture a imputé pour la première fois en 1900 des sommes destinées à faciliter après enquête le voyage d'arrivée aux familles des artisans et des ouvriers de la métropole assurés d'une situation en Tunisie, mais n'ayant pas les capitaux nécessaires au transport réduit. Cet essai, limité et soigneusement contrôlé, a permis la venue de trente colons nouveaux. »

Ce sont là des facilités offertes aux propriétaires qui voudraient attirer des ouvriers agricoles de France plus encore qu'aux cultivateurs eux-mêmes qui sont peu portés à venir à l'aventure et dans l'inconnu. Si elles dimi-

nuent considérablement les frais de voyage à la charge de celui qui engage, elles ne suppriment pas les autres inconvénients. En fait, ce ne sont pas les ouvriers agricoles qui en profitent, mais les ouvriers de corps d'état : selliers, bourreliers, forgerons, etc. parmi lesquels le Français garde sa supériorité, pour le fini et l'habileté du travail. Il serait curieux de constater combien, sur les trente transportés gratuits, il y avait de cultivateurs ; sur ce point le Rapport reste muet. Nous y relevons les termes d'artisans et d'ouvriers, peu employés ordinairement pour désigner des ouvriers de la terre. Dans tous les cas les métayers peuvent en profiter.

Dans ce sens nous devons signaler les secours apportés à l'État par l'initiative privée. Elle a créé un rouage pour aider au recrutement des travailleurs français. Il existe à Tunis un Comité dit du peuplement français dont le but est l'« étude et la solution pratique de toutes les questions intéressant le peuplement français de la Tunisie ». Dans ses bureaux un agent spécial centralise toutes les demandes des cultivateurs français désirant venir en Tunisie comme garçons de ferme, maîtres, valets et métayers. Le Comité fait une enquête détaillée sur chaque candidat et tient à la disposition des propriétaires le dossier de chacun d'eux. Tout cultivateur désirant recourir au Comité pour se placer en Tunisie est prié de joindre à sa demande les pièces suivantes, sur papier libre : casier judiciaire, un extrait du livret de famille indiquant l'âge des enfants, un certificat du médecin

attestant leur bonne santé ; indication des places qu'on a occupées, avec références à l'appui. Il reçoit à son tour la liste des emplois disponibles. Cet intermédiaire est susceptible de rendre des services. Pourtant depuis son organisation il n'est arrivé à placer qu'un nombre infime d'ouvriers agricoles.

Le matériel agricole a été dégrevé du droit de 8 0/0 *ad valorem* sur les importations en Tunisie.

Dans un pays neuf comme la Tunisie, celui qui veut faire des essais non seulement perd du temps et de l'argent, mais encore reste dépourvu de facilités. Il ne peut s'adresser aux établissements de commerce : ils n'existent pas ou sont rudimentaires. Il ne peut faire venir de plantes d'Europe, ce qui serait très cher, et surtout est interdit par la loi relative au phylloxéra. Le colon doit donc à ses risques et périls essayer de se procurer les plantes nécessaires par semis. Dans cette voie, combien sont peu aptes à se diriger et à former les ouvriers arabes et maltais ?

Comprenant ces difficultés et qu'il était d'autre part indispensable de répandre dans le pays des végétaux utiles, le Directeur de l'agriculture, M. Paul Bourde, a créé un jardin d'essai destiné à fournir au colon pour la somme la plus faible possible ce dont il a besoin et à lui donner aussi les indications sur les résultats obtenus déjà.

Les plantes qui ne peuvent se reproduire par semis devraient pouvoir être introduites à l'état de plantes

vivantes. Elles pourraient pénétrer en petit nombre sous le contrôle et la surveillance du gouvernement, qui pour le seul jardin d'essai se départirait des sévérités de la loi. Cette faculté rendrait sûrement de très grands services. Elle enlèverait tout prétexte aux fraudes qu'une interdiction absolue amène toujours, fraudes dont le résultat a été par tous les pays, de propager le phylloxéra.

Le colon avant de commencer une expérience de culture trouve au jardin d'essai les premiers éléments d'information. L'initiative individuelle est certes excellente, mais le colon n'a pas toujours le temps et les moyens d'y consacrer ses loisirs et son argent. Il a au jardin d'essai, là sous les yeux, le moyen de s'épargner des déboires et des dépenses.

Enfin le protectorat à plusieurs reprises a organisé des caravanes, caravanes d'hommes de lettre et de journalistes, caravanes d'instituteurs, qui visitaient la Régence à ses frais, dans l'espoir que de retour en France le récit de leurs impressions et de leur visite rapide du pays ferait naître des vocations coloniales tunisiennes autour d'eux. Par des articles communiqués aux grands journaux parisiens, par des conférences dans la France entière (tournées Saurin) et dans la capitale (série de 8 conférences sur la Tunisie au Muséum d'Histoire naturelle en 1902), le protectorat s'est efforcé de tenir l'attention en éveil sur la Tunisie.

Il se sert aussi dans ce but de publications et brochures sur les opérations agricoles ou autres, susceptibles

de donner des résultats en Tunisie. Malheureusement, la plupart de ces brochures sont établies en dehors d'expériences prolongées, sur des idées *a priori*, par des fonctionnaires qui, même lorsque leurs études, de par leurs fonctions, ont dû se porter sur l'agriculture, n'en ont pas la pratique. Elles laissent constamment de côté les petits aléas et les frais ou déchets nécessaires qui, au point de vue économique, peuvent tarir souvent le bénéfice réel. Aussi y trouve-t-on ce que M. Paul Leroy-Beaulieu appelle « des calculs des Mille et une Nuits », citant une brochure de M. Paul Bourde dont, ajoute-t-il, « aucune combinaison n'offre de multiplication aussi remarquable et aussi certaine des capitaux ». C'est le « Rapport sur les cultures fruitières et en particulier la culture de l'olivier », publié et répandu par la Direction de l'agriculture où il établit, après avoir constaté que l'olivier commence à produire vers la dixième année, donne des rendements sérieux vers la quinzième, et est en plein rapport à 20 ans, que pour conserver 100 hectares d'olivette par le métayage dit *mrachrça*, il faudra engager une mise de fonds de 10.360 francs, et dépenser réellement 5.360 francs. « Au bout de 20 ans, on aura un revenu de 6.800 francs, et une propriété d'une valeur de 80.000 francs. Pour créer 1.000 hectares on dépenserait réellement 53.600 francs. Le revenu atteindrait au bout de 20 ans, 68.000 kilos, et la valeur de la propriété 850.000 francs. « En 20 ans, le capital est quindécuplé, et ce capital quindécuplé rapporte net 8 0/0. » Encore,

M. Bourde fait-il remarquer qu'il a négligé des fractions d'arbres à l'hectare, n'en comptant que 17 au lieu de 17 1/4 et que, d'ailleurs, ce nombre sera porté à 20 par la plantation en quinconce, auquel cas le revenu et la valeur seront majorés sans qu'il y ait accroissement de dépense, le revenu porté à 8.000 ou 80.000 francs, la valeur portée à 100.000 francs ou un million, que d'autre part, il a évalué les dépenses au maximum et pour le cas d'un exploitant non familier avec les mœurs locales, mais que la plupart des planteurs les réduisent à un chiffre sensiblement inférieur. M. Bourde ajoute, sous forme moins affirmative du reste, que les amandiers plus précoces comme rendement seraient presque deux fois plus rémunérateurs que l'olivier.

Nous nous bornerons à citer simplement en regard le prix de revient d'une même plantation de 1.000 hectares par mrahrcis, établis sur les chiffres donnés par M. Salavy dans le *Bulletin de la Chambre mixte du Sud* (n° d'avril-juillet 1897). La mise de fonds serait de 221.994 fr. 60 et la dépense réelle de 150.226 fr. 60. Ce rapprochement montre avec quel optimisme et quelles simplifications et bonifications de calcul sont rédigées ces brochures de propagande coloniale.

Si ensuite, en se basant sur elles, des sociétés se créent qui promettent le 100 0/0 d'intérêt, comme la Société mutuelle (1) qui a fondé Epargneville près de Sfax et qui se

(1) Cette société passée en des mains plus sérieuses que celles de ses créateurs, sous le nom d'Epargne foncière, est en bonne voie ac-

référait dans son prospectus pour établir la possibilité d'un pareil taux aux calculs miraculeux de M. Bourde, s'il y a des désillusions par trop grosses qui découragent ceux qui sont allés s'installer sur la foi de ces brochures, et ont aventuré leur fortune, si ces gens aigris deviennent les détracteurs de la colonisation tunisienne, nous en étonnerons-nous ? Qu'un nouveau colon, se fiant à la brochure de M. Trouillet, compte pour la nourriture de son bétail sur une plantation de ces cactus sans épine prônés depuis cette brochure, de journaux en journaux, de livres en livres, et à la ressource illusoire desquels l'auteur lui-même sur sa propre exploitation s'est bien gardé d'avoir recours, il dépensera les frais de plantation en pure perte et il risquera de ne pas pouvoir nourrir son bétail. Par malheur, c'est à travers le prisme de ces publications qu'est entrevue la colonisation tunisienne par les publicistes, les écrivains, les membres des caravanes officielles à qui la Régence offre la visite de son territoire. Ces personnes, peu à même d'en faire la critique, répètent ensuite avec conviction les idées et les calculs erronés qu'elles y ont puisés. Ces idées et calculs, tombant sous les yeux d'un agriculteur expérimenté l'étonnent, le laissent sceptique et l'attirent beaucoup moins vers la Tunisie que ne pourraient le faire des considérations pratiquement basées et étudiées. Mis sous les yeux d'une personne inexpérimentée, ils font éclore ce que

tuellement de rémunérer plus tard d'un intérêt normal les petits capitaux qui s'y sont portés.

nous appellerons les colons médiocres, insuffisamment préparés et présomptueux. Sur la foi des « documents » officiels, leur échec presque fatal fait du tort à la colonisation et la décourage. Encore certains esprits à courte vue s'en consolent-ils facilement, estimant qu'un colon qui se ruine met du moins des capitaux dans le pays.

**§ 2. — Ce que le protectorat pourrait faire.**

Avant tout il est nécessaire de maintenir dans le pays des impôts très légers et de les rendre plus légers encore. Pour cela il faut établir avec rigoureuse économie le budget des dépenses. Les fonctionnaires commencent à pulluler dans tous les services, leur traitement est beaucoup plus élevé qu'en France, en général de moitié, parfois du double. Le protectorat devrait restreindre leur nombre au chiffre nécessaire, et leur appliquer le régime du quart colonial (augmentation d'un quart sur le traitement correspondant métropolitain). Il devrait se laisser moins entraîner aux dépenses somptuaires, hôtels de contrôle, etc., qui alourdissent les impôts. Ainsi dans les six dernières années, en dehors des impôts de timbre et d'enregistrement, particulièrement lourds aux colonies où ils entravent la circulation des produits, on a créé le monopole des allumettes, des droits sur l'alcool, la prestation jusque-là réservée aux indigènes a été étendue aux Français, les mutations entre vifs supportent 40/0 de droit. Les tarifs sont non moins élevés pour les mutations par décès.

Certaines réformes militaires développeraient la colonisation :

1° Comme soldats, la Tunisie devrait recevoir les conscrits de Provence et de Languedoc, régions se rapprochant le plus d'elle comme climat et comme production.

2° Tout soldat incorporé en Tunisie qui s'engagerait à dix années de séjour devrait être libre de quitter le service au bout d'une année, tout comme celui qui a tiré au sort dans le pays ;

3° Les libérés devraient conserver leur droit au retour gratuit pendant un certain temps, après leur sortie du corps, ce qui ne les pousserait pas à quitter immédiatement la colonie de peur de perdre leur droit au rapatriement, en y prolongeant quelque peu leur séjour. Ils trouveraient peut-être l'occasion d'y rester tout à fait.

Pour faciliter au petit colon l'acquisition de la terre, le mieux serait que le protectorat accordât des concessions gratuites aux cultivateurs de naissance et de profession, pourvus de capitaux et pères de famille jouissant de ressources suffisantes pour créer l'exploitation, sous la double considération de mettre en valeur dans un certain délai la propriété et de la conserver un nombre d'années à déterminer. L'Algérie est entrée dans cette voie après cinquante années de concessions gratuites aventurées. Car, par elle-même, la concession gratuite n'amène pas les résultats médiocres qu'on lui a reprochés, à la condition d'être refusée aux colons inexpérimentés et dépourvus des ressources nécessaires pour en tirer parti.

Le colon, dit-on parfois, ne s'attache qu'au sol qu'il achète. Le raisonnement est inadmissible en Tunisie où il faut un capital assez élevé pour mettre en valeur une concession même gratuite. Seulement dans cette colonie le peu d'importance du Domaine ne permet pas d'imiter l'Algérie ou la Nouvelle-Calédonie, et l'Etat y a pris la sage détermination de ne rien vendre sans remployer l'argent en terrain pour le reconstituer.

Pour que les biens habous fussent pratiquement accessibles à la petite colonisation, il faudrait que la Direction du commerce et de l'agriculture dont le but premier est l'œuvre de la colonisation, prit l'initiative d'en acheter de convenablement situés et de les morceler pour les revendre (1). Plus d'un petit cultivateur serait tenté par la possibilité d'établir une ferme de 50 hectares sur un sol qu'il payerait moyennant un enzel de 300 à 400 francs.

En fait, il se présente un obstacle provenant de la réglemmentation des divisions de habous. Dans un morcellement, les rentes affectées à chaque lot sont calculées d'après une gradation ascendante, d'autant plus forte que le nombre des lots est plus grand, de façon à atteindre un total qui peut devenir notablement supérieur au chiffre de l'enzel unique. Ainsi un habous de 2.000 hectares partagé en 20 parties, affecterait chacune d'elles d'une rente

(1) C'est ce que pourrait faire d'autre part le capitaliste, mais avec moins de facilités que la Direction de l'agriculture dont il ne posséderait pas les moyens de publicité, et moins utilement pour la colonie puisqu'il commencerait par prélever sur l'opération le bénéfice le plus élevé possible.

perpétuelle notablement supérieure au 1/20 de la rente primitive. Demander à la Djemaïa de morceler elle-même certains de ses domaines qu'elle mettrait ensuite en vente par lots serait la solution la plus simple. On a bien dit qu'il y avait la ressource que l'État restât seul détenteur vis-à-vis de la Djemaïa, payât directement l'enzel et se remboursât au moyen d'annuités dues par le colon qui conserverait son intermédiaire. Mais ceci créerait un nouveau rouage, et le colon ne jouirait plus de ces droits de quasi-propriété que lui confère l'achat d'un habous, il serait locataire somme toute, et nous avons étudié ce procédé à propos du métayage et du fermage.

Nous dirons ici, bien que cette remarque eut aussi sa place dans le chapitre du crédit, que le gouvernement du protectorat est peu libéral en prenant première hypothèque sur les lots du domaine qu'il vend à terme. Par là il annihile le crédit du colon. Celui-ci ne trouvera pas à emprunter sur une exploitation qui pourrait lui être enlevée s'il ne payait pas ses annuités régulièrement, circonstance que le prêteur envisagera comme lui déconseillant le prêt. L'État, se dira-t-il, en cas de non réussite, se dédommagera le premier et le gage est douteux. Tandis que si l'État s'effaçait devant le créancier, le crédit serait moins hésitant. Ne pourrait-on pas, pour rendre le crédit confiant, décider que, contrairement à ce qui a lieu dans la métropole, certaines dettes telles que les gages n'auraient droit au remboursement qu'en seconde ligne ?

Le traité de commerce avec l'Italie à son expiration devrait être modifié, de façon à ce que les adjudications et spécialement les habous fussent réservés aux seuls sujets tunisiens et français.

Comme nous l'avons vu, les propriétaires n'ont pas un intérêt plus grand immédiat à faciliter la petite colonisation qu'à exploiter directement. L'État devrait s'entendre avec eux pour les pousser dans cette voie en leur concédant certains avantages. Par exemple, il mettrait à leur disposition sa publicité, leur fournirait le concours de ses agents pour le lotissement des terres, intervendrait dans le paiement des frais nécessités par la création des routes, la recherche et l'adduction des eaux, fonderait une poste, une école et une chapelle. Mais en retour il exigerait d'eux l'engagement de n'accueillir sur leurs domaines que des agriculteurs français, peut-être aussi celui d'assurer au nouvel arrivant tout au moins l'habitation et l'outil, ou seulement l'habitation, le puits et l'écurie. Quant à la forme du morcellement, les propriétaires en demeureraient seuls juges.

Depuis une vingtaine d'années, la commission du budget n'a cessé de réduire les crédits pour l'entretien du clergé français dans nos possessions de l'Afrique, et la Tunisie s'en ressent. Il y a là assurément une fausse manœuvre. A un premier point de vue, c'est pour nous une question de conservation, de nous assimiler l'élément étranger, les Italiens entre autres, pour cela il faut

entretenir un clergé nombreux et zélé, et il est non moins nécessaire pour avoir action sur les Maltais.

A notre point de vue actuel il faut la chapelle et le prêtre pour attirer le petit colon dans le petit centre où il s'établira. Non que le paysan français à l'heure présente soit religieux dans l'ensemble, mais sans église sa femme très souvent répugnera à se déplacer. Il fait toujours baptiser ses enfants, leur fait faire leur première communion, les marie à l'Eglise et il enterre les siens religieusement. Savoir qu'il retrouvera là-bas l'église où il ne va guère d'ailleurs, mais aussi le clocher qui lui rappelle son pays de France, sera pour lui un point important. M. Saurin l'a bien compris et il a fait construire une chapelle dans ses deux principaux centres. Même de nos jours la question du culte ne peut laisser l'Etat indifférent.

Assurément si satisfaction était donnée à ces desiderata, les cultivateurs français arriveraient plus nombreux en Tunisie. « Mais il n'y a pas, dit la *Revue des Sciences* (1900), que les agriculteurs de profession qui colonisent. Aux environs de Tunis, de Bizerte, de Sousse, de Sfax, etc., des militaires en retraite, beaucoup de fonctionnaires en activité, des universitaires eux-mêmes. MM. Toutée, Saurin, Rebillet etc. ont acquis de grands domaines, et, de colons improvisés qu'ils furent au début, sont devenus dans l'art d'exploiter le sol et de gérer la propriété rurale, des maîtres aujourd'hui écoutés de tous. L'Etat aurait, croyons-nous, tout avantage à offrir

à cette catégorie d'immigrés la possibilité de devenir propriétaires ruraux de la même façon qu'ils peuvent actuellement se rendre propriétaires urbains. Leur caisse de retraite fait des placements, grâce auxquels elle peut consentir à certains d'entre eux l'acquisition de maisons d'habitation par paiement à terme avec faible taux d'amortissement. Pourquoi ne leur ferait-on pas, dans des conditions analogues, l'avance partielle de la terre et des moyens de culture ? A l'exemple de collègues avisés dont les entreprises agricoles ont réussi, nombre de fonctionnaires se sentent, en effet, tout disposés à se faire colons, et il ne leur manque, pour passer du projet à l'action, qu'une suffisante provision de capitaux. Si l'Etat, qui prélève sur leurs traitements les éléments de leur future retraite, employait ces retenues à favoriser leurs entreprises coloniales il est probable que beaucoup en useraient au mieux des intérêts du pays. »

Cette idée nous paraît à retenir. Elle serait susceptible de conserver dans le pays la retraite arrivée, le fonctionnaire et sa famille peut-être qui y auraient une attache par leur petit domaine. L'existence de cette retraite lui faciliterait la vie de petit colon. Si peu important qu'il fut, cet appoint ne serait pas pour cela à dédaigner. Au reste, la *Revue des Sciences* exagère dans la forme sous laquelle elle présente les faits. Les trois colons qu'elle cite sont : MM. le commandant Toutée et le lieutenant Rebillet, des officiers en retraite qui jouissaient des capitaux nécessaires pour lancer de grandes exploitations, et

M. Saurin a abandonné l'Université pour se vouer uniquement à son entreprise.

Elle eut pu citer d'autres exemples, tels que ceux du Directeur actuel de l'agriculture et de M. Vacherot, professeur au lycée de Tunis. Ce dernier a acquis un domaine de 50 hectares sur lequel il a installé un métayer français.

## CHAPITRE V

### DU CRÉDIT AGRICOLE.

Nous venons d'étudier le rôle de l'Etat. Mais il est un autre facteur important dans les entreprises, c'est le crédit. Nous allons envisager la question du crédit agricole en Tunisie. Il n'existe qu'une banque qui, par son appellation, semble destinée à traiter ces opérations : La Banque du crédit foncier d'Algérie et de Tunisie. Elle s'en abstient presque complètement. Le gouvernement tunisien élabore, paraît-il, en ce moment un projet de loi destiné à permettre l'organisation du crédit foncier et du crédit agricole en Tunisie. Il y travaillerait depuis trois ans sans avoir pu déterminer encore des bases satisfaisantes. Nous doutons qu'il puisse les constituer facilement. Dans les régions où les méthodes culturales sont déterminées et leurs rendements presque réguliers, où d'autre part, le sol exploité constitue un gage d'une valeur non douteuse et bien établie, cela est facile. Tel n'est pas le cas de la Tunisie. Les récoltes s'y succèdent fort irrégulières. L'hypothèque basée sur autre chose que le sol est hasardée. Sans doute le terrain immatriculé est un gage précis, facile à estimer, plus susceptible dans ce pays d'accroissement de valeur que de déprécia-

tion. Mais il représente le cinquième ou le sixième du capital employé à une exploitation bien montée. Les constructions n'augmentent la valeur d'une propriété que du quart ou du cinquième de leur coût. Ce fait tient sans aucun doute à ce qu'en Tunisie, chacun construit à sa guise et d'après ses idées personnelles, de sorte que tout acquéreur se dit : Je n'aurais pas installé ma ferme de la sorte. En France, pays de vieille culture, on est arrivé par des modifications séculaires à créer dans chaque région un type d'exploitation à peu près unique. Qu'un domaine de la Beauce soit mis aux enchères et qu'un Beauceron lise l'affiche, il se rendra compte immédiatement des bâtiments de ferme parce que, dans la Beauce entière, les mêmes dispositions et les mêmes orientations se retrouvent. En Tunisie, il n'existe pas deux exploitations appartenant à deux propriétaires différents qui soient semblables. D'où ce résultat, que les constructions en Beauce sont pour ainsi dire un outillage nécessaire et qu'il faudrait l'édifier tel qu'il est, s'il n'existait pas ; en Tunisie, elles ne sont plus qu'un outillage fantaisiste dans la pensée de l'acquéreur, mal compris en soi, et dont il faudra tâcher de tirer le moins mauvais parti possible.

Quant aux cultures, seule la vigne semble susceptible d'y constituer un gage véritable. Mais quel homme sérieux aujourd'hui emprunterait pour planter de la vigne ou sur sa vigne ? La témérité de l'emprunteur se heurterait au refus du prêteur. Celui qui prête sur une vigne le

quart seulement de sa valeur présente, peut perdre la moitié de son argent. Sans même que les fléaux naturels s'abattent sur le gage, il suffit que le viticulteur néglige pendant quatre ou cinq ans la taille et les soins culturaux.

En dehors de la vigne, la cave offre-t-elle un gage sérieux au capitaliste ? Outillage coûteux et nécessaire du vignoble, dès que le raisin manque, elle perd toute valeur. La réalisation en Afrique entraîne une perte énorme. Le prêteur n'a comme garantie sérieuse que le sol même.

D'autres raisons paralyseront son zèle.

Dans les banques populaires de crédit agricole, ces prêts se font pour des objets déterminés : constructions d'exploitation, défrichements, cultures et plantations convenues, achats d'animaux, etc., après discussion avec le banquier qui approuve l'objet des prêts et surveille l'emploi des fonds prêtés. L'affaire est toute simple dans une région agricole ancienne, où tous les bâtiments affectés à chaque usage reproduisent, sauf de légères variantes, les mêmes dispositions, où les méthodes, les instruments propres à telle culture en particulier sont uniformes. La Tunisie est un pays neuf, où la culture européenne est pratiquée par des colons aux idées un peu aventureuses et à une tournure d'esprit personnelle, sortis la plupart de classes autres que la classe agricole, venus d'un peu toute la France. Chacun apporte de sa région sa méthode et ses instruments aratoires, construit

et cultive à sa guise avec des résultats variables, et le banquier se fera malaisément idée de ce que son emprunteur retirera des sommes à lui prêtées. Sans compter l'embarras dans lequel il se trouvera lorsque se succéderont devant lui deux colons lui soumettant des plans ou des idées opposées, il sera tenté de penser que si l'un s'engage dans de bonnes conditions, l'autre le fait presque forcément dans de mauvaises.

Les banques agricoles réussissent encore dans les régions où la colonisation a pu tenter les monocultures à gros rendements pécuniaires. Là sans doute, le vraigage du prêteur réside moins dans le sol que dans la production attendue de la plantation. Le banquier est sans doute exposé à des aléas. Mais si sur dix entreprises auxquelles il donne son concours financier, deux, trois, quatre restent en route, la réussite de celles qui persistent et les intérêts très élevés dont elles rémunèrent les capitaux engagés payent pour l'ensemble (les plantations de café au Brésil produisaient à une certaine époque le 50 0/0).

Or, le nord de la Régence n'offre que des cultures à faible rendement, qui ne sont rémunératrices que par une entente parfaite de leurs conditions, et par une sorte d'habileté à les combiner. Ces cultures ne donnent lorsqu'elles réussissent, qu'un intérêt limité, et qui ne peut payer pour les entreprises dont les résultats sont mauvais.

La Banque d'Algérie a passé par une situation très prospère. Elle a pu distribuer en 1883 un dividende dé-

passant 20 0/0. C'est qu'elle encourageait de ses capitaux la création des vignobles algériens, à cette époque où le phylloxéra ayant ruiné le vignoble français, le vin algérien se vendait à des prix tels que la vigne s'était classée momentanément dans cette catégorie des monocultures très rémunératrices. Depuis les conditions ont changé, et la Banque a dû arrêter ses prêts, sous peine de s'exposer fortement.

D'ailleurs, le Crédit foncier agricole d'Algérie a un taux d'intérêt pour ses prêts fonciers assez onéreux, variant de 6 à 7 0/0. C'est lourd pour un colon qui tire de son exploitation tout au plus le 7 ou 8 0/0, et pourtant ce taux ne peut être réduit car les risques sont considérables. Il résulte des annexes publiées à la suite du rapport à l'assemblée générale annuelle, que plusieurs des propriétés expropriées pour insolvabilité du débiteur n'ont pas trouvé preneur à la moitié ou même au quart de la somme prêtée.

C'est que la cote personnelle de l'individualité qui emprunte revêt une grande importance dans le crédit aux colonies et par conséquent le rend moins stable qu'en France. On ne peut pas en Tunisie estimer la capitalisation sur le revenu de la même façon qu'en France, où il existe dans une mesure, une sorte de routine de bonne culture, qui donne au rendement de la terre une certaine régularité. En France, un domaine qui rend à son exploitant direct 7 à 10.000 francs vaut une centaine de mille francs. Y aura-t-il vente forcée, le bien atteindra habi-

tuellement sa valeur normale parce qu'il est connu dans la région et qu'il trouve sur place des acquéreurs en quête de placements ou d'achat. Dans un pays neuf comme la Tunisie, où la période des essais et des expérimentations culturelles n'est pas terminée, où l'acheteur manque à point nommé, une ferme qu'il faut vendre par décès ou pour toute autre cause subira une dépréciation énorme.

Il y a en Algérie quelques comptoirs et caisses agricoles (une à Mascara au capital versé de 150.000 francs, l'autre à Guelma au capital versé de 50.000) qui ouvrent dans leur région un certain crédit et dont les affaires sont assez prospères. Mais les conditions qui ont favorisé l'éclosion de ces petites banques, ne se retrouvent pas en Tunisie. Les capitaux ont été procurés sur place par la classe libérale, qui, vivant au contact perpétuel de la classe agricole, et vivant sur elle en quelque sorte, est à même d'en connaître et les besoins, et les pratiques, et les individus. Dans ces conditions, la petite banque peut faire des prêts complètement à bon escient. De plus, la colonisation algérienne déjà plus ancienne, commence à avoir dans chaque province ses traditions, qui simplifient les discussions et amènent l'entente sur l'emploi agricole de l'argent.

En Tunisie, ces banques ne peuvent encore se créer. Seraient-ce les colons qui arrivent et dont les capitaux sont insuffisants, qui pourraient constituer des fonds nécessaires à la banque? ou bien les capitaux viendront-ils de la métropole s'aventurer dans une entreprise dont les pro-

moteurs, n'ayant pas vécu sur les localités mêmes où ils exposeront leur crédit, ne connaissant pas le caractère et la valeur de leurs emprunteurs compromettraient fort leur argent.

M. Paul Leroy-Beaulieu préconise à propos de l'Algérie un système qui pourrait s'étendre à la Tunisie et qui est en usage chez les anglo-saxons, la commandite agricole. « Bien des particuliers en France, dit-il, seraient disposés à s'intéresser aux entreprises algériennes, si les capitaux qu'ils fournissaient comme participation à des propriétaires déjà maîtres de leurs terres devaient rapporter un intérêt fixe de 4 0/0 prélevé avant tous les bénéfices, et en outre entrer dans la participation des bénéfices proportionnellement au capital avancé. Ainsi je suppose qu'un propriétaire ait une terre de 100.000 francs et qu'il lui faille 60.000 francs par surcroît pour la mettre en état : il trouverait un prêteur métropolitain qui lui avancerait ses 60.000 francs sur hypothèque moyennant un intérêt privilégié de 4 0/0 ou 2.400 francs, une fois cet intérêt payé, le propriétaire prélèverait l'intérêt à 4 0/0 sur son propre capital, soit 4.000 francs et l'excédent des bénéfices serait partagé proportionnellement entre le commanditaire et l'emprunteur, le premier ne serait donc privilégié que pour l'intérêt modique et pour le remboursement de son avance en cas de vente ou d'insolvabilité. De pareils arrangements seraient moins lourds pour les colons que les taux actuels à 6, 7 et 8 0/0. La commandite agricole est le seul moyen de fournir aux cultivateurs

sérieux et pour une longue période des capitaux dont les charges ne les écrasent pas. »

Disons franchement que nous croyons peu à l'efficacité de ce moyen. Quel sera en effet l'intermédiaire qui mettra en rapport le colon et le prêteur métropolitain, quel sera celui qui surveillera les rendements et les ventes de l'exploitation pour en déterminer les bénéfices ? Cette surveillance est-elle même possible dans ses détails ? Les frais d'entremise ne viendront-ils pas rendre l'emprunt plus onéreux ou le prêt moins avantageux ? Et surtout il est absurde de faire rémunérer des capitaux du prêteur et de l'emprunteur au prorata de leur importance sans tenir compte du travail personnel du colon.

Nous aurions plutôt confiance, étant donnée la situation actuelle de la Tunisie, dans des associations de crédit établies sur le modèle des banques Raffeisen si développées en Allemagne et en Autriche. Voici, en résumé, quel est le système : il n'y a ni capital versé, ni cotisation. C'est une association limitée à un district, dont les membres s'engagent seulement d'une façon illimitée à payer solidairement les dettes de la société. Celle-ci emprunte au plus bas taux possible, grâce à cette garantie, et prête à son tour aux membres avec un très faible écart d'intérêt relativement au taux de ses emprunts. Les bénéfices constituent une réserve ce qui augmente le crédit de la banque et permet d'étendre les prêts. Les membres sont admis avec soin et discernement par ceux qui ont déjà formé le premier noyau. Aucune distinction entre le pauvre et le riche, sauf que le riche, supportant la plus grande

part de la responsabilité solidaire, est, d'un consentement tacite, admis à prendre la part principale de la direction. Il y a un comité de direction et un comité de surveillance qui se réunit une fois par mois. Le caissier seul est payé.

Le but de ces sociétés est de venir en aide aux cultivateurs pauvres, de leur permettre d'acheter des engrais, du fumier, des semences, parfois même d'acquérir du bétail, de construire une étable, etc. Elles seraient donc essentiellement propres à la petite colonisation. Elles trouveraient en Tunisie la base de leur crédit dans les grandes propriétés déjà existantes dans toutes les régions, propriétés qui, par suite des difficultés que nous avons indiquées pour le Crédit foncier en Tunisie, ont échappé presque toutes à l'hypothèque. Elles établiraient une solidarité entre la grande et la petite culture, et pourraient concourir à la création de ces caves coopératives que préconisait déjà Fourier il y a 80 ans pour la France ; à l'achat et à la mise au service du petit colon de matériel de battage à des conditions économiques, peut-être à la création de ces magasins généraux que l'on compte déjà au nombre de six en Algérie et qui y rendent des services (1). Pour les ventes des récoltes, pour les achats, elles pourraient jouer dans une certaine limite le rôle de nos syndicats agricoles.

(1) Le prêt sur la future récolte encore sur pied est bien aléatoire en Tunisie où quinze jours avant le moment de la moisson ou de la vendange une journée de sirocco suffit, comme cela est arrivé en 1901, vers Tébourba, à anéantir des espérances brillantes et à sécher grains et raisins. Aussi ne peut-il se pratiquer comme en France.

L'idée est séduisante. Mais l'application pratique est actuellement difficile. Ces associations bien que très limitées comme nombre d'adhérents doivent cependant en compter suffisamment : 150 à 200, localisés sur un espace point trop étendu pour que tous se connaissent. Or, à l'heure actuelle, la Tunisie entière ne contient pas plus de 500 à 600 exploitations françaises. Même sur les points regardés comme très développés par la colonisation française, eu égard au reste de la Régence, à Tébourba par exemple, on ne trouve pas dans un rayon de 25 kilomètres plus de 50 à 60 exploitations. Ce serait pourtant un grand espace pour une association Raffeisen. De plus, à Bordj' Touta, sis à 5 kilomètres de Tébourba, où la Direction de l'agriculture a vendu des lots à une douzaine de colons, il n'y en a pas deux qui se servent des mêmes charrues. C'est dire quelles discussions soulèveront les prêts agricoles au sein de l'association supposée fondée, chacun les prétendant aventurés si l'emprunteur n'adopte pas ses idées culturales.

Lorsque la petite colonisation sera suffisamment amorcée, que des centres présenteront une certaine densité, et que les méthodes culturales jouiront d'une fixité relative que leur donnera l'expérience, alors les banques Raffeisen pourront très puissamment contribuer au développement et à la prospérité agricole de la Tunisie. Mais elles ne sauraient que contribuer à un mouvement déjà établi. Les mutualités ne peuvent se créer sans le nombre de membres nécessaires.

## CHAPITRE VI

### CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Résumons succinctement les avantages qui ressortent de l'étude que nous venons de faire :

Qu'est-ce qui peut attirer le colon français en Tunisie ? Le point sur lequel toutes les publications attirent le plus l'attention est le prix réduit de la terre, 100 à 200 fr. l'hectare arable bien situé, prix bien inférieur à celui de France. Il faut, il est vrai, tenir compte que le défrichement peut en augmenter le coût de 50 à 150 francs. Seulement il faut calculer également qu'un terrain regardé comme bien situé et muni de facilités de communication en Tunisie où le réseau des routes et des chemins de fer est encore assez rudimentaire, passerait souvent en France pour défavorablement placé.

Que les rendements faibles obligent à cultiver plus de superficie et partant à acheter de plus grands espaces.

Que le prix du sol qui a doublé depuis 15 ans suivra une marche ascendante à mesure que les demandes se multiplieront.

Une mobilisation des habous pourrait seule arrêter un temps cette marche.

Le second avantage mis en relief est le très bon marché

de la main-d'œuvre, la possibilité d'avoir des laboureurs de 1 fr. à 1 fr. 50 la journée. Mais la colonisation abondante diminuerait de beaucoup cet avantage. Aux environs de Tébourba par exemple, les indigènes sont dès à présent une fois et demie plus exigeants qu'il y a six ans, parce que l'offre du travail a rapidement crû par l'établissement d'une vingtaine de colons. Sans compter que l'installation de colons dans une région créant un apport et un courant d'argent, le rend moins rare, déprécie par conséquent sa valeur relative pour l'indigène, et fait croître les prix des choses usuelles. Le manœuvre arabe est conduit à avoir besoin réellement d'un salaire plus fort pour le conserver équivalent à celui dont il se contentait antérieurement.

Non seulement le salaire général augmente, mais le très bon ouvrier qui acceptait auparavant le même salaire que l'ensemble des autres veut faire payer sa supériorité de travail. Quand le travail était rare, la préférence qu'on lui accordait lui constituait un avantage. Quand le travail se développe et que la plupart des indigènes d'une localité sont occupés, le bon travailleur ne jouit plus de ce bénéfice d'être le plus occupé et demande un surplus de salaire.

En sortant de la région du nord pour descendre vers Sfax, nous avons l'exemple des mrahreis qui refusent actuellement les conditions qu'ils acceptaient il y a sept ou huit ans, et ont fortement augmenté leurs prétentions à mesure du développement des plantations d'oliviers,

Nous avons parlé de la rotation des époques de culture, céréales, vignes, qui s'encastrent mutuellement de façon à se succéder toute l'année sans se gêner ni exiger doubles attelages, et n'offrent pas de morte saison improductive.

Nous avons fait valoir la législation foncière, si claire et si simple, beaucoup moins embrouillée que les lois françaises et algériennes, qui mobilise la propriété et établit nettement son crédit.

Au point de vue des produits :

L'absence actuelle du phylloxéra épargne les opérations de greffage. La vigne est exempte des maladies cryptogamiques, ce que l'on peut vraisemblablement attribuer à la siccité de l'atmosphère africain, ces maladies étant développées par l'humidité. De là, l'absence de nécessité de certains traitements coûteux obligatoires en France. La qualité de la majorité des vins assurera vraisemblablement leur écoulement sur le marché. La France ne produit que peu ou pas de ces qualités qui lui sont nécessaires pour remonter ses vins faibles, et est tributaire de la Tunisie. Les vins tunisiens resteront dans une situation protégée par rapport à l'Espagne et l'Italie, pour les coupages destinés à la consommation intérieure française. Il est probable qu'ils perdront cette situation protégée dont ils jouissent également par rapport aux coupages de réexportation ; ce sera aux viticulteurs de s'assurer le marché par une vinification très soignée.

Le blé, l'orge, l'avoine, la fève dont la France est tri-

butaire et qui jouit depuis trois ans de la franchise des céréales, trouvent écoulement à des prix rémunérateurs, et sont d'une vente assurée.

La loi du 19 juillet 1890 qui règle l'admission en France de ces produits en franchise, devrait être étendue aux produits de la culture maraîchère. Cela faciliterait la petite colonisation. On pourrait demander aux maraîchers de constituer, comme les vigneron, un syndicat obligatoire ; le syndicat ferait la déclaration au gouvernement des quantités de légumes récoltées, comme cela a lieu pour la vigne cultivée, puis on ouvrirait à chaque maraîcher un crédit d'exportation dans les limites où le décret annuel admettrait les primeurs en franchise. De cette façon les maraîchers éviteraient les droits de 6 fr. par 100 kg. du tarif minimum.

Le climat n'est pas défavorable.

Dans toute l'étendue de la Régence, l'européen, le Français notamment, est en état de supporter les fortes chaleurs de l'été que tempère fort souvent la brise de mer dans la zone littorale. En hiver et au printemps la température est assez fraîche pour tonifier l'organisme et rester agréable. Même au fort de l'été, sauf avec un temps de siroco, la température s'abaisse assez la nuit pour faciliter un repos réparateur. La fièvre seule est à redouter dans certaines vallées, le long des oueds et dans certaines régions bien circonscrites que l'on connaît aujourd'hui.

La sécurité en Tunisie est satisfaisante. Les cas d'at-

taque à main armée sur le colon sont tout à fait rares, bien qu'en 1900 par exemple, un inconnu ait tiré un coup de fusil sur le régisseur de Schuiggui rentré chez lui, c'était sans doute un Italien auparavant employé sur l'exploitation. La même année un colon important, M. Reibon, traversant le soir le Mornag en charrette anglaise avait été attaqué par une bande d'Italiens. Mais on ne cite pas de colons blessés par des indigènes. La sécurité des personnes, condition première de toute colonisation, est aussi assurée qu'en France. Le respect des propriétés est moins satisfaisant. Les délits de pâturage sont trop constants et les vols trop répétés. L'arabe conçoit difficilement qu'on lui interdise la pâture sur les terres qu'il a autour de lui et y envoie ses troupeaux, au besoin pendant les nuits sans lune quand il sait le domaine surveillé. Maraudeur par excellence, il viendra également de nuit voler le fourrage à la meule ou couper la meilleure herbe à la serpe, ou à l'époque de la récolte, égrener le blé de l'épi et en remplir des sacs sans même se donner la peine de le couper. Il volera une bêche, un instrument, ce qu'il verra traîner.

L'arabe est également fort habile pour faire main basse sur les objets en matière précieuse. Le colon devra y veiller. Inutile d'espérer retrouver le bijou dans la circulation : les arabes ont la patience de leur vol. S'ils ont volé quelque objet de valeur, ils vont généralement l'enfouir dans un recoin du sol ou sous la paille de leur gourbi, sans rien dire à personne. Ce n'est quelquefois que dix, quinze,

vingt ans après, quand le Français volé a disparu du pays, est mort, ou deux ou trois ans si l'objet est susceptible d'être martelé et de devenir méconnaissable qu'ils s'en défont. Quelquefois ils meurent dans l'intervalle, et avant de mourir font la confidence à leur fils qui hérite de leurs rapines. On sait que dans leur religion voler un « roumi » est une bonne œuvre et le tuer assure le paradis. De voler ils ne s'en font pas faute, et les grands domaines sont obligés d'engager des marocains pour surveiller jour et nuit les terres en culture, les terres à pâturage, les bâtiments et principalement les écuries et étables. Pour tuer ils ont heureusement le caractère trop mou et indolent. Il y a longtemps que l'on a remarqué que les qualités belliqueuses et le caractère violent de l'arabe déclinent constamment de l'Ouest à l'Est, du farouche marocain au doux fellah égyptien.

Les gardiens marocains sont utiles aussi dans l'intérieur du domaine lui-même pour surveiller le personnel employé qui ne se fait pas faute de voler l'exploitation qui lui fournit du travail. Il n'est pas rare que dans une exploitation le gardien ne surprenne la nuit un garçon d'écurie indigène en qui on a toute confiance, trayant à son profit une vache à laquelle on laissait tout son lait pour produire un veau de lait.

Quand on fait semer par l'arabe il ne faut pas trop le perdre de vue, le grain destiné au sol prenant facilement le chemin du bournous déposé pour travailler, d'où sa femme ou son enfant venus pour lui apporter sa nourri-

ture ou causer avec lui l'ont vite fait passer jusque dans son gourbi.

Les délits redoublent les années de mauvaise récolte. En Tunisie comme ailleurs, la misère est mauvaise conseillère. Cet été-ci, les journaux ont parlé d'une recrudescence en Tunisie d'attaques à la propriété, concordant avec l'absence de récolte chez les indigènes.

Donc le vol est à craindre en Tunisie, mais la sécurité personnelle est presque absolue et supérieure à celle de bien des régions d'Algérie.

## CHAPITRE VII

LES ITALIENS EN TUNISIE. — LE PETIT CULTIVATEUR SICILIEN.

Dans cette étude on a essayé de faire ressortir pourquoi le petit colon ne s'établit pas en Tunisie et ce qu'il faudrait faire pour l'y attirer. Il y a cependant un élément colonial qui réussit et se développe merveilleusement dans la Régence, c'est l'élément italien. On s'en est occupé beaucoup, ces temps derniers, la presse en a gémì dans des articles inquiétants, des conférences se sont faites sur l'invasion sicilienne de la Tunisie et nous croyons utile d'étudier d'une manière générale, d'une part, pourquoi et comment la petite colonisation sicilienne s'est répandue sur la Tunisie, d'autre part, ce qu'il y a à redouter de son fait.

Le relevé des déclarations auxquelles sont soumis les étrangers séjournant ou résidant en Tunisie indique l'existence de 71.631 Italiens au 31 décembre 1901. On doit tenir compte qu'un certain nombre s'abstiennent de faire aucune déclaration soit qu'ils aient un casier judiciaire, soit par simple négligence. On estimait la population italienne à 10.000 âmes en 1881, au double 10 ans après, à 40.000 en 1896. D'après le recensement des déclarations en 1898, ils étaient alors un peu plus de 64.000.

Ces chiffres indiquent une poussée italienne importante vers la Tunisie, et qui fait réfléchir si l'on met en regard ceux du développement parallèle de la population française (1).

Quelles raisons déterminent cette poussée ?

La première remarque qu'impose l'examen de la population tunisienne issue d'Italie, est ce fait que l'Italie du nord n'a qu'une part infime à son recrutement. Dans une proportion presque absolue, elle vient et de l'îlot de Pantellaria séparé par un simple bras de mer du territoire de la Régence, et surtout de la Sicile en raison de sa plus grande population. L'état social de cette île n'est pas étranger à cet exode. La situation économique agraire de la région centrale est assurément l'élément qui contribue le plus à cette émigration. Le long du rivage de la Sicile, la petite propriété s'est développée avec les cultures intensives, le sol est fertile et le paysan propriétaire ; ce sont ces plaines du littoral, au climat délicieux, couvertes de vergers d'orangers et de citronniers, d'olivettes et de vignes, que l'on a appelé la ceinture dorée de l'île. Là s'entasse dans les villes et dans les villages, la majeure partie d'une population de 3 millions et demi de personnes. A l'intérieur de cette couronne s'étendent les régions du centre, si semblables par la nature du sol et

(1) La population française de 9.000 âmes en 1891, fonctionnaires compris, a passé à 16.207 en 1896 et 25.204 en 1901. La création du port militaire de Bizerte compte pour une part importante dans la dernière plus-value.

le régime pluvial à la Tunisie. L'impôt y pèse lourdement sur la terre cultivée et constitue un obstacle à sa mise en culture, le régime agraire rend très précaire l'existence des métayers. Les plateaux dénudés se succèdent mal cultivés en céréales, trop souvent ravagés par la malaria. Dans toute cette région, on ne trouve guère que de très grands domaines, restes de la période féodale. Les propriétaires descendants presque toujours des anciens seigneurs vivent à la ville de leurs revenus, sans s'occuper en rien de l'exploitation de leurs domaines. Ils s'en remettent à des régisseurs ou traitent à forfait avec des sortes d'entrepreneurs de culture, qui passent à leur tour des contrats de ferme ou de métayage d'après des conditions spéciales au pays avec des laboureurs, ou plus souvent emploient des cultivateurs à la journée au prix minime de 0 fr. 90 à 1 fr. 10 par jour. Encore cette seconde catégorie de travailleurs semble-t-elle bien plus favorisée que la première qui n'a jamais qu'une faible étendue de terre à cultiver, rarement plus de deux hectares, et dont le sort, a écrit M. Combes de Lestrade, est en définitive d'avoir un peu de blé quand il est à bas prix et pas du tout quand il est cher. L'impôt foncier s'élève parfois à 40 0/0 du revenu. A cela il faut ajouter les mauvaises récoltes fréquentes pour les céréales, l'invasion du phylloxéra et la mévente des vins dans la crise vinicole de ces dernières années, et le régime tout particulier de terreur et d'injustice que la Mafia, dont tout Sicilien est à la fois victime et complice, impose à l'île. L'infortuné

paysan de la région centrale n'a aucun moyen de sortir de son état de désolante misère, et devenir propriétaire est pour lui un rêve irréalisable. Dans la région littorale, le prix de la terre est très élevé, en raison de son morcellement et de la densité extrême de la population. Dans la région centrale, la constitution de la propriété interdit au paysan de devenir autre chose que locataire perpétuel, par un contrat analogue à ce contrat d'enzel tunisien dont nous avons parlé. C'est une amélioration sensible de sa situation, s'il y arrive, mais c'est peu de chose à côté des difficultés contre lesquelles il doit continuer à lutter. Lorsque ce Sicilien, qui meurt de faim sur le sol natal, entend dire qu'à quelques heures de son île il trouvera une région où l'on peut en louant ses bras, gagner 2 francs à 2 fr. 50 par jour, où la terre fertile est relativement bon marché, où l'on peut au surplus l'acquérir, comme en Sicile et plus commodément, au moyen d'une simple rente annuelle, où enfin les impôts ne comptent guère auprès de ceux auxquels il est soumis dans son pays, est-il bien étonnant qu'il sente le désir d'aller vers cette terre promise ? Il trouve à Trapani et à Palerme des bateaux, parfois de petites embarcations, qui pour un prix de passage insignifiant, 2 à 6 francs, le transportent en Tunisie. Il sait qu'il y reverra des compatriotes, souvent des parents tout disposés à l'accueillir. Là au moins tous trouvent à vivre. Maçons et terrassiers, ils sont payés moitié plus qu'en Sicile, et notablement moins que les Français, ce qui fait qu'on les emploie uniquement. Pê-

cheurs, « ils sont traités comme les nationaux et les Français », selon les termes de l'article 7 de la Convention de commerce (qui, clause désavantageuse, n'admet pas la réciprocité) et capturent abondamment sur les côtes de la Régence, thons, sardines, anchois, raies, dorades. Cultivateurs, ils offrent leurs bras endurants et robustes à si bon compte au propriétaire rural que celui-ci est forcément amené à les employer.

Dans les premiers temps de l'occupation, ils ont trouvé abondamment à s'occuper sur les chantiers de travaux publics. Les terrassements du réseau des routes et des chemins de fer sont en majeure partie leur œuvre. Plus tard, le grand domaine vinicole a fait appel à leurs aptitudes agricoles. Beaucoup enfin sont occupés par les exploitations minières, dont le nombre a cru progressivement dans la Régence.

Grâce à un genre de vie d'une sobriété qu'il faut avoir observée pour s'en faire une idée, ils arrivent à réaliser, sur un salaire de 2 francs à 2 fr. 50 par jour, de notables économies. Selon le caractère propre aux Italiens, qui émigrent en masse mais envoient au fur et à mesure leurs gains au pays natal et finissent par y retourner, la plupart, ouvriers sur les chantiers de travaux publics, dans les domaines agricoles ou dans les mines, se déplacent avec la plus grande facilité, passant, suivant les demandes de main-d'œuvre, d'un chantier ou d'une exploitation à l'autre. Ils constituent donc une véritable population flottante, qui parcourt la Tunisie et en repart

avec presque autant de facilité qu'elle y est venue. Du 1<sup>er</sup> mai 1898 au 1<sup>er</sup> janvier 1901, près de 20.000 Italiens ont quitté la Tunisie. Un certain nombre cependant, le plus généralement parmi ceux qui se sont déplacés avec une famille constituée, leur femme et leurs enfants, se rappelant peut-être trop la misère épouvantable dans laquelle ils vivaient dans leur pays, emploient leur petit pécule à acheter de la terre sur place. Leurs désirs sont modestes, ils ne rêvent ni vastes espaces, ni domaines s'étendant jusqu'à l'horizon, il leur arrive même de commencer avec moins d'un hectare. Peu importe, ils sont propriétaires, c'est un premier sourire de la fortune. Ils vivent avec une frugalité antique sur leur lopin de terre, allant faire à l'occasion des journées de ci, de là, si leur champ est trop restreint, et arrivent à en tirer à force de labeurs des rendements leur permettant d'acquérir une modeste aisance qui est la richesse, à côté de leur situation antérieure dans leur patrie. Car c'est une race dure que celle du Sicilien et du Calabrais, née d'un sol ingrat (sauf les petits propriétaires littoraux qui n'émigrent pas au surplus), sur lequel il faut peiner pour lui arracher une maigre moisson. Très sobres, ils vivent de macaroni simplement cuit à l'eau et au sel, et au besoin se refusent même le macaroni. Ils mangent les plantes sauvages les plus grossières bouillies, telles que mauve, hortie. Escargots et tortues ne trouvent pas grâce devant eux, et pour varier leur ordinaire, ils sont singulièrement habiles à prendre au collet perdrix et lièvres. Aimant la bois-

son et s'enivrant, volontiers, ils ne regardent pas ainsi que le Français, leurs deux litres de vin comme une nécessité de chaque jour, pas plus que le café, le sucre et le petit verre, et s'en passeront sans aucune peine tant qu'il le faudra. Au besoin ils vivent littéralement de pain et d'eau. Pas plus à Reyville qu'à Saint-Joseph de Djeideidah ou au lac Sedyoumi, on ne constate la présence du moindre débit de boisson. Tant qu'ils sont à la période de création et de labeur intense en même temps que de stricte économie, ils s'abstiennent soigneusement de toute dépense qui dépasse le nécessaire absolu. Le dimanche, on voit le Sicilien assis sur le seuil de sa porte, causant ou jouant sur un espace plat voisin aux jeux de son pays. Il n'éprouve pas le besoin comme le Français, d'aller de temps à autre faire une tournée à la ville voisine ou d'aller faire une manille, ou prendre l'air du débit de boissons qui s'implante à proximité dès qu'il y a un embryon de groupement de quelques exploitations françaises. Le Sicilien en état de vivre, lui et sa famille, toute une année avec une somme insignifiante, n'a pas besoin d'avances, il subit sans peine les années de sécheresse, et quand vient une bonne année, elle est pour lui toute en bénéfice. Pour parer à des besoins si minimes et assurer son existence, il lui suffira de cultiver une surface très restreinte, 2, 3, 5 hectares selon le nombre de ses enfants, sur laquelle il n'aura besoin de faire appel à aucune main-d'œuvre étrangère, et que lui et ses enfants, âgés de plus de 9 et 10 ans, suffiront à retourner.

N'ayant presque jamais de quoi acheter une charrue et un cheval, il bêchera de ses mains, en y passant quelquefois jusqu'à ses nuits, le lopin à cultiver. Arrivera-t-il à 1.000 francs de revenu, il se trouvera très riche, alors que le Français s'estimerait dans la misère.

Le propriétaire français a confiance en sa tenacité. Il lui vend très cher une parcelle que l'Italien lui payera sûrement dans la période de 8 à 10 ans qui lui est laissée pour se libérer. Le Sicilien en effet, ne s'endette pas par les mauvaises récoltes comme le Français, se privant et trouvant moyen, avec ses besoins si faibles, de vivre quand même. Peut-être aussi le propriétaire français prévoit-il, au cas où l'acheteur ne se libérerait pas et qu'il fallut reprendre possession de la parcelle cédée, moins d'ennuis et de mauvais procédés si c'est un Italien que s'il avait à expulser un Français. En fait, le cas ne se présente pas pour les Italiens qui arrivent toujours à solder. Ils ont pour cela d'ailleurs la facilité d'aller faire des journées au dehors.

Le Sicilien n'exige aucun confortable dans son habitation. Il se contente de modestes cabanes, parfois d'affreuses cahutes recouvertes avec des débris de caisses et de bidons de pétrole, et dont l'aspect général est plus proche du gourbi arabe que de la maison de ferme française. Il est son propre maçon quand il se décide à construire une maisonnette plus sérieuse avec les pierres qu'il aura retirées de son champ. Sobriété, endurance, c'est le secret de leur colonisation (1).

(1) Nous emprunterons à *La Quinzaine coloniale* (n° du 10 janvier

Ce qu'il faut mettre en relief d'autre part, c'est le grand esprit de solidarité de ces colons siciliens. Dès qu'ils sont sortis de peine, ils se hâtent d'appeler les parents et les amis qu'ils ont laissés dans la situation misérable qu'ils ont eux-mêmes abandonnée. Ils les accueillent à leur arrivée, trouvent moyen de les abriter quelque temps dans

1902) l'histoire d'un de ces colons siciliens :

Le nommé Antonio F... s'est établi en 1891 sur les bords du lac Sedjoumi à quelques kilomètres de Tunis. Il avait acheté 5 hectares à enzel, c'est-à-dire moyennant le paiement d'une rente perpétuelle de 12 fr. 50 par hectare. Avec sa famille il s'est installé dans une excavation de rochers, fermée au moyen de vieilles boîtes de conserves éventrées ; il a vécu là 4 ans. Les premières années il travaillait chez les colons du voisinage, faisant ainsi 200 journées de travail en moyenne, qui lui étaient payées à raison de 2 fr. 50 par journée. Pendant le reste de son temps il défrichait le terrain et y plantait de la vigne. A mesure que ses cultures s'étendaient, il leur consacrait un temps plus long et diminuait le nombre des journées employées au dehors. Dès la troisième année il récoltait quelques raisins ; au bout de 7 à 8 ans, il en vendait pour 800 francs. Aussitôt qu'il a pu, il a commencé à construire de ses mains une modeste petite maison en pierre, qui est un véritable palais, s'il la compare à l'habitation primitive de ses débuts. De ses propres mains aussi, il a creusé un puits. Maintenant Antonio F. vit à son aise. Il y a quelques années, il a marié sa fille à un de ses compatriotes, et lui a donné en dot un hectare de sa plus vieille et plus belle vigne. Il est incomparablement plus heureux qu'il n'était en Sicile. Grâce aux efforts de la justice et de la police françaises, la Maffia le laisse tranquille. Il vit de peu de choses. Les impôts qu'il a à payer se bornent à 4 fr. 80 de taxe de route qu'il lui est loisible de racheter par quatre journées de travail, et aux 3 francs par hectare de la taxe phylloxérique. Exécutant de ses mains tout le travail de sa propriété, il n'a à supporter d'autres frais que ceux, très peu élevés, de son entretien et celui de sa famille ; aussi sa récolte est-elle pour lui chaque année un bénéfice net. Cet homme qui, par 7 ou 8 années d'un labeur opiniâtre est arrivé à se créer une propriété qui lui rend d'un millier de francs par an, se croit riche. Cela montre la profondeur de la misère qui règne en Sicile. »

leurs demeures si étroites d'où leurs nombreuses familles débordent elles-mêmes. D'avance ils ont cherché de l'ouvrage pour le nouveau venu, que l'on pourra voir la pioche à la main le lendemain même de son débarquement. Au bord du lac Sedjoui s'est formé tout un petit village italien d'une cinquantaine de familles qui déjà essaime sur les propriétés voisines. C'est d'ailleurs un fait colonial général, et vrai tout particulièrement pour les Italiens, que les immigrants sont presque toujours groupés par région et souvent par villages d'origine. De même que dans la grande immigration vers l'Amérique les émigrants de la région de Gênes se portent vers New-York, ceux de Naples vers la Nouvelle-Orléans, ceux de Sicile vers Buenos-Ayres, de même sur une échelle restreinte en Tunisie l'auto-recrutement des Siciliens se fait par localisation dans telle agglomération de colons par village d'origine. Ceux qui sont fixés au Kef, au nombre d'environ 500, sont presque tous originaires de Rocca di Palumbo. Le petit centre de Reyville, groupe d'une cinquantaine de maisons, est habité uniquement par des émigrants de Pantellaria.

Cette consonnance française de Reyville doit attirer notre attention. Créé sur le domaine français de l'Enfida, rendant hommage par son nom à un des promoteurs de cette exploitation, il est pourtant entièrement italien. Et ce n'est pas le seul endroit où nous voyons le grand domaine français constituer par vente du sol aux Italiens des agglomérations étrangères. Nous citerons St-Joseph

de Djedeidah, sur la terre de Chavnat appartenant à Mme Lagrenée et comptant quarante familles ; un autre propriétaire a établi 18 familles, deux commandants de l'armée française en ont chacun une dizaine. Un autre centre italien a été créé également par allotissements sur la ferme de M'rira, appartenant à M. Prouvost, près du lac Sedjoumi. Ces villages ont été constitués par vente des propriétaires français aux Siciliens. Ils y trouvent un gros bénéfice, revendant par lots infimes le sol trois à dix fois le coût d'achat. A Reyville, l'hectare atteint le prix élevé de 350 francs. Fait qui peut sembler paradoxal, ce prix écarte le colon français et n'effraie pas le misérable Sicilien. C'est que le dernier arrive à vivre sur deux, trois hectares et à solder une vente à crédit par des prodiges d'économie et de frugalité, alors que le Français ne peut ni se débrouiller avec un lot si restreint, ni égaler à beaucoup près l'énergie du labeur et de la sobriété qui caractérisent le Sicilien.

Ce ne sont pas les seuls hameaux ou villages italiens. Un israélite, devenu propriétaire de vastes étendues à la suite de prêts hypothécaires, a morcelé ses terres au profit de cent familles siciliennes. Citons encore les groupements déjà importants de Kelibia dans la presqu'île du cap Bon et du lac Sedjoumi près de Tunis.

Il faut ajouter ceux qui se sont créés sur de grands domaines, simplement par le recrutement de la main-d'œuvre parmi les Siciliens. C'est ainsi que l'on trouve à Schuiggui une population de trois à quatre cents Ita-

liens, en service sur le vignoble important de MM. Leroy-Beaulieu et Picot.

Enfin ces dernières années il s'est fondé en Italie même deux ou trois sociétés (1) de colonisation qui ont doté la Régence de plusieurs centres. Elles ont acheté de vastes propriétés qu'elles ont divisées en lots de 2 à 5 hectares et revendues moyennant un certain nombre d'annuités aux colons siciliens. Comme ils se livrent tous à la culture de la vigne, culture intensive par excellence qui sur un espace si restreint peut faire vivre une famille nombreuse, une famille de Siciliens bien entendu, chaque domaine morcelé forme rapidement une agglomération importante. La seule difficulté est pour le Sicilien d'assurer son existence en attendant le produit de la vigne qui n'arrive qu'à la quatrième année. Le fonctionnement d'une de ces sociétés va nous montrer comment cette difficulté est résolue.

La Société Camino et Cie, fondée par un professeur de Trapani, a déjà acheté trois grands domaines : Bordj el Amri, 3.800 hectares à 26 kil. de Tunis ; Farsine, 1.000 hectares, à mi-chemin entre Hammamet et Zaghouan, et un troisième domaine de 600 hectares sur la route de Hammamet. Les domaines sont divisés en deux parts. L'une, la plus restreinte, est cultivée directement par des journaliers ; l'autre est allotie par deux à dix hectares

(1) La Chambre de commerce de Palerme a nommé en 1899 une commission chargée de rechercher les voies et moyens à employer pour fonder des colonies agricoles coopératives en Tunisie.

vendus par annuités à des Siciliens sans ressources. La société les loge, leur fournit du travail sur son exploitation directe, et leur prête, à titre d'avance, 1 fr. 50 par jour toutes les fois qu'ils travaillent sur leurs lots. Le colon ne commencera à payer les annuités et à rembourser les avances qu'à la fin de la cinquième année, c'est-à-dire à la seconde récolte normale de la vigne. Telle est l'organisation très simple d'une des plus importantes de ces sociétés, qui dispose d'un capital de 2.500.000 fr. Elle comprend parmi ses créateurs un secrétaire d'État, membre de la Chambre des députés, M. Saporito, et un ancien ministre, M. Nasi. D'ailleurs les promoteurs de ces sociétés sont tous des personnages influents : députés au Parlement, professeurs des Universités, membres marquants de la haute bourgeoisie de la Péninsule.

Voici trois ou quatre ans que tous les esprits qui s'occupent des questions coloniales ont senti une sorte d'inquiétude en assistant à l'éclosion de ces sociétés qui venaient donner un nouvel appoint à l'immigration italienne en Tunisie, et ont vu dans ce fait une menace pour l'avenir de la domination française dans ce pays. Le spectacle de ces longues théories d'ouvriers, de femmes, et d'enfants italiens, qui à certains moments, remontent du port vers l'intérieur de Tunis, s'opposait de lui-même au petit nombre d'émigrants français qui débarquent isolément et confondus avec des passagers de toute nature. De ce contraste, bien propre à frapper les esprits, est né le sentiment d'un péril national. Certains ont cru,

et affirmé apercevoir, sous ce rapide accroissement de l'élément italien, la main cachée du gouvernement de la Péninsule qui, forcé par les intérêts économiques et les traités qu'elle avait signés de reconnaître officiellement le protectorat de la France sur la Tunisie, se ménagerait une revanche pour l'avenir en inondant la Régence de ses nationaux et en les fixant au sol. C'est dans ce courant d'idée qu'en 1900 la *Revue des Sciences* écrivait, après un voyage dans lequel elle avait pu constater le mouvement foncier italien en Tunisie : « Quand on connaît la misère ordinaire du paysan de Sicile, on s'explique mal qu'avec leurs seules ressources ils puissent devenir d'emblée propriétaires du sol où ils débarquent, forcément on recherche derrière ces pauvres gens quelque ressort caché de fortune. »

Assurément, si l'Italie a amorti la malveillance accusée de son opposition aux débuts du protectorat, si elle a atténué des démonstrations antérieures explicites, c'est devant les nécessités de la préparation d'un accord économique qui s'imposait pour elle avec la France après quinze ans de gêne financière, due en bonne partie à la dénonciation des accords antérieurs.

La France avait organisé le protectorat et affermi son autorité. Sa stabilité en Europe venait de se consolider par l'alliance avec la Russie, et il devenait bien improbable qu'un conflit européen donnât à l'Italie l'occasion d'une possibilité d'obtention de la Régence. Il eût été insensé de sacrifier les avantages économiques qu'elle

devait attendre d'un traité de commerce, à la continuation de démonstrations stériles et coûteuses qui ne pouvaient aboutir à un grand résultat. Elle s'inclina donc, et dans les conventions de 1896 reconnut pleinement notre situation. Mais elle a persisté à considérer la Régence comme un bien échappé à sa tutelle et qu'il fallait, directement ou indirectement selon les circonstances, s'efforcer de ramener entre ses mains. M. Nasi, député de Trapani et ministre alors, disait dans un discours quelques mois après la conclusion du nouveau traité de commerce de 1896 : « Le gouvernement italien ne perd pas de vue sa colonie italienne de Tunisie » ce qui peut bien s'entendre évidemment : « ses nationaux établis en Tunisie », mais qui, rapproché du reste du discours, peut aussi bien prendre un sens plus large. Il est certain que la pensée politique dominante qui se retrouve à toute époque dans leurs journaux et dans leurs revues est celle-ci : « Nous sommes enfermés comme par un cercle de fer dans cette Méditerranée dont nous devrions être les maîtres à cause de notre position géographique. » Récemment M. Fransati, dans la *Nuova Antologia*, s'écriait sous une forme plus vive : « Il faut mourir ou rompre le cercle de fer qui nous enserme dans la Méditerranée. » Et la possession de la Tunisie, nous l'avons vu, serait capitale pour eux. De là à affirmer des combinaisons machiavéliques, des calculs ténébreux du gouvernement de la Péninsule créant sous main la conquête économique de la Régence, par les intérêts, et surtout le peuple-

ment rural italien, dans le but de parvenir ainsi plus tard à une domination de fait (comme n'ont pas hésité à le faire des personnalités sérieuses et sur le dire des publicistes), il faudrait pouvoir arriver à en donner quelque preuve.

En fait de preuve on n'a jusqu'ici pu fournir qu'un argument. D'où viennent, a-t-on dit, les fonds dont ces sociétés disposent si facilement ? On s'étonne de voir tant d'argent sortir des portefeuilles italiens. Tout le monde sait qu'en Italie, en Sicile surtout, les capitaux disponibles sont excessivement rares, et il est permis de se demander si l'initiative privée seule a fourni la douzaine de millions qui aurait été dépensée par les Italiens en créations nouvelles depuis cinq ans. Pendant longtemps les Italiens avaient acheté très peu de terre en Tunisie, et en 1896 ils en achètent de plusieurs côtés. Des agents italiens parcourent le pays à la recherche de propriétés à vendre et offrent des prix très élevés pour les domaines bien situés. Jamais ce mouvement ne se serait manifesté tout à coup et avec une pareille ampleur et un pareil ensemble, si l'initiative privée était restée livrée à ses propres et seules ressources (1).

(1) Le rapport sur 1899 constate le fait de l'immigration italienne croissante : « Dans le Nord, le fait saillant de l'année 1893 est le développement de la petite colonisation italienne et le contre-coup de cette concurrence sur le prix des terrains de culture. » Ce contre-coup a été remarquable, et il ne semble pas que la raréfaction des grandes propriétés, dont le stock va en s'épuisant, ait été activée dans une telle proportion par les Italiens dont les achats ont été seulement de 6.800 hectares en 1899 en face des 13.443 hectares ac-

D'autre part, on a fait remarquer que la Compagnie Florio Rubattino a rétrocédé en 1897 pour 7.500.000 fr. le chemin de fer de la Goulette qu'elle avait acheté en 1880, avec garantie de frais d'exploitation et d'intérêts du gouvernement italien, et on peut affirmer sans crainte de se tromper, pour le compte de celui-ci. C'est, d'autre part, la Compagnie Florio qui a déposé dans les banques de Tunisie les sommes nécessaires à l'achat des grands domaines. C'est un de ses agents qui traitait l'achat de certains d'entre eux : c'est M. Ignazio Florio, qui a paru donner l'élan à la petite colonisation sicilienne. Assurément le gouvernement italien assurerait de la façon la plus formelle qu'il est complètement étranger à tout cela. Mais en 1880, après s'être engagé auprès de notre ministère à ne pas intervenir, il avait bien soudoyé cette Compagnie Florio pour l'achat de la Goulette.

Il lui serait certainement très facile de dissimuler une

quis par les Français (Rapport sur les propriétés en 1899), que le fait seul d'achat explique la plus-value. Il nous a semblé plutôt que les Italiens auraient agi sous la poussée d'une idée et d'une détermination connexes à la création de leurs sociétés d'immigration. Sitôt l'idée arrêtée, ils ont voulu l'exécuter. Et sans temporiser, étudier et chercher pour acquérir des propriétés dans les meilleures conditions pécuniaires possibles, ils se sont mis à l'œuvre immédiatement et ont acheté sans retard. Naturellement les vendeurs devant des acheteurs si déterminés ont haussé le prix. Le fait peut être un argument pour ceux qui entrevoient l'action directe du gouvernement italien derrière ces sociétés. Il s'explique également assez naturellement par le simple motif que les sociétés capitalistes en formation sont en quelque sorte obligées de donner à leur but, immédiatement au moins, une part d'exécution pour mieux assurer la souscription des capitaux.

subvention occulte, pour le développement de la colonisation italo-sicilienne, à la Compagnie Florio, parmi les 8 à 9.000.000 qu'il accorde annuellement à cette société pour ses lignes postales. Et on ne saurait nier que les actes de cette puissante Compagnie ne soient d'une certaine manière, solidaires des impulsions du gouvernement italien.

Pour nous, nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de recourir à l'explication d'une action occulte du gouvernement italien pour les quelques millions que les sociétés de colonisation sicilienne ont pu déverser vers la Régence. Quiconque connaît la prospérité du littoral sicilien et l'importance de certains de ses vignobles, est moins porté à s'étonner que des capitalistes enrichis par la culture de la vigne en cette région aient pensé à la réussite presque certaine de leurs compatriotes cultivant et plantant de la vigne de l'autre côté de la mer, et aient tenté une opération en laquelle ils voyaient à la fois un bénéfice pécuniaire, un service à leurs concitoyens malheureux et par surplus, un avantage politique.

Au reste, si l'on ne peut prouver et par conséquent affirmer une action occulte particulière du gouvernement italien sur une colonisation en Tunisie, qui trouve amplement déjà dans des conditions naturelles des explications suffisantes, on peut bien faire remarquer, d'une manière générale, combien peu l'Italie abandonne ses émigrants qui essaient dans toutes les parties du monde. Elle a installé dans ses ports d'émigration des agents royaux

spéciaux d'émigration, des banques spéciales pour recevoir leurs dépôts dans les pays où ils débarquent nombreux, et fait accompagner ces émigrants d'officiers de marine, de médecins et d'agents même sur les vapeurs étrangers qui les transportent. Assurément elle ne perd pas de vue ses nationaux établis en Tunisie et ne peut que s'applaudir de leur installation et les favoriser selon ses moyens.

Toujours est-il que l'élément italien, à l'ombre du drapeau français, sous la protection de nos troupes et de nos gendarmes, se développe à merveille. L'étiquette du pays est purement française, mais l'intérieur devient italien. Comme ces industriels qui, en conservant la bouteille d'une liqueur de marque, lui substituent un produit falsifié, les Italiens semblent s'incliner d'autant plus facilement devant notre domination politique et témoigner d'autant plus de déférence à nos administrateurs qu'ils ont reconnu, semble-t-il, la justesse de ce qu'écrivait Jules Ferry en 1892 (*La Tunisie*, par Faucon, p. 12).

« Les intérêts italiens ont tiré le profit le plus direct et le plus certain de tout ce que l'administration française a fait depuis 10 ans pour la prospérité de la Tunisie. C'est au grand bénéfice de 30.000 Italiens (en 10 ans ils sont devenus 72.000) que la France a apporté dans ce beau pays l'ordre matériel et financier, l'honnêteté administrative et judiciaire, tous les bienfaits d'une direction intelligente et progressive. »

Ils profitent des commodités que leur assure un traité

de commerce qui, dans un but de conciliation et pour équilibrer des concessions mutuelles, leur a reconnu en Tunisie des avantages que M. Paul Leroy-Beaulieu dénonce comme « excessifs », et leur a garanti les mêmes traitements qu'aux indigènes et aux nationaux. Article 1<sup>er</sup> de la Convention consulaire signée le 27 septembre 1896 entre l'Italie et la France : « Les Italiens en Tunisie seront reçus et traités relativement à leurs personnes et à leurs biens sur le même pied et de la même manière que les nationaux et les Français, ils jouiront des mêmes droits et privilèges ». Ce qui leur permet de participer à toutes les adjudications de travaux à exécuter pour le compte des diverses administrations. Il n'est pas d'avantage possible de limiter leur nombre sur les chantiers.

Leurs progrès sont indéniables et ils semblent nous dire : « Gouvernez le pays, établissez routes et chemins de fer, creusez des ports, créez l'outillage, construisez de superbes édifices publics, vous travaillerez en partie pour nous.

» Jusqu'ici ils se contentaient de constituer une population flottante, qui pouvait déjà être un atout sérieux contre nous dans l'ouverture d'une guerre. Maintenant ils se fixent au sol, et en quatre ans cette immigration italienne s'est attachée à la terre par la propriété. Si cette population de cultivateurs s'accroissait rapidement, cela devrait éveiller les plus sérieuses appréhensions chez ceux qui ont à cœur la prépondérance de l'influence française dans notre colonie.

Dans quelle proportion cette élite rentre-t-elle dans le total de la population italienne de Tunisie ?

Les résultats définitifs du recensement de 1902 détermineront cette question. D'après les informations recueillies sur les lieux mêmes, les Siciliens ou Pantellariens actuellement attachés au sol par des contrats de vente, enzel ou location avec promesse de vente, représenteraient environ 600 familles, soit 3.600 personnes. Cette population serait donc légèrement supérieure à la population agricole française de l'heure actuelle (1).

Sur toutes les routes qui convergent vers Tunis, ils possèdent déjà des positions de premier ordre ; 7 à 8.000 hectares sur celles qui conduisent à la frontière algérienne ; 8.000 sur celle de Zaghouan ; 7.000 autour du golfe d'Hammamet, cette plage si favorable au débarquement de l'ennemi. Autour de Bizerte, ils ont acheté plusieurs milliers d'hectares.

Si la population globale italienne prend une extension toujours croissante qui peut alarmer, ce que nous devons envisager comme encore plus redoutable c'est le mouvement de l'élément terrien, d'une bien plus grande importance en lui-même qu'une population flottante d'ouvriers et de petits commerçants.

Tous les auteurs qui, à différentes époques, ont écrit sur la Tunisie, ont été amenés à constater l'avantage du nombre des Italiens établis dans la Régence, sur celui

(1) 3.265 personnes au recensement de décembre 1901.

des Français. Mais, leur optimisme a toujours tablé pour regarder le danger comme insignifiant, sur la gêne financière de l'Italie et le peu d'attaches foncières qu'elle aurait en Tunisie.

En 1892, Eugène Poiré écrit (*La Tunisie*, p. 60 et seq., *passim*), après avoir constaté que les Italiens sont 18 à 20.000 en face de 10.000 Français, non compris les Algériens :

« L'avantage du nombre peut-être pour longtemps, reste à l'Italie. Mais quelle somme d'intérêts matériels représente la colonie italienne en face de la colonie française ? C'est ici que les illusions s'évanouissent...

« Les capitaux font défaut à l'Italie, elle n'en a pas à exporter au dehors, ceci immanquablement réduit ses entreprises...

« Dès maintenant nos compatriotes possèdent plus de 400.000 hectares, les Italiens en tout n'en ont pas 30.000, et c'est là qu'apparaît le mieux la précarité de leur position...

« Les Italiens qu'on trouve en Tunisie sont sans attaches foncières. D'elle-même cette colonie nombreuse, industrielle aussi, mais peu liée au sol, n'aurait guère de solidité, sans l'appui que lui prête l'élément juif et sans la protection dont la couvre ostensiblement et persévéramment la diplomatie du Quirinal. »

En 1898, M. Saurin prononçant un discours pour patronner le peuplement français de la Tunisie, faisait remarquer combien serait dangereux la prise de posses-

sion du sol par des cultivateurs italiens s'établissant en groupes compacts comme propriétaires, locataires ou métayers. Et tout en constatant que cette classe était née et faisait des progrès d'ailleurs lents, il se rassurait en remarquant que ce développement restait inférieur à l'essor français, et qu'il existait chez les Italiens un grand obstacle à leur progrès, le manque de capitaux. Ces capitaux allaient surgir, et deux ans seulement après, le même orateur, prenant pour titre l'invasion sicilienne, poussait un cri « d'alarme », non sans d'ailleurs quelque pointe d'exagération.

Quoi qu'il en soit, ce sont là faits alarmants que l'opposition antérieure du gouvernement italien. Car si alors la difficulté pouvait se résoudre diplomatiquement, tôt ou tard, si l'hostilité italienne ne pouvait sérieusement empêcher notre position de s'affermir d'année en année en Tunisie et pouvait nous créer plus de froissements que de torts sérieux, l'immersion menaçante de l'élément français dans l'élément italien constitue un danger beaucoup plus sérieux et plus difficile à parer.

Il serait bien vain de compter sur l'assimilation. Elle se fait à la rigueur dans une certaine proportion en Algérie ou en France. Manouvriers, terrassiers, ouvriers ou petits commerçants, les Italiens y vivent isolés, entourés de tous côtés par l'élément français. L'école, l'église, les mariages mixtes arrivent à faire de leurs enfants des Français. La situation est autre en Tunisie. Ils sont actuellement quatre fois et demie plus nombreux que les

Français sans la troupe et les fonctionnaires, et c'est l'élément français qui est à un certain degré isolé parmi les étrangers. Dans les cafés, dans les rues, dans les tramways, dans les chemins de fer, partout la langue italienne frappe les oreilles. M. Saurin dès 1898 (1), cite l'école de Sedjoumi où sur 28 élèves il y a alors 24 Italiens, et ajoute : « Est-ce le groupe des quatre petits français qui assimilera ces 24 enfants siciliens ! Mais surtout, ce qui parallèlement à leur nombre leur donne une véritable puissance nationale, c'est qu'ils ont à leur tête une classe dirigeante très unie et très intelligente qui leur donne corps pour ainsi dire. Avocats, médecins, architectes, commerçants ou grands propriétaires, constituent une bourgeoisie assez nombreuse, qui se tient les coudes, soutient ses compatriotes moins fortunés et est animée d'un patriotisme ardent.

Dans toutes les villes, les écoles italiennes sont florissantes, partout il y a des sociétés de secours mutuels, de musique, de gymnastique. A Tunis, il existe une douzaine d'associations très prospères : depuis 1896 celles qui végétaient ont pris un nouvel essor, d'autres ont été fondées. Une succursale de la Dante Alighieri qui a pour but « de soustraire les enfants à l'influence étrangère » date de 1897. La société de bienfaisance italienne, la banque populaire, ont été créées en 1899, année où une souscription nationale à laquelle le roi prenait part, dotait Tunis d'un hôpital colonial italien.

(1) Saurin, *Le peuplement*, p. 44.

Le Sicilien continue ainsi à vivre en Tunisie dans un milieu complètement national : son journal quotidien est un journal italien ; fait-il partie d'une association, il n'y rencontre que des nationaux. A Tunis, à Sousse, à Bizerte, il envoie ses enfants dans des écoles nationales, où ils puisent un sentiment patriotique très ardent. Vient-il à tomber malade, l'hôpital italien le recueille, il peut se croire dans son pays, tant la vie et la pensée nationales l'enserrent de tous côtés.

N'omettons pas le soutien que les Italiens trouvent dans la petite banque tunisienne. En Tunisie existent bon nombre d'israélites italiens, originaires presque tous de Livourne. Ils détiennent les principales maisons de banque, en dehors des trois grosses banques françaises (le Comptoir d'escompte, Compagnie algérienne, Banque de Tunisie) et aident leurs compatriotes d'une manière libérale. Ils ont soutenu de leurs capitaux des entreprises fructueuses qui sont, de longue date déjà, en des mains italiennes, telles que les mines de plomb du Djebel Regas, les pêcheries de thon de la côte orientale, etc.

Par un retour ordinaire, en face du pessimisme fort exagéré de certains, d'autres arrivent maintenant à des conclusions empreintes du plus grand optimisme (1). « Le nombre des Italiens que l'on peut considérer comme définitivement attachés au sol tunisien, disent-ils, est en dernière analyse, assez faible. Ceux qui s'effraient de voir

(1) Extrait de la *Quinzaine coloniale*, n° 122, p. 42.

ces étrangers se fixer dans notre colonie et y faire souche oublient qu'ils n'apportent avec eux aucun sentiment national de nature à entrer en conflit avec des idées françaises. En fait, Siciliens et Pantellariens ne sont Italiens que de nom et ne sont pas fondus avec leurs compatriotes de la péninsule pour former avec eux une nationalité commune. La Sicile était entrée avec enthousiasme dans l'unité italienne, mais elle n'en a recueilli que des déceptions. La situation économique n'a été améliorée en aucune façon, le poids des impôts qui pesaient sur elle a plutôt été aggravé, et la cruelle répression des troubles de 1893 a semé contre l'administration italienne des ferments de haine qui ne faciliteront pas l'assimilation. Bien que politiquement unie à l'Italie, la Sicile est restée un monde à part, avec ses mœurs particulières et sa langue que les Italiens du Nord ont peine à comprendre. Transportés en Tunisie où, grâce à leur travail, ils arrivent à se créer une position relativement aisée, si nous savons les accueillir sans arrière-pensée, ces nouveaux colons auront bientôt oublié l'Italie à qui ils ne doivent rien. Déjà tous leurs petits groupes agricoles n'aspirent qu'à faire enseigner le français à leurs enfants ; sur leurs pressantes sollicitations, le gouvernement du Protectorat a ouvert des écoles. Lorsqu'ils sauront qu'en demandant la naturalisation française, ils éviteront à leurs fils le service militaire en Italie, dont la durée, variable suivant diverses catégories, va jusqu'à cinq années, et qu'ils ne les verront plus astreints qu'à servir une année en Tunisie

même, ils n'auront aucune raison d'hésiter à suivre les conseils de leur intérêt. »

Il y a à ces raisonnements plus d'apparence spécieuse que de bien fondé. Que le Sicilien soit un type particulier dans la population italienne, cela est exact, mais non isolé puisqu'il tient si fort du Calabrais lequel de proche en proche se rapproche des populations plus au nord. Qu'il soit mécontent et opposé au gouvernement, il en a quelque raison. Mais le croire détaché du rameau italien pour cela serait la même erreur que de prétendre que les Bretons ne sont pas Français parce qu'ils ont leur langue, leur coutume et s'insurgent ces temps-ci, très montés contre le gouvernement français. Qu'ils désirent avoir des écoles françaises parmi eux, c'est vrai, faute d'écoles siciliennes, et, comme disait un Sicilien sur les bords du Sedjoumi, pour occuper et garder les enfants pendant que les parents et les aînés travaillent aux champs. Quant à la question du service militaire, une fois établis en Tunisie ils préféreront n'en pas faire du tout qu'y faire une année en devenant citoyens français, ce qui ne leur amènera que des obligations sans avantages.

A tout peser, la grande masse de l'immigration sicilienne, qui ne s'attache pas au sol, est flottante et en partie de passage, ne présenterait de sérieux dangers que dans le cas où nous aurions à repousser en Tunisie une agression venue du dehors. Alors en raison de son grand nombre, elle serait inquiétante. Il y aurait évidemment un certain danger dans la présence de ces 70.000 Ita-

liens dont un quart au moins appartient à la milice mobile et à la milice territoriale d'Italie. Ils trouveraient des points d'appui dans les petites agglomérations de colons siciliens autour de Tunis, de Bizerte, sur les routes d'Algérie et sur les ports de débarquement. Ce ne serait sans doute pas un appoint dédaigné par ces états-majors des corps d'armée du Sud, qui s'intéressent assez aux questions tunisiennes pour s'abonner au quotidien local la *Dépêche Tunisienne*.

Il est une association que nous avons omise. C'est la Société patriotique italienne, organisée en 1897, par un officier italien, le capitaine Puliga, dans le but « d'entretenir des relations avec les autorités militaires d'Italie ». Cette société a des cercles militaires à Bizerte et à Mèhédia.

Il est vrai que l'éventualité d'une agression venue du dehors semble actuellement devenir de jour en jour plus improbable, surtout à l'heure actuelle où l'on escompte le rapprochement latin, France, Italie, Espagne. Mais tabler sur une situation politique momentanée, pour ne plus craindre l'avenir et ne pas se soucier de ce qui adviendrait si l'accord, qui n'est pas fait encore puisque l'Italie tient toujours à la triplice, venait à se désagréger, serait une lourde faute. Au point de vue économique, la présence dans un pays de colonisation de cette quantité de travailleurs à bon marché, a pour effet de maintenir la main-d'œuvre à un prix assez bas. De là deux conséquences. L'émigration sicilienne barre

pour ainsi dire la route à l'émigration des Français qui n'apportent avec eux que leurs bras et leur bonne volonté, et aussi malheureusement plus d'appétits et de besoins qui ne leur permettent pas d'accepter les salaires dont se contentent les Siciliens. Par contre, elle diminue les frais de création et d'entretien des domaines, et par là rend service à la constitution de la grande propriété.

Nous devons ajouter au bénéfice de l'immigration sicilienne en Tunisie, que son niveau moral s'est relevé depuis quelques années. Aux débuts du protectorat, elle recevait en abondance, de Sicile, des repris de justice, et de Pantalleria passablement de forçats en rupture de ban. Ce rebut de population s'efforçait d'importer avec elle la mafia, la vendetta et autres peu intéressantes mœurs siciliennes. La dénonciation de l'ancien traité italo-tunisien a permis au gouvernement de la Régence de se débarrasser par l'expulsion de ceux dont le casier judiciaire supporte certaines charges (1).

(1) A côté des 71.631 Italiens, la Tunisie comptait au 31 décembre 1900, 15.282 étrangers dont la grande majorité, 12.038, sont Maltais. Les Maltais, sujets anglais, sont nombreux sur tout le littoral africain. On serait embarrassé, dit Poiré (*La Tunisie*, p. 56), de dire au juste à quelle nationalité ils appartiennent ; leur patrie est comme une hôtellerie, où, dans le cours des siècles, tous les peuples visant à la domination de la Méditerranée, depuis les Phéniciens de l'antiquité jusqu'à ceux de nos jours, les Anglais se sont mêlés et confondus. C'est une race sobre, intelligente, laborieuse, apte à une foule de métiers. Leur nombre plus restreint les rend déjà beaucoup moins dangereux que les Italiens, encore qu'il faut les avoir vus surexcités à l'époque de Fashoda pour se rendre compte de la fausseté de l'opinion de ceux qui prétendent qu'ils nous sont unis par de forts liens de sympathie. Ils sont moins dangereux aussi parce

qu'ils n'ont pas de tendance à occuper le sol, ne faisant pas de culture, sauf la culture maraîchère où ils excellent, mais là encore ils sont neuf fois sur dix simples locataires ; ils sont de préférence hommes de services, cochers maquignons, commerçants en fourrage ou en bestiaux. Cet élément, peu dangereux isolé, pourrait le devenir dans un conflit avec l'Angleterre, et ce serait une difficulté de plus si dans un conflit avec l'Italie ils s'unissaient aux Italiens.

La population anglo-maltese ne peut heureusement se développer en Tunisie avec la même rapidité et la même importance que la population italienne. Sans doute dans leur île étroite et aride, insuffisante à les nourrir tous, ils se multiplient à foison, car ils forment une des populations dont le taux de natalité est le plus élevé. Ils émigrent sans cesse de leur territoire surpeuplé vers l'Égypte, l'Algérie et la Tunisie où ils ne rencontrent pas comme en Algérie la concurrence des Mahonnais et des Espagnols dans leurs spécialités. Mais le nombre des insulaires de Malte est cependant trop restreint pour que ce mouvement relativement important le devienne vraiment. Il semble même, d'après les évaluations de ces dernières années, qu'à mesure que les Italiens affluent plus nombreux, le nombre des Maltais décroît par un effet de concurrence sans doute,



## CONCLUSION

Résumons les observations que nous avons présentées et faisons l'examen des questions diverses que le sujet de cette thèse nous a conduit à envisager.

La création du grand domaine en Tunisie a, nous l'avons indiqué, subi un arrêt. D'autre part, il n'emploie pas la main-d'œuvre française. Peut-être n'apparaîtrait-il pas comme trop étranger au corps de cette thèse de dire brièvement pourquoi, d'une part parce que le peuplement français de la Tunisie n'est pas resté étranger à notre pensée dans le choix de notre sujet, d'autre part parce que le petit colon français, lui-même, est obligé d'avoir recours aux moissons, à la vendange, à une main-d'œuvre autre que la sienne.

La main-d'œuvre courante en Tunisie est arabe, soudanaise ou italienne. Deux motifs l'expliquent : l'indigène travaille pour 1 franc à 1 fr. 50 par jour, le fezzanais, musulman de teint foncé et de race mâtinée de nègre, venu du Soudan ou de la Tripolitaine et vulgairement appelé négro dans le pays, pour 1 fr. 50 à 2 francs. L'Italien demande relativement moins de surveillance, fait un travail plus intelligent et peut travailler à la tâche pour 2 francs à 2 fr. 50, alors que le Français regarderait comme maigre et insuffisant un salaire de 4 francs. Le

Soudanais et l'Italien sont en outre susceptibles d'une somme de travail supérieure à celle que peut donner le travailleur agricole français, habitué aujourd'hui à une certaine largeur de vie et à certaines satisfactions qu'il ignorait presque il y a seulement vingt ans. Des conditions économiques plus avantageuses, l'argent qui s'est déversé à diverses époques sur différentes régions grâce à l'importance momentanée de certaines cultures, surtout le contact par la caserne, des villes, de leurs jouissances, de leur bien-être ont rendu le paysan français plus jouisseur, moins laborieux, l'ont amolli selon l'expression de M. Paul Leroy-Beaulieu, et l'ont fait moins endurant que le Sicilien.

Celui-ci est aussi plus simple, plus docile, mieux en main, tandis que le Français, originaire le plus souvent du Languedoc, arrive gâté déjà par la prospérité éblouissante dont a joui le midi vinicole méditerranéen, par les mœurs démocratiques qui y règnent. Il est altier, susceptible, capricieux, impatient d'être commandé. Le climat chaud de la Tunisie semble développer encore son caractère frondeur.

Ajoutons qu'il faut loger l'ouvrier français dans certaines conditions de confortables alors qu'Italiens et Fezzani se contentent d'un baraquement rudimentaire de bois et que les indigènes rentrent le soir dans leurs gourbis.

Enfin le marché du travail français n'existe pas, il faut, dans la plupart des cas, faire venir le cultivateur

français à ses frais sans le connaître personnellement, sur la foi de renseignements qui peuvent être fautifs, parfois volontairement de la part de personnes qui sont enchantées de débarrasser leur entourage d'un sujet malfaisant. Volontiers, dans les villages du Midi, maires et curés donnent les meilleures références sur tel mauvais sujet dont le pays est affligé, tout heureux de le voir s'éloigner. Et, on se trouve engagé à garder, pendant un certain temps, l'ouvrier que l'on a fait venir, même s'il ne fait pas l'affaire, ou, si, comme le cas se présente, il fait plus de tort au travail qu'il n'y aide. Si force est de le renvoyer, il demande l'assistance judiciaire et intente un procès, qui agace le propriétaire, et, il arrive presque toujours à obtenir une indemnité pour son renvoi, la preuve des malfaçons et des mauvais services étant à peu près impossible à faire, les témoins n'existant pas sur une exploitation où tous sont serviteurs.

Si, par hasard, on met la main sur un cultivateur qui se trouve sans place dans le pays, c'est très ordinairement, à l'heure actuelle, un rouleur sans garantie.

Au contraire, on a sous la main et sur place des indigènes tant qu'on en veut, intéressés à bien faire, car ils savent que si leur besogne est mal faite, ils seront immédiatement remplacés. Tandis que le Français, au service, isolé et seul, est très vite porté à se croire indispensable, et à se donner une sorte d'importance tout en prenant le travail à l'aise, Soudanais et Italiens viennent d'eux-mêmes offrir leurs bras et si l'on est mécontent, que l'on

désire les remplacer, le cheik des Soudanais à Tunis, certains de leurs marabouts dans le Bled (intérieur du pays), interviennent ou procurent immédiatement de nouveaux « negros », et le consulat italien fournit lui-même aux colons qui le désirent des Siciliens et des familles siciliennes dont il garantit l'honnêteté.

Seule la taille de la vigne qui demande un apprentissage particulier qui est d'une importance si grande sur la santé du cep et sur les rendements, fait appel principalement à la main-d'œuvre française, encore qu'en plus d'un domaine on ait dès à présent dressé soit des Siciliens, soit même des Arabes. Mais il se trouve que c'est un travail tout momentané, qui peut commencer en Tunisie un mois et demi ou deux mois avant l'époque ordinaire où on le fait dans le midi de la France, à une époque d'ailleurs de morte saison agricole pour cette région. De sorte que les grands propriétaires trouvent facilement à engager pour 5 ou 6 semaines des tailleurs de vigne qu'ils font venir de France. La tâche achevée ceux-ci retournent aux vignobles du Midi, auxquels ils sont attachés et ne constituent en Tunisie qu'un simple élément de passage, et de passage écourté.

D'ailleurs, l'appel qu'on leur fait décline et disparaîtra progressivement. Depuis dix-huit ans, de grands vignobles se sont constitués en Tunisie, important des procédés de culture inconnus à la main-d'œuvre indigène, et demandant particulièrement la taille avec délicatesse de soin qui interdisait de l'abandonner à des mains inexpéri-

mentées. Les grands viticulteurs n'ont pas pris à demeure sur leurs domaines des ouvriers agricoles capables de cette taille parce que celle-ci dure un mois à deux, et que pour l'ensemble des autres travaux ils avaient de grands avantages à utiliser les ressources de main-d'œuvre qui s'offraient à eux dans le pays même. La possibilité de tailler la vigne dès décembre leur a permis la combinaison d'emprunter au midi de la France les ouvriers nécessaires, alors que la morte saison leur laissait les bras libres. Mais peu à peu, par l'observation et l'imitation, les ouvriers italiens et arabes les plus intelligents se forment, et viendra le moment où le tailleur de vigne qui aura fait son apprentissage dans le pays même sera préférable. Le climat de la Tunisie n'est pas en effet tout à fait identique à celui des départements limitrophes de la Méditerranée ; les modifications climatiques transforment les conditions culturales, et les méthodes qu'apportent ces vigneron ont besoin d'un certain assouplissement aux données agricoles de la Tunisie. Le tailleur de vigne de passage ne peut en tenir compte, il n'assiste pas à la vendange qui lui permettrait d'apprécier le fort et le faible de la taille qu'il aura opérée. La vigne a dans le nord de l'Afrique une vigueur de pousse inconnue en France ; aussi la taille doit-elle y être autre, sous risque de laisser l'énergie du plan se dépenser à produire beaucoup de bois et de végétation et peu de raisin. C'est le vigneron du pays, qui ne quitte pas le sol et qui se sera, au contact du tailleur de vigne de passage, parfaitement

initié à sa pratique, qui arrivera progressivement à l'adapter parfaitement aux exigences du nouveau climat. L'Arabe est rarement susceptible par lui-même de ce travail d'élaboration et d'intelligence agricoles. Mais il a le précieux avantage d'avoir grande facilité à s'assimiler une manière de faire, l'imiter dans son moindre détail, et guidé et formé par un régisseur qui en prend la peine, se modelant sur un petit groupe de bons ouvriers, il fait son éducation qui donne d'excellents résultats. Quant à l'Italien il est formé beaucoup plus vite encore à la bonne culture européenne, quand déjà il ne s'y connaît pas.

Et pourtant si nous voulons n'avoir pas acquis la Tunisie pour aménager une colonie modèle au plus grand profit des Italiens (1) ; si nous voulons que les bénéfices des ressources d'une région acquise et organisée par nous nous demeurent ; si nous voulons enfin que le pays, quels que soient les aléas de la destinée, reste foncièrement français, il n'existe qu'un moyen, qu'un remède, endiguer l'élément étranger par le développement du peuplement français, nous incorporer la Tunisie indissolublement par une population rurale française de plus en plus dense, opposer à cette implantation de l'étranger la concurrence efficace du cultivateur français, y essaimer nombreux ces colons qui vivront sur leurs terres, y feront souche et

(1) Que les produits tunisiens entrent en franchise en France, c'est autant d'enlevé au trésor français. Que les colons français profitent de ce régime, rien de mieux. Mais que ce soient les Italiens, qui grâce à un régime particulier produisant en Tunisie viennent concurrencer la production nationale, ce sont des armes pour nous battre.

dans lesquels résidera un des meilleurs éléments du développement de notre race. Ces petits colons attachés au sol sont l'élément absolument nécessaire sur lequel doit s'établir le peuplement français et sans lequel il ne peut se créer nombreux et consistant.

Remarquons *à priori* que c'est là l'élément colonial qui vraiment se fixe sans pensée de retour, se maintiendra dans le pays, et s'y fera une nouvelle patrie, une partie de la terre française agrandie.

Le cultivateur qui travaille de ses mains une terre dont les amendements et la plus-value lui profitent, c'est qu'il soit propriétaire, fermier ou métayer, l'homme de la glèbe, le vrai colon sans lequel il n'y a pas de colonie assimilée.

Et d'ailleurs ne pourrait-on pas poser presque en loi historique que dans tout pays tempéré la domination appartient tôt ou tard à la race qui cultive le sol. L'histoire en fournit maintes applications. Les 60.000 Franco-Canadiens abandonnés en 1763 par ce malheureux traité de Paris sont aujourd'hui 2.500.000 parlant notre langue et perpétuant nos anciennes mœurs. Ils avaient été laissés vaincus sans espoir de revanche, ignorants et pauvres, mais ces humbles cultivateurs abandonnés de toutes ressources les firent jaillir du sol tout en développant leur vitalité française. Devenus sujets britanniques, ils ont su conserver leurs coutumes, leur langue et leur mentalité au point de former, après près d'un siècle et

de demi d'immersion dans une population étrangère, et de sujétion à un gouvernement étranger, un élément ethnique distinct et influent. Le *Standard* du 2 septembre 1902 est amené à dire, à propos d'un banquet offert à Londres à sir William Laurier, Franco-Canadien et premier ministre du Dominion : « Ceux qui prétendent que la France n'a jamais réussi comme puissance coloniale devraient se rappeler qu'il existe au moins une puissance coloniale prospère destinée à jouer un rôle important au point de vue politique et commercial et qui perpétue dans le Nouveau-Monde la langue, les traditions, les idéals de la France. » A la Louisiane, dans les stations des rives du Mississipi, les habitants attachés au sol sont demeurés fidèles, eux aussi, à l'idiome et aux coutumes de leurs pères, les colons du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles. Même attachement aux traditions, parmi les planteurs de l'ancienne Ile de France. En dépit du changement de dénomination politique, les Mauriciens, Français d'origine, Français de langue, Français de cœur, prospérant et croissant en nombre, gardent après quatre-vingts ans de sécession forcée, des liens d'attachement à la patrie commune. Ce sont eux qui détiennent le sol de l'île. Prenons un exemple récent cité par M. Saurin : La Roumélie orientale qui appartenait à la Turquie, s'est annexée elle-même à la Bulgarie en 1885. Les habitants des villes, les grands propriétaires, les gros commerçants, les capitaux étaient grecs, l'armée et l'administration étaient turques, mais les paysans étaient

Bulgares. Il ne suffit pas dans une région d'avoir la grande propriété, d'avoir des soldats et des fonctionnaires, de détenir même, ce qui ne peut être que momentanément, tous les capitaux. Vient un jour où l'homme attaché au sol et qui l'a de sa sueur baptisé Patrie se prend à dire : « La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir. » Au contraire, quand bien même une région où s'est attaché au sol un élément ethnique vient à être arrachée à sa souveraineté, si la race y persiste et se développe, l'influence de cet élément reste prédominante. La possession de cette région par un nouveau pays n'est qu'une soudure qui se détachera quelque jour par l'indépendance même de sa force vitale. Le mythe antique d'Antée vaincu reprenant sa vigueur en embrassant la terre est un symbole vrai pour les peuples.

L'établissement du petit cultivateur français comparé à celui de l'Italien, nous fournit les conclusions suivantes.

Le Français ayant plus de besoins, est obligé de dépenser davantage pour son habitation, d'acheter un véritable mobilier dont le Sicilien se passe très bien, de retirer une plus grosse rente de sa ferme débutante, et par conséquent de cultiver une plus grande superficie.

Etant moins résistant et moins laborieux et devant mettre en valeur une surface plus grande, il doit :

Recourir aux instruments attelés, posséder du bétail ;

Avoir plus ou moins recours à la main-d'œuvre étrangère et posséder les avances pour la payer.

Enfin une mauvaise année, dans laquelle il ne saurait abandonner aucune de ses habitudes que l'on peut appeler de luxe par rapport à celles du Sicilien, épuise ses avances qui lui sont nécessaires pour ensemençer l'an suivant ou l'endettement.

Et en définitive, le Français ne peut s'établir sans la possession ou l'aide de capitaux relativement élevés, alors que le Sicilien presque dénué de ressources trouve le moyen de s'implanter.

Vu :

Le Président de la thèse,  
R. ESTOUBLON.

Vu :

Le Doyen,  
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
LIARD.







---

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).

---